

DEPARTMENT OF JUSTICE  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

PRIVY COUNCIL SECTION  
SECTION DU CONSEIL PRIVÉ

SUBJECT: Règlement fait en vertu de l'alinéa 117(u) de la Loi  
OBJET sur les armes à feu

Regulations made under paragraph 117(u) of the Firearm  
Act

FILE NO.: 96-0585-01 Vol III  
N° DE DOSSIER

FROM THE DEPARTMENT OF  
MINISTÈRE D'ORIGINE Justice

DATE RECEIVED le 1 août 1996  
DATE DE RÉCEPTION

ENGLISH VERSION Wendy Gordon  
VERSION ANGLAISE

Gilles LeVasseur

FRENCH VERSION  
VERSION FRANÇAISE

DATE

SENT TO  
ENVOYÉ À

RETURNED  
RETOURNÉ LE

No. 96-0585-01 DEPT. Justice  
No. MIN.  
SUBJECT Règlement fait en vertu de l'alinéa 117(u) de la Loi sur  
OBJET les armes à feu

 Department of Justice / Ministère de la Justice  
Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

September 5, 1996.

Bill Bartlett  
Counsel  
Canadian Firearms Centre

Dear Colleague:

**Re: Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations  
(Firearms); Preliminary Drafts for Consultation Purposes**

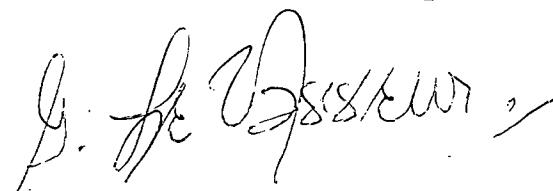
Further to your request for a version of the above Regulations for the Minister's briefing, we enclose edited and revised copies of the Regulations in English and French. The drafts are, however, a 'work in progress'. In that respect, we expect to receive comments from Sheryl Manson of the Administrative Law Section and from Native Law, and to discuss with the latter the issue of to whom these Regulations will apply.

To emphasize the preliminary nature of these drafts, each page has been stamped with the words "DRAFT/ÉBAUCHE" and displays the date.

We trust that this is of assistance and look forward to the opportunity to discuss these Regulations further with you.



Wendy Gordon  
Counsel  
Regulations Section  
957-0068



Gilles LeVasseur  
Counsel  
Regulations Section  
952-8276

Attach.

Canada

005251



Department of Justice  
Canada

Ministère de la Justice  
Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

September 5, 1996.

Bill Bartlett  
Counsel  
Canadian Firearms Centre

Dear Colleague:

**Re: *Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations  
(Firearms); Preliminary Drafts for Consultation Purposes***

Further to your request for a version of the above Regulations for the Minister's briefing, we enclose edited and revised copies of the Regulations in English and French. The drafts are, however, a 'work in progress'. In that respect, we expect to receive comments from Sheryl Manson of the Administrative Law Section and from Native Law, and to discuss with the latter the issue of to whom these Regulations will apply.

To emphasize the preliminary nature of these drafts, each page has been stamped with the words "DRAFT/ÉBAUCHE" and displays the date.

We trust that this is of assistance and look forward to the opportunity to discuss these Regulations further with you.

Wendy Gordon  
Counsel  
Regulations Section  
957-0068

Gilles LeVasseur  
Counsel  
Regulations Section  
952-8276

Attach.

Canada

005252

SEP - 5 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des autochtones du Canada*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des autochtones du Canada*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

SEP - 5 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT D'ADAPTATION VISANT LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » Autochtone qui, à la fois :

a) est un membre plus âgé d'une collectivité autochtone;

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance de la culture et des traditions de la collectivité et est respecté par cette dernière. (*elder*)

« association de chasseurs et de trappeurs » Organisme ou association sans personnalité morale ou personne morale, quels que soient son lieu et son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage ancestraux des Autochtones. (*hunting and trapping association*)

« Autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (*Aboriginal*)

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones et qui pratique la chasse ancestrale. (*Aboriginal community*)

TEXTES APPLICABLES

2. La *Loi sur les armes à feu* et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16 du présent règlement, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

3. Il demeure entendu que le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale - à l'exclusion de la *Loi sur les armes à feu* et de ses règlements -, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse ~~et de trappage~~ ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la *Loi sur les armes à feu*, les articles 5 à 16 du présent règlement prévoient les modalités

SEP - 5 1996

- 2 -

selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la *Loi sur les armes à feu* et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada, et adaptent ces dispositions à cette application.

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière que toute attestation remise par un Autochtone, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un demandeur autochtone, puisse être faite :

- a) de vive voix, lorsque l'autochtone ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrive par son mandataire;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque l'autochtone ne peut communiquer en français ou en anglais.

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la *Loi sur les armes à feu*, considère comme pertinentes les recommandations fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

7. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière qu'il soit accordé au demandeur autochtone la possibilité de demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les recommandations fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

#### DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que :

a) le permis délivré à tout Autochtone âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale soit valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- (i) la date où le titulaire atteint l'âge de 18 ans,

ÉBAUCHE / DRAFT

005255

SEF - 5 1996

- 3 -

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;

b) le contrôleur des armes à feu puisse délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu des circonstances propres au demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement;

c) lorsqu'un permis est délivré à un Autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'Autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment qu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'Autochtone âgé de moins de 12 ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précisées, pour qu'il pratique la chasse ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

#### CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prévus par règlement, la compétence d'un Autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que le cas visé pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

a) le demandeur autochtone pratique la chasse ancestrale et se trouve dans l'une des situations suivantes :

(i) il est un aîné,

(ii) le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours n'est pas disponible, selon le cas :

(A) dans un délai raisonnable après présentation de sa demande,

(B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit qui lui est accessible sans frais excessifs ni grandes difficultés,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances;

ÉBAUCHE / DRAFT

005256

SÉP - 5 1996

b) le contrôleur des armes à feu a reçu des recommandations d'un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou d'un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre qui indiquent qu'à leur avis le demandeur possède les connaissances voulues pour que sa compétence soit certifiée aux termes de l'alinéa 7(4)a) de la *Loi sur les armes à feu*.

12. L'article 17 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que les exigences de compétence, pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse ancestrale soient les suivantes :

- a) une connaissance élémentaire de sécurité des règles relatives au maniement et à l'usage des armes à feu, y compris le fonctionnement des armes à feu usuelles pour la chasse;
- b) une connaissance élémentaire des lois relatives aux armes à feu.

#### POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que, lorsque l'Autochtone a eu l'usage sans interruption depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 7(4)c) de la *Loi sur les armes à feu* une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de cet alinéa.

#### PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un Autochtone qui l'utilisera pour la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. L'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes* est adapté de manière qu'un Autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions la chasse ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;
- c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

ÉBAUCHE / DRAFT

- 5 -

SÉP - 5 1996

TRANSFERT DES MUNITIONS

**16.** L'article 21 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

**ÉBAUCHE / DRAFT**

SEP 05 1996

DRAFT: SEPTEMBER 05, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations (Firearms)*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations (Firearms)*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

SEP 05 1996

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA ADAPTATIONS REGULATIONS (FIREARMS)

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means (Indian, Inuit or Métis) (Autochtone)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization [or other group] that has a predominantly Aboriginal leadership and that engages in hunting as part of its traditional aboriginal practices.  
(collectivité autochtone)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

(a) the individual is an older member of an Aboriginal community; and

(b) the individual is regarded by the members of the Aboriginal community as having extensive knowledge of the culture and traditional practices of that community ~~and is~~ respected by those members. (ainé)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of traditional aboriginal hunting and trapping practices. (association de chasseurs et de trappeurs)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 16 of these Regulations, the Firearms Act and the regulations made thereunder apply to the Aboriginal peoples of Canada [whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982]. ?

3. For greater certainty, nothing in these Regulations [relieves] ? any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Firearms Act and the regulations made thereunder, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or of any municipal by-law, enacted in relation to hunting, or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

ADAPTED PROVISIONS

DRAFT / ÉBAUCHE

005260

SEP 05 1996

- 2 -

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the *Firearms Act*, sections 5 to 16 of these Regulations concern the manner in which certain provisions of the *Firearms Act* and the regulations made thereunder apply to any of the Aboriginal peoples of Canada, and adapt those provisions for the purpose of that application.

APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

(a) orally where the applicant [or individual] is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and

(b) by means of an interpreter where the applicant [or individual] is unable to communicate in English or French.

ELIGIBILITY

⑥ Section 55 of the *Firearms Act* is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the *Firearms Act*, a chief firearms officer shall consider as relevant any recommendations submitted by the applicant from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

⑦ Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant shall be given an opportunity to request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

ISSUANCE OF A LICENCE TO ABORIGINAL INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

Subsection 64(2) of the *Firearms Act* is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an Aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of 18 years, and

of the Aboriginal community of which the individual is a member.

DRAFT / ÉBAUCHE

SEP 05 1996

- 3 -

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable to do so in the interests of the safety of the Aboriginal applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years; and

(c) where a licence is issued to an Aboriginal individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the *Firearms Act* is adapted such that an Aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the Aboriginal community of which the individual is a member.

#### ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act* is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an Aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act*, the circumstances are that

(a) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting practices and

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that Course are not available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's Aboriginal community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances; and

DRAFT/ÉBAUCHE

SEP 05 1996

- 4 -

(b) the chief firearms officer has received a recommendation from an Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community or from an executive member of a hunting and trapping association of which the Aboriginal applicant is a member indicating that, in their opinion, the applicant has the requisite knowledge to be certified under paragraph 7(4)(a) of the Firearms Act.

12. Section 17 of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Firearms Act, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

- (a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms, including the operation of common hunting firearms; and  
(b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, if an Aboriginal individual has had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Firearms Act came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of that paragraph.

AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Firearms Act is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower [who will] use the firearm to pursue traditional hunting practices.

STORAGE OF FIREARMS

15. Section 3 of the Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting practices may store the firearm only if

- (a) the firearm is stored in a location that is in a remote wilderness area that is not subject to any visible use incompatible with hunting;  
(b) the firearm is unloaded; and  
(c) ammunition is not stored nearby.

readily accessible

unreasonable or otherwise known

DRAFT/ÉBAUCHE

SEP 05 1996

- 5 -

(Client: the concept in paragraph (a) is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier.")

TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the *Firearms Act* is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

DRAFT / ÉBAUCHE



Department of Justice  
Canada      Ministère de la Justice  
Canada

## MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

Security classification - Cote de sécurité

File number - Numéro de dossier

JUS-O/96-198

Date

September 5, 1996

Telephone/FAX - Téléphone/Télécopieur

957-8501 / 941-1193

**TO/DEST.:** William Bartlett  
Counsel, Canadian Firearms Centre

**FROM/ORIG.:** Lucette Santerre  
Senior Counsel, Regulations Section

**SUBJECT/OBJET:** Ruger Mini-14 and Colt AR-15 Rifles

## Comments/Remarques

This is in reply to your August 21 memorandum to Wendy Gordon of this Section, requesting an opinion on the "grandfathering" of the Ruger Mini-14 and Colt AR-15 rifles.

The first sentence of your memorandum states, "The Minister instructed us some time ago to prepare the regulatory provisions necessary to make the Ruger Mini-14 and Colt AR-15 rifles prohibited firearms." Such action can only be based on the authority provided by the combination of paragraph (d) of the definition of "prohibited firearm" in the new section 84 and the new section 117.15 of the *Criminal Code*. The use of this regulatory authority is, however, governed by a condition imposed in subsection 117.15(2): "in making regulations, the Governor in Council may not prescribe anything to be a prohibited firearm ... if, in the opinion of the Governor in Council, the thing to be prescribed is reasonable for use in Canada for hunting or sporting purposes".

We are therefore confronted by a dilemma. The Governor in Council may, on the one hand, find that Ruger Mini-14 and Colt AR-15 rifles cannot reasonably be used in Canada for hunting or sporting purposes, in which case he may make regulations prescribing these rifles as "prohibited firearms". On the other hand, if the Governor in Council reasonably thinks that the Ruger Mini-14 might be used for hunting and the Colt AR-15 for target-shooting, a sporting purpose, then he no longer has the authority to declare these rifles "prohibited firearms".

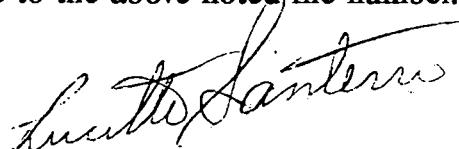
If regulatory provisions are made to make the Ruger Mini-14 and Colt AR-15 "prohibited firearms", then no general exception to those provisions can be created for current owners who may wish to use these rifles for purposes of predator and pest control and small game hunting, in the case of the Ruger Mini-14, or target-shooting, in the case of the Colt AR-15. The very fact that exceptions were being created for such

purposes would indicate that no authority existed in the first place to make the prohibiting regulatory provisions. Exceptions to the prohibition governing those firearms could then only amount to the grandfathering of the rights of current registration certificate owners to hold a licence authorizing them to possess Ruger Mini-14 or Colt AR-15 rifles, under subsection 12(8) and paragraph 117(w) of the *Firearms Act*, and to transport those rifles for the purposes listed in sections 17 and 18 of the *Firearms Act*.

If the Governor in Council wishes to permit the use of the Ruger Mini-14 and Colt AR-15 by all current owners for hunting or sporting purposes, the only course of action available to him is to not make regulations prescribing these rifles to be "prohibited firearms".

If the Governor in Council makes regulations prescribing that the Ruger Mini-14 is a "prohibited firearm", no exception to this prescription can be made in relation to the aboriginal peoples, because the authority provided by paragraph 117(u) of the *Firearms Act* only exists for provisions of that Act and the regulations adopted under it (in French: « de la présente loi ou de ses règlements d'application »). As stated earlier, regulations prescribing some arms to be "prohibited firearms" are made under the *Criminal Code* (new sections 84 and 117.15), not under the *Firearms Act*. None the less, some exceptions to the control of the use of the Ruger Mini-14 could be created by regulating the "manner in which" (in French: « selon quelles modalités et dans quelle mesure ») sections 17 and 18 of the *Firearms Act* apply to the aboriginal peoples of Canada, under the authority provided by paragraph 117(u) of the *Firearms Act*.

If you require additional information, please do not hesitate to contact me. Please make reference to the above-noted file number.



Lucette Santerre  
(957-8501)

SEP - 4 1995

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des autochtones du Canada*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>b</sup>, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des autochtones du Canada*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT D'ADAPTATION VISANT LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » Autochtone qui, à la fois :

- a) est un membre plus âgé d'une collectivité autochtone;
- b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance de la culture et des traditions de la collectivité et est respecté par cette dernière. (*elder*)

« association de chasseurs et de trappeurs » Organisme ou association sans personnalité morale ou personne morale, quels que soient son lieu et son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage ancestraux des Autochtones. (*hunting and trapping association*)

« Autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (*aboriginal*)

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones et qui pratique la chasse ou le trappage ancestraux. (*aboriginal community*)

TEXTES APPLICABLES

2. La Loi sur les armes à feu et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16 du présent règlement, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

3. Il demeure entendu que le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale — à l'exclusion de la Loi sur les armes à feu et de ses règlements —, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse et de trappage, ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

#### DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la *Loi sur les armes à feu*, les articles 5 à 16 du présent règlement prévoient les modalités selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la *Loi sur les armes à feu* et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada, et adaptent ces dispositions à cette application.

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière que toute attestation remise par un Autochtone, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un demandeur autochtone, puisse être faite :

- a) de vive voix, lorsque l'autochtone ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrive par son mandataire;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque l'autochtone ne peut communiquer en français ou en anglais.

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la *Loi sur les armes à feu*, considère comme pertinentes les recommandations fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse (/le trappage) ancestrale.

7. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière qu'il soit accordé au demandeur autochtone la possibilité de demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les recommandations fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse (/ le trappage) ancestrale.

#### DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que :

- a) le permis délivré à tout Autochtone âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse (/ le trappage) ancestrale soit valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- (i) la date où le titulaire atteint l'âge de 18 ans,
- (ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;
- b) le contrôleur des armes à feu puisse délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu des circonstances propres au demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement;
- c) lorsqu'un permis est délivré à un Autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'Autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment qu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'Autochtone âgé de moins de 12 ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précisées, pour qu'il pratique la chasse (/trappage) ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prevus par règlement, la compétence d'un Autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que le cas vise pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

- a) le demandeur autochtone pratique la chasse (/ le trappage) ancestrale et se trouve dans l'une des situations suivantes :
  - (i) il est un aîné,
  - (ii) le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours n'est pas disponible, selon le cas :
    - (A) dans un délai raisonnable après présentation de sa demande,
    - (B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit qui lui est accessible sans frais excessifs ni grandes difficultés,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances:

b) le contrôleur des armes à feu a reçu des recommandations d'un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou d'un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre qui indiquent qu'à leur avis le demandeur possède les connaissances voulues pour que sa compétence soit certifiée aux termes de l'alinéa 7(4)a) de la Loi sur les armes à feu.

12. L'article 17 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que les exigences de compétence, pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse (/le trappage) ancestrale soient les suivantes :

- a) une connaissance élémentaire de sécurité des règles relatives au maniement et à l'usage des armes à feu, y compris le fonctionnement des armes à feu usuelles pour la chasse;
- b) une connaissance élémentaire des lois relatives aux armes à feu.

POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que, lorsque l'Autochtone a eu l'usage sans interruption depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 7(4)c) de la Loi sur les armes à feu une arme à feu pour la pratique de la chasse (/du trappage) ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de cet alinéa.

PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi sur les armes à feu est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un Autochtone qui l'utilisera pour la chasse (/du trappage) ancestrale.

ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. L'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes est adapté de manière qu'un Autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions la chasse (/du trappage) ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;

- 5 -

c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

03.09.94  
JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Il  
oppose  
échangeant  
plus ou moins

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ le 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

① À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, ci-après.

adapté ?

(Adaptation)

NOUVEAUX TIRES POSSIBLES =

~~Règlement adaptant la loi sur les armes à feu et ses règlements aux peuples autochtones du Canada~~  
*Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada* — adaptation

~~Règlement adaptant la loi sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada~~

~~Règlement adaptant la loi sur les armes à feu et ses règlements (peuples autochtones du Canada)~~

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

AUG 28 1996

005273

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT SUR LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA  
(ADAPTATION) (?)

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » Autochtone qui, à la fois : *d'âge* (?) (?)

a) est un membre plus âgé de la collectivité autochtone dont il fait partie;

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (elder) *de la culture*

« association de chasseurs et de trappeurs » Organisme ou association sans personnalité morale, fiducie ou personne morale, quels que soient son lieu et son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage (*hunting and trapping association*)

« Autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (Aboriginal) *dans le cadre des pratiques autochtones ancestrales*

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones (*aboriginal community*)

« Loi » La Loi sur les armes à feu. (Act)

du présent règlement

TEXTES APPLICABLES

2. La Loi et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

*Il demeure entendu que le*

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale – à l'exclusion de la Loi et de ses règlements –, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse et de trappage, ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

On y  
c'est les  
mêmes  
peuples

gouvernement  
provincial  
et territorial, toutefois  
dans la mesure  
où il y ait  
des différences  
entre eux et  
entre eux et  
les autres  
gouvernements  
provinciaux et territoriaux

les exigences des lois fédérales et de leurs  
règlements et les exigences des lois provinciales  
et de leurs règlements et les exigences des lois territoriales  
et de leurs règlements

- 2 -

DISPOSITIONS ADAPTÉES

Stet

du présent règlement

sur les armes à feu

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la Loi, les articles 5 à 16 prévoient les modalités selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la Loi et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada, et adaptent ces dispositions à cette application.

Stet

DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que toute attestation remise par un Autochtone, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un autre Autochtone, puisse être faite :

- a) de vive voix, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrite par le mandataire de l'un ou l'autre;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut communiquer en français ou en anglais.

ADMISSIBILITÉ

sur les armes à feu

RT

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la Loi, considère, à la demande de celui-ci, les références fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

comme pertinentes

cas en gras

7. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que le demandeur autochtone puisse demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les références fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

(le trappage)

DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la Loi est adapté comme suit :  
soit  
du mani négue

ensras  
c/le  
trappage?)

a) Le permis délivré à tout Autochtone âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale est valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- (i) la date où le titulaire atteint l'âge de 18 ans,

- 3 -

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu des circonstances propres au demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement; la situation de

c) lorsqu'un permis est délivré à un Autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'Autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment qu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'Autochtone âgé de moins de 12 ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précises, pour qu'il pratique la chasse ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

## CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

sur les armes à feu

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prévus par règlement, la compétence d'un Autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que le cas visé pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

- a) le contrôleur des armes à feu consulte un dirigeant d'autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre; (le trappage?) en plus
- a) le demandeur autochtone pratique la chasse ancestrale et se trouve dans l'une des situations suivantes :
- (i) il est un aîné,
  - (ii) le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours n'est pas disponible, selon le cas :
- (A) dans un délai raisonnable après présentation de sa demande,

qui indiquent qu'à leur avis, le demandeur possède les connaissances nécessaires pour que sa compétence soit évaluée dans les termes de l'alinéa 7(4)a) de la Loi sur les armes à feu.

005276

- 4 -

*(Lui)* → (B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit qui ~~qui~~ ~~qui~~ est accessible sans frais excessifs ni grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances;

12. L'article 17 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que les exigences de compétence, pour l'application de l'alinea 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse (*le trappage*) ancestrale soient les suivantes :

- les éléments de sécurité* *en grecs*
- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu, y compris l'usage d'armes à feu ~~de chasse~~ usuelles pour la chasse; *des usages* *rcs*
- b) une connaissance élémentaire des lois et règlements relatifs aux armes à feu.

#### POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que, lorsque l'Autochtone a possédé sans interruption depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinea 7(4)c) de la Loi ~~sur les armes à feu~~ une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de l'alinea 7(4)c) de la Loi.

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un Autochtone qui l'utilisera pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. L'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes est adapté de manière qu'un Autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions pour la pratique de la chasse ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;
- c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « isolé » se dit d'un lieu qui est inoccupé et éloigné de toute collectivité établie et *tenu avec la chasse*

Sous remote wilderness area?

do Parcs nationaux

voi imprimé? 005277

- 5 -

qui n'est destiné à aucun usage apparent incompatible avec la chasse.

TRANSFERT DES MUNITIONS

Sur les armes à feu

16. L'article 21 de la Loi est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

SEP - 3 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

LP  
04.09.96

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des peuples autochtones du Canada* (*Adaptation*), conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>b</sup>, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement d'adaptation visant les armes à feu des peuples autochtones du Canada* (*Adaptation*), ci-après.

*Règlement d'adaptation visant les armes à feu des peuples autochtones du Canada*

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

## L'ADAPTATION VISANT]

### RÈGLEMENT SUR LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

#### DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » Autochtone qui, à la fois :

- a) est un membre plus âgé d'une collectivité autochtone;
- b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance de la culture et des traditions de la collectivité et est respecté par cette dernière. (elder)

« association de chasseurs et de trappeurs » Organisme ou association sans personnalité morale ou personne morale, quels que soient son lieu et son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage ancestraux des Autochtones. (hunting and trapping association)

« Autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (Aboriginal)

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones et qui pratique la chasse ou le trappage ancestraux. (Aboriginal community)

#### TEXTES APPLICABLES

2. La Loi sur les armes à feu et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16 du présent règlement, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

3. Il demeure entendu que le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale — à l'exclusion de la Loi sur les armes à feu et de ses règlements —, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse et de trappage, ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

- 2 -

sur les armes à feu

## DISPOSITIONS ADAPTÉES

*italique*

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la *Loi sur les armes à feu*, les articles 5 à 16 du présent règlement prévoient les modalités selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la *Loi* et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada, et adaptent ces dispositions à cette application.

## DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière que toute attestation remise par un *Autochtone*, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un autre *Autochtone*, puisse être faite :

- demandeur*
- a) de vive voix, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrive par le mandataire l'un ou l'autre ; *l'autochtone*
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque l'autre ne peut communiquer en français ou en anglais. *l'autochtone*

## ADMISSIBILITÉ

*souhait de demander au client*

6. L'article 55 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur *autochtone* répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la *Loi sur les armes à feu*, considère comme pertinentes les références fournies par tout aîné ou dirigeant *autochtone* de la collectivité *autochtone* dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse (/ le trappage) ancestrale.

7. Les articles 3, 8 et 9 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière que le demandeur *autochtone* puisse demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les références fournies par tout aîné ou dirigeant *autochtone* de la collectivité *autochtone* dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse (/ le trappage) ancestrale.

## DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que :

- le demandeur*
- a) le permis délivré à tout *Autochtone* âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse (/ le trappage) ancestrale soit valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- 3 -

- (i) la date où le titulaire atteint l'âge de 18 ans,
- (ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;
- b) le contrôleur des armes à feu puisse délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu de la situation du demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement; / les circonstances propres au
- c) lorsqu'un permis est délivré à un Autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'Autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment qu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'Autochtone âgé de moins de 12 ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précisees, pour qu'il pratique la chasse ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prévus par règlement, la compétence d'un Autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que le cas visé pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

a) le demandeur autochtone pratique la chasse (/ le trappage) ancestrale et se trouve dans l'une des situations suivantes :

(i) il est un aîné,

(ii) le cours canadien de sécurité sur le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours n'est pas disponible, selon le cas :

(A) dans un délai raisonnable après présentation de sa demande,

(B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit qui lui est accessible sans frais excessifs ni grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances L; — X  
recommandations

a) le contrôleur des armes à feu a reçu des recommandations d'un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou d'un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre/qui indiquent qu'à leur avis, le demandeur possède les connaissances voulues pour que sa compétence soit certifiée aux termes de l'alinea 7(4)a) de la Loi sur les armes à feu. — X

12. L'article 17 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que les exigences de compétence, pour l'application de l'alinea 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse (/du trappage) ancestrale soient les suivantes :

- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu, y compris l'usage des armes à feu usuelles pour la chasse; — X  
de sécurité  
le fonctionnement
- b) une connaissance élémentaire des lois relatives aux armes à feu. — X

#### POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que, lorsque l'Autochtone a possédé sans interruption depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinea 7(4)c) de la Loi sur les armes à feu une arme à feu pour la pratique de la chasse (/du trappage) ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de cet alinéa. — X

#### PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi sur les armes à feu est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un Autochtone qui l'utilisera pour la chasse (/du trappage) ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. L'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes est adapté de manière qu'un Autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions la chasse (/du trappage) ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;

- 5 -

c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la *Loi sur les armes à feu* est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

DRAFT: AUGUST 29, 1996.

U  
03.09.96

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Peoples of Canada Adjudications Regulations (Firearms)*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Peoples of Canada Adjudications Regulations (Firearms)*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA ADAPTATIONS REGULATIONS (FIREARMS)

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (*Autochtone*)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group that has a predominantly Aboriginal leadership and that engages in hunting or trapping as part of its traditional aboriginal practices. (*collectivité autochtone*)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

- because of member?*
- (a) the individual is an older member of the Aboriginal community to which the individual belongs; and
  - (b) the individual is regarded by the members of the Aboriginal community as having extensive knowledge of the culture and traditional practices of that community and is respected by those members. (*aîné*)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping as part of traditional aboriginal practices. (*association de chasseurs et de trappeurs*)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 16 of these Regulations, the *Firearms Act* and the regulations made thereunder apply to the Aboriginal peoples of Canada whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

3. For greater certainty, nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the *Firearms Act* and the regulations made thereunder, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or of any municipal by-law, enacted in relation to hunting or trapping, or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

ADAPTED PROVISIONS

- 2 -

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the *Firearms Act*, sections 5 to 16 of these Regulations concern the manner in which certain provisions of the *Firearms Act* and the regulations made thereunder apply to any of the Aboriginal peoples of Canada, and adapt those provisions for the purpose of that application.

#### APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

(a) orally where the applicant or individual is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and

(b) by means of an interpreter where the applicant or individual is unable to communicate in English or French.

#### ELIGIBILITY

6. Section 55 of the *Firearms Act* is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the *Firearms Act*, a chief firearms officer shall consider as relevant any recommendations submitted by the applicant [from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting(/trapping?) practices].

7. Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant shall be given an opportunity to request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant [from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting(/trapping?) practices].

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO ABORIGINAL INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. Subsection 64(2) of the *Firearms Act* is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an Aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting(/trapping?) practices expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of 18 years, and

- 3 -

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable to do so in the interests of the safety of the Aboriginal applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an Aboriginal individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the *Firearms Act* is adapted such that an Aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting(/ trapping?) practices of the Aboriginal community of which the individual is a member.

#### ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act* is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an Aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act*, the circumstances are that

(i) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting(/ trapping?) practices and

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's [community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

Not in French  
do we  
need  
this

- 4 -

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances; and

(ii) the chief firearms officer has received a recommendation from an Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community or from an executive member of a hunting and trapping association of which the Aboriginal applicant is a member indicating that, in their opinion, the applicant has the requisite knowledge to be certified under paragraph 7(4)(a) of the Firearms Act.

12. Section 17 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act*, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting(/trapping?) practices, the criteria are

- (a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms, including the operation of common hunting firearms; and  
(b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, if an Aboriginal individual has had, in order to pursue traditional hunting(/trapping?) practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm on the day on which paragraph 7(4)(c) of the *Firearms Act* came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of that paragraph.

AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the *Firearms Act* is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower who will use the firearm to pursue traditional hunting(/trapping?) practices.

STORAGE OF FIREARMS

15. Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting(/trapping?) practices may store the firearm only if

- (a) the firearm is stored in a location that is in a remote wilderness area that is not subject to any visible use incompatible with hunting; and  
(b) the firearm is unloaded; and

- 5 -

(c) ammunition is not stored nearby.

(Client: the concept in paragraph (a) is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier.")

#### TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the ~~Firearms Act~~ is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

DRAFT: AUGUST 29, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations (Firearms), substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, hereby makes the annexed Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations (Firearms).

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA ADAPTATIONS REGULATIONS (FIREARMS)

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (Autochtone)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group that has a predominantly Aboriginal leadership and that engages in hunting or trapping as part of its traditional aboriginal practices. (collectivité autochtone)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is an older member of the Aboriginal community to which the individual belongs; and
- (b) the individual is regarded by the members of the Aboriginal community as having extensive knowledge of the culture and traditional practices of that community and is respected by those members. (aîné)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping as part of traditional aboriginal practices. (association de chasseurs et de trappeurs)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 16 of these Regulations, the Firearms Act and the regulations made thereunder apply to the Aboriginal peoples of Canada whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982.

3. For greater certainty, nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Firearms Act and the regulations made thereunder, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or of any municipal by-law, enacted in relation to hunting or trapping, or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

ADAPTED PROVISIONS

- 2 -

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Firearms Act, sections 5 to 16 of these Regulations concern the manner in which certain provisions of the Firearms Act and the regulations made thereunder apply to any of the Aboriginal peoples of Canada, and adapt those provisions for the purpose of that application.

#### APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

(a) orally where the applicant or individual is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and

(b) by means of an interpreter where the applicant or individual is unable to communicate in English or French.

#### ELIGIBILITY

6. Section 55 of the Firearms Act is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the Firearms Act, a chief firearms officer shall consider as relevant any recommendations submitted by the applicant from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting(/trapping?) practices.

7. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant shall be given an opportunity to request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from any elder or Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting(/trapping?) practices.

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO ABORIGINAL INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. Subsection 64(2) of the Firearms Act is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an Aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting(/trapping?) practices expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of 18 years, and

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable to do so in the interests of the safety of the Aboriginal applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an Aboriginal individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the ~~Firearms Act~~ is adapted such that an Aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting(~~/ trapping?~~) practices of the Aboriginal community of which the individual is a member.

#### ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the ~~Firearms Act~~ is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an Aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the ~~Firearms Act~~, the circumstances are that

(i) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting(~~/ trapping?~~) practices and

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that Course are not available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances, and

- 4 -

(b) the chief firearms officer has received a recommendation from an Aboriginal leader of the applicant's Aboriginal community or from an executive member of a hunting and trapping association of which the Aboriginal applicant is a member indicating that, in their opinion, the applicant has the requisite knowledge to be certified under paragraph 7(4)(a) of the Firearms Act.

12. Section 17 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the *Firearms Act*, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting(/trapping?) practices, the criteria are

- (a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms, including the operation of common hunting firearms; and
- (b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

#### POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, if an Aboriginal individual has had, in order to pursue traditional hunting(/trapping?) practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm on the day on which paragraph 7(4)(c) of the *Firearms Act* came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of that paragraph.

#### AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the *Firearms Act* is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower who will use the firearm to pursue traditional hunting(/trapping?) practices.

#### STORAGE OF FIREARMS

15. Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting(/trapping?) practices may store the firearm only if

- (a) the firearm is stored in a location that is in a remote wilderness area that is not subject to any visible use incompatible with hunting;
- (b) the firearm is unloaded; and
- (c) ammunition is not stored nearby.

- 5 -

(Client: the concept in paragraph (a) is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier.")

TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the ~~Firearms~~ Act is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.



Department of Justice  
Canada

Ministère de la Justice  
Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

August 27, 1996.

Bill Bartlett  
Counsel  
Canadian Firearms Centre

Dear Colleague:

Re: Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations

Attached for your comments is a discussion draft of the above regulations in English only. The French copy will follow shortly. This draft has been edited and revised, however it still contains a few questions on which we need your guidance.

As discussed, your comments are needed as soon as possible to allow for consultation, principally with other areas of the Department of Justice.

Please call me once you have had a chance to review the draft.

A handwritten signature in cursive ink, appearing to read "Wendy Gordon".

Wendy Gordon  
Counsel  
Regulations Section  
957-0068

Attach.

cc. Gilles LeVasseur

Canada

005297

DRAFT: AUGUST 27, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed Aboriginal Peoples of Canada <sup>Adaptations</sup> Firearms Regulations, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, hereby makes the annexed Aboriginal Peoples of Canada <sup>Adaptations</sup> Firearms Regulations.

Adaptations



with comments from meeting w Bill Battell Aug 28/96.

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA FIREARMS REGULATIONS

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (Autochtone)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group with a predominantly Aboriginal leadership. (collectivité autochtone) (Client: Taken, basically, from the Corrections and Conditional Release Act s. 79. Is this definition helpful? It doesn't address the idea that it is not just any Aboriginal group, but one with shared Aboriginal rights. Please advise.)

"Act" means the Firearms Act. (Loi)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

(a) the individual is an aged member of the Aboriginal community to which the individual belongs; and

(b) the individual is considered by the members of the Aboriginal community to have extensive knowledge of the lifestyle and traditional practices of that community and is respected by those members. (ainé)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, a trust, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping.

(association de chasseurs et de trappeurs) (Client: Is this helpful?)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. The Act and the regulations made under the Act apply, subject to sections 3 to 16, to the Aboriginal peoples of Canada whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982.

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Act and the regulations made under the Act, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or of any municipal by-law, enacted in relation to hunting or

- 2 -

trapping or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

#### ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, sections 5 to 16 concern the manner in which certain provisions of the Act and the regulations made under the Act apply to any of the Aboriginal peoples of Canada, and adapt those provisions for the purpose of that application.

#### APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

(a) orally where the applicant or individual is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and

(b) by means of an interpreter where the applicant or individual is unable to communicate in English or French.

#### ELIGIBILITY

6. Section 55 of the Act is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the Act, a chief firearms officer shall, on the applicant's request, consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: an optional approach would be "or Aboriginal leader of" please advise. Also, are these "recommendations" or "references"?] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

7. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant may request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: see option described above] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

(Client: please consider whether any of the persons listed in s.5 of the existing Firearms Acquisition Certificate Regulations should be included)

no - not likely to be welcomed unless from inside Aboriginal Community; Bill will confirm  
M. Adkins (@ social worker, game warden) 005300

ISSUANCE OF A LICENCE TO ~~ABORIGINAL~~ INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. Subsection 64(2) of the Act is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an ~~Aboriginal~~ individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of 18 years, and

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable to do so in the interests of the safety of the ~~Aboriginal~~ applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an ~~Aboriginal~~ individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the Act is adapted such that an ~~Aboriginal~~ individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the ~~Aboriginal~~ community of which the individual is a member. ~~Is it clear that the other requirements of section 8 still apply as this is drafted?~~

## ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the Act is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an ~~Aboriginal~~ individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 6 of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, the circumstances are that

(a) the chief firearms officer consults with a member of the community council in the applicant's ~~Aboriginal~~ community or with an executive member of a hunting and trapping association of which the ~~Aboriginal~~ applicant is a member; and

(b) the consultation referred to in (a) has taken place; and

that the applicant has been certified under the  
Act

005301

- 4 -

(a) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting practices and

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances; and

12. Section 7 of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

(a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and

(b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

#### POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, if an Aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Act came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4)(c) of the Act.

#### AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower who will use the firearm to pursue traditional hunting practices.

#### STORAGE OF FIREARMS

15. (1) Section 3 of the Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting practices may store the firearm only if

- 5 -

(a) the firearm is stored in a ~~remote~~ isolated location;

(b) the firearm is unloaded; and

(c) ammunition is not stored nearby.

(2) For the purpose of subsection (1), "isolated" means unoccupied and remote from any established community and not subject to any visible use incompatible with hunting.

<sup>NOTE</sup> (Client: the last concept is taken from the Badger decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonguin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA Bartleman decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier." To discuss)

s/t

#### TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the Act is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

Meeting w/ Bill Bartlet.

Aug 28/96.

- ① Aboriginal ... Adaptations Regs. (Firearms) ... change title to send message @ link = & statute — ie these aren't separate regime completely.
- ② "aboriginal community" is helpful.  
- doesn't address shared rights idea, but for our purposes we are only interested in those that engage in hunt/trap as part of traditional practice  
~~hunt/trap~~ add throughout?
- ▷ question @ how trapping shld be dealt with — he will ask Native Law @ this when draft sent.  
(Bill to send draft) — Add throughout for now to highlight
- Ask eds/rev @ specifying ["in these Regs"] in s2 + throughout
- ▷ Act → not defined anymore — less confusing in s3 + helps reader for clarity throughout.
- ▷ 5(a)
- 6 - Aboriginal leader ✓  
it is a "recommend" not a "reference" — affects French too
- 7 - see changes to 6  
- will confirm @ listing other people such as game warden / <sup>societ</sup> worker  
- "considers whether to refuse" — this seems better to Bill because it seems earlier in the process than "considers refusing"

• Aboriginal — capitalizing — I said may change.

II (a) CCO has been requested to consult + somehow make it mandatory that they do consult.

in Records Regs... say... successfully completed a course or  
~~passed~~ a test referred to in s 7. <sup>or passed</sup>

11.(a) + (b) switched + see changes to new (b)

12. - ~~see change to (a)~~ - it is closer to the existing regs - arguably lowers standards - so no go re fundamental principles.

But - do include operat<sup>n</sup>g of common hunting firearms.

13 - is "continuously" really neccy? or "beginning"?

↳ doesn't fit the borrowing sort of circumstances.

What is NB is that they had access on convenient day.

(Decide)

[Do we have to also amend 7(4)(c) Act? ] ("possession")  
ie is 7(2) of Regs enough.

- Amended / unversed drafts for consultat<sup>n</sup> purposes??  
- see at end of next week -



Department of Justice  
Canada

Ministère de la Justice  
Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

August 27, 1996.

Bill Bartlett  
Counsel  
Canadian Firearms Centre

Dear Colleague:

**Re: Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations**

Attached for your comments is a discussion draft of the above regulations in English only. The French copy will follow shortly. This draft has been edited and revised, however it still contains a few questions on which we need your guidance.

As discussed, your comments are needed as soon as possible to allow for consultation, principally with other areas of the Department of Justice.

Please call me once you have had a chance to review the draft.

A handwritten signature in cursive script that appears to read "Wendy Gordon".

Wendy Gordon  
Counsel  
Regulations Section  
957-0068

Attach.

cc. Gilles LeVasseur ✓

The Government of Canada logo, featuring the word "Canada" in a stylized font with a maple leaf graphic integrated into the letter "a".

DRAFT: AUGUST 27, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA FIREARMS REGULATIONS

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (Autochtone)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group with a predominantly Aboriginal leadership. (collectivité autochtone)  
(Client: Taken, basically, from the Corrections and Conditional Release Act s. 79. Is this definition helpful? It doesn't address the idea that it is not just any Aboriginal group, but one with shared Aboriginal rights. Please advise.)

"Act" means the Firearms Act. (Loi)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is an aged member of the Aboriginal community to which the individual belongs; and
- (b) the individual is considered by the members of the Aboriginal community to have extensive knowledge of the lifestyle and traditional practices of that community and is respected by those members. (aîné)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, a trust, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping.  
(association de chasseurs et de trappeurs) (Client: Is this helpful?)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. The Act and the regulations made under the Act apply, subject to sections 3 to 16, to the Aboriginal peoples of Canada whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982.

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Act and the regulations made under the Act, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or of any municipal by-law, enacted in relation to hunting or

trapping] or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, sections 5 to 16 concern the manner in which certain provisions of the Act and the regulations made under the Act apply to any of the Aboriginal peoples of Canada] and adapt those provisions for the purpose of that application.

APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

- (a) orally where the applicant or individual is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and
- (b) by means of an interpreter where the applicant or individual is unable to communicate in English or French.

ELIGIBILITY

6. Section 55 of the Act is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the Act, a chief firearms officer shall, on the applicant's request, consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: an optional approach would be "or Aboriginal leader of"; please advise. Also, are these "recommendations" or "references"?] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

7. Sections 3, 8 and 9 of the Firearms Licences Regulations are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant may request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: see option described above] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

(Client: please consider whether any of the persons listed in s.5 of the existing Firearms Acquisition Certificate Regulations should be included)

ISSUANCE OF A LICENCE TO ABORIGINAL INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. Subsection 64(2) of the Act is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an Aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of 18 years, and

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable to do so in the interests of the safety of the Aboriginal applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an Aboriginal individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the Act is adapted such that an Aboriginal individual who is less than 18 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the Aboriginal community of which the individual is a member. (Is it clear that the other requirements of section 8 still apply as this is drafted?)

ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the Act is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an Aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 16 of the Firearms Licences Regulations is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, the circumstances are that

(a) the chief firearms officer consults with a member of the community council in the applicant's Aboriginal community or with an executive member of a hunting and trapping association of which the Aboriginal applicant is a member; and

- 4 -

(b) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting practices and

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances.

12. Section 17 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

(a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and

(b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

#### POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, if an Aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Act came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4)(c) of the Act.

#### AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower who will use the firearm to pursue traditional hunting practices.

#### STORAGE OF FIREARMS

15. (1) Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting practices may store the firearm only if

(a) the firearm is stored in an isolated location;

(b) the firearm is unloaded; and

(c) ammunition is not stored nearby.

(2) For the purpose of subsection (1), "isolated" means unoccupied and remote from any established community and not subject to any visible use incompatible with hunting.

(Client: the last concept is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier." To discuss)

#### TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the Act is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

AUG 27 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT SUR LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » Autochtone qui, à la fois :

a) est un membre plus âgé de la collectivité autochtone dont il fait partie;

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (*elder*)

« association de chasseurs et de trappeurs » Organisme ou association sans personnalité morale, fiducie ou personne morale, quels que soient son lieu et son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage. (*hunting and trapping association*)

« Autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (*Aboriginal*)

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones. (*aboriginal community*)

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (*Act*)

TEXTES APPLICABLES

2. La Loi et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale – à l'exclusion de la Loi et de ses règlements, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse et de trappage, ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.



#### DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les articles 5 à 16 prévoient les modalités selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la Loi et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que toute attestation remise par un Autochtone, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un autre Autochtone, puisse être faite :

- a) de vive voix, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrive par le mandataire de l'un ou l'autre;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut communiquer en français ou en anglais.

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la Loi, considère, à la demande de celui-ci, les références fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

7. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que le demandeur autochtone puisse demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les références fournies par tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont il est membre qui soulignent l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

#### DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la Loi est adapté comme suit :

a) le permis délivré à tout Autochtone âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale est valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- (i) la date où le titulaire atteint l'âge de 18 ans,

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu des circonstances propres au demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement;

c) lorsqu'un permis est délivré à un Autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'Autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment qu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'Autochtone âgé de moins de 12 ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précisées, pour qu'il pratique la chasse ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prévus par règlement, la compétence d'un Autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que le cas visé pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

a) le contrôleur des armes à feu consulte un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre;

b) le demandeur autochtone pratique la chasse ancestrale et se trouve dans l'une des situations suivantes :

(i) il est un aîné,

(ii) le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours n'est pas disponible, selon le cas :

(A) dans un délai raisonnable après présentation de sa demande,

(B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit qui est accessible sans frais excessifs ni grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances.

12. L'article 17 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que les exigences de compétence pour l'application de l'alinea 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse ancestrale soient les suivantes :

- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;
- b) une connaissance élémentaire des lois et règlements relatifs aux armes à feu.

#### POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière que, lorsque l'Autochtone a possédé sans interruption depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinea 7(4)c) de la Loi une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de l'alinea 7(4)c) de la Loi.

#### PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un Autochtone qui l'utilisera pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. (1) L'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes* est adapté de manière qu'un Autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions pour la pratique de la chasse ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;
- c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « isolé » se dit d'un lieu qui est inoccupé et éloigné de toute collectivité établie et

qui n'est destiné à aucun usage apparent incompatible avec la chasse.

TRANSFERT DES MUNITIONS

**16.** L'article 21 de la Loi est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

AUG 26 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Reçu DOR 27/08/96

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur les armes à feu des peuples autochtones du Canada*, ci-après.

27/8/96

Louise

avons s'il te plaît.

Gilles

W Gordm

Comments in pink are from meeting

with Bill Bartlett Aug 28/96. — Fr. version (automated)

has not been changed  
to incorporate these

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

WB2 005319

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT SUR LES ARMES À FEU DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA ||

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » ~~signifie à un~~ autochtone qui, à la fois :

dont il fait partie

✓ a) est un membre plus âgé de la collectivité autochtone ~~qui y résidé~~

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (elder)

« association de chasseurs et de trappeurs » ~~s'entend par~~ organisme ou association sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale, indépendamment de son lieu et mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et du trappage. (hunting and trapping association)

quel que soient

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (Aboriginal)

See English

« collectivité autochtone » Première nation, conseil tribal, conseil de bande, bande, collectivité, organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (Aboriginal community)

« Loi » La Loi sur les armes à feu. (Act)

des A

TEXTES APPLICABLES

2. La Loi et ses règlements s'appliquent, sous réserve des articles 3 à 16, aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer la législation fédérale, à l'exclusion des textes visés à l'article 2, la législation provinciale et les règlements municipaux en matière de chasse et de trappage, ni à la responsabilité et aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

de la loi et de ses règlements -

which

- 2 -

DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les articles 5 à 16 prévoient les modalités selon lesquelles et la mesure dans laquelle des dispositions de la Loi et de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que toute attestation remise par un autochtone, soit à titre de demandeur, soit pour le compte d'un autre autochtone, puisse être faite :

- A  
a) de vive voix, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut la faire par écrit, auquel cas elle est transcrive par le mandataire de l'un ou l'autre;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque ni l'un ni l'autre ne peut communiquer en français ou en anglais.

ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu, lorsqu'il détermine si le demandeur autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis visé à l'article 5 de la Loi, considère à la demande de celui-ci les références de tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle il appartient, ainsi que l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

7. Les articles 3, 8 et 9 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière que le demandeur autochtone puisse demander au contrôleur des armes à feu, lorsque celui-ci envisage de refuser de lui délivrer un permis, de considérer les références de tout aîné ou dirigeant autochtone de la collectivité autochtone dont laquelle il appartient, ainsi que l'importance pour le demandeur de pratiquer la chasse ancestrale.

DÉLIVRANCE DE PERMIS POUR LES AUTOCHTONES ÂGÉS DE MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la Loi est adapté comme suit :

a) le permis de possession d'armes à feu délivré à tout autochtone âgé de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale est valide pour la période se terminant à celle des dates suivantes (l'autre) :

(i) la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans,

Il existe une recommandation

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), la date qui suit de trois ans la date de délivrance du permis;

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il le juge souhaitable pour la sécurité du demandeur autochtone ou celle d'autrui, compte tenu des circonstances propres au demandeur ainsi que de son caractère et de son comportement;

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en conformité avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu exige que l'autochtone se présente à [ ] une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il fixe.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière qu'il puisse être délivré à l'autochtone âgé de moins de douze ans un permis de possession d'une arme à feu, conformément aux conditions précisées sur celui-ci, pour qu'il pratique la chasse ancestrale selon la tradition de la collectivité autochtone dont il est membre.

CERTIFICATION SUBSTITUTIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière que le contrôleur des armes à feu certifie comme étant conforme aux exigences réglementaires, dans les cas prevus par règlement, la compétence d'un autochtone en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que le cas vise pour l'application de l'alinéa 7(4)a) de la Loi soit celui où :

a) le contrôleur des armes à feu consulte un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasseurs et trappeurs dont le demandeur autochtone est membre;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et selon 16 cas :

(i) il est un aîné,

se trouve dans l'une des situations suivantes

(ii) le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle de ce cours lui est officiellement accessible :

(pas disponible, selon le cas)

(A) dans un délai raisonnable après [ ] présente sa demande,

présentation de

qui est accessible

(B) dans sa collectivité autochtone ou à tout endroit [ ]  
peut se rendre sans frais excessifs ou sans grandes  
difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable dans les circonstances.

12. L'article 17 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que les exigences de compétence pour l'application de l'alinea 7(4)a) de la Loi, d'un aîné qui pratique la chasse ancestrale soient les suivants :

- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;
- b) une connaissance élémentaire des lois et règlements relatifs aux armes à feu.

#### POSSESSION D'ARMES À FEU

13. Le paragraphe 7(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière que, lorsque l'autochtone a possédé sans interruptions depuis la date d'entrée en vigueur de l'alinea 7(4)c) de la Loi une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est ni une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte, il soit réputé posséder une arme à feu pour l'application de l'alinea 7(4)c) de la Loi.

#### PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(iii) de la Loi est adapté de manière que le prêteur puisse, sans en prêter le certificat d'enregistrement, prêter une arme à feu à un autochtone qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. (1) L'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes est adapté de manière qu'un autochtone qui utilise une arme à feu sans restrictions pour la pratique de la chasse ancestrale ne puisse l'entreposer que si les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;
- b) elle est non chargée;
- c) des munitions ne sont pas entreposées à proximité de celle-ci.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « isolé » se dit d'un lieu qui est inoccupé et éloigné de toute collectivité établie et

- 5 -

qui n'est destiné à aucun usage apparent incompatible avec la chasse.

TRANSFERT DES MUNITIONS

**16.** L'article 21 de la Loi est adapté de manière que « cession » ne vise pas la fourniture de munitions par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province en exécution d'une obligation prévue par un traité.

DRAFT: AUGUST 26, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Peoples of Canada Firearms Regulations*.

*Lucie Chayko pls (in red only)  
WS*

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA FIREARMS REGULATIONS

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

"Aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (autochtone)

"Aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group with a predominantly Aboriginal leadership. (collectivité autochtone) (Client: Taken from the Corrections and Conditional Release Act s. 79. Is this definition helpful? It doesn't address the idea that it is not just any Aboriginal group, but one with shared Aboriginal rights. It also differs from the notion of community as 'place', i.e. where one resides. Please advise.)

"Act" means the Firearms Act. (Loi)

"elder" means an Aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is an aged member of the Aboriginal community in which the individual resides; and
- (b) the individual is considered by the members of the Aboriginal community to have extensive knowledge of the lifestyle and traditional practices of that community and is respected by those members. (âne)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association or organization, a trust, or a corporation wherever or however incorporated, that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping. (association de chasseurs et de trappeurs) (Client: Is this helpful?)

APPLICABLE ENACTMENTS

2. The Act and the regulations made under the Act apply, subject to sections 3 to 16, to the Aboriginal peoples of Canada whose existing rights are recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982.

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Act and regulations referred to in section 2, of any Act of a legislature of a province or any regulations made thereunder, or

Made Thereunder

of any municipal by-law enacted in relation to hunting or trapping, or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, sections 5 to 16 concern the manner in which certain provisions of the Act and the regulations made under the Act apply to any of the Aboriginal peoples of Canada and adapt those provisions for the purpose of that application.

APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by an Aboriginal individual on behalf of an Aboriginal applicant may be made

(a) orally where the applicant or individual is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or individual; and

(b) by means of an interpreter where the applicant or individual is unable to communicate in English or French.

ELIGIBILITY

6. Section 55 of the Act is adapted such that, in determining whether an Aboriginal applicant is eligible to hold a licence under section 5 of the Act, a chief firearms officer shall, on the applicant's request, consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: an optional approach would be "or Aboriginal leader of"; please advise] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

• Also, are these "recommendations" or "references"?

7. Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an Aboriginal applicant, the applicant may request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from any elder or member of the community council [Client: see option described above] of the applicant's Aboriginal community regarding the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

(Client: please consider whether any of the persons listed in s.5 of the existing *Firearms Acquisition Certificate Regulations* should be included)

ISSUANCE OF A LICENCE TO ~~ABORIGINAL~~ INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. Subsection 64(2) of the Act is adapted as follows:

(a) a licence ~~that is issued to an Aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices~~ expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable ~~to do so~~ in the interests of the safety of the ~~Aboriginal~~ applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an ~~Aboriginal~~ individual for a three year period in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the Act is adapted such that an ~~Aboriginal~~ individual who is less than twelve years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the ~~Aboriginal~~ community of which the individual is a member. (Is it clear that the other requirements of section 8 still apply as this is drafted?)

ALTERNATIVE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the Act is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an ~~Aboriginal~~ individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, the circumstances are that

(a) the chief firearms officer ~~consults~~ with a member of the community council in the applicant's ~~Aboriginal~~ community or

with an executive member of a hunting and trapping association of which the Aboriginal applicant is a member; and

(b) the Aboriginal applicant pursues traditional hunting practices and

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not reasonably available

(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances.

12. Section 17 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an Aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

(a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and

(b) basic knowledge of the laws that relate to firearms.

#### POSSESSION OF FIREARMS

13. Subsection 7(2) of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, if an Aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Act came into force, that individual is deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4)(c) of the Act.

#### AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an Aboriginal borrower who uses the firearm to pursue traditional hunting practices.

Will Nel

STORAGE OF FIREARMS

15. (1) Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted such that an Aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting practices may store the firearm only if

- (a) the firearm is stored in an isolated location;
- (b) the firearm is unloaded; and
- (c) the ammunition is not stored nearby.

(2) For the purpose of subsection (1), "isolated" means unoccupied and remote from any established community and not subject to any visible use incompatible with hunting.

(Client: the last concept is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier." To discuss)

TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the Act is adapted such that "transfer" does not include the provision of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

AUG 23 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

- 1 -

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » S'entend d'un autochtone qui, à la fois :

a) est doyen de la collectivité autochtone qui a un certain âge (qui a 55 ans ou plus) et qui y réside;

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (elder)

Power  
M. J.W.  
Want  
« association de chasseurs et de trappeurs » S'entend d'une association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale indépendamment de son lieu et de son mode de constitution dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et la trappe. (hunting and trapping association)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (aboriginal)

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, d'un conseil tribal ou d'une bande ainsi que d'une collectivité, une organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (aboriginal community)

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (Act)

TEXTES APPLICABLES

2. Le Loi et le présent règlement s'appliquent à tout autochtone dont les droits sont protégés en vertu du paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, sous réserve des articles 3 à 16.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer, en matière de chasse et de trappe, le droit fédéral à l'exclusion des dispositions visées à l'article 2, le droit provincial, les règlements municipaux et le droit territorial édicté de temps à autre, à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation des dispositions.

*articles 5 et 6*  
- 2 -

## DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient les modalités et la mesure dans lesquelles telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

## DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière à ce que toute attestation soumise par un autochtone, soit comme demandeur, soit au sujet d'un demandeur puisse se faire :

- a) de vive voix, lorsque l'autochtone ne peut écrire l'attestation et que celle-ci est transcrive par le mandataire de la personne visée;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète, lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend ni le français ni l'anglais.

## ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références d'au moins un aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale, dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la Loi.

7. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière à ce que le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références des aînés (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou des dirigeants autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale, lorsqu'il considère refuser la délivrance d'un permis.

## DÉLIVRANCE DE PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

8. Le paragraphe 64(2) de la Loi est adapté comme suit :

- a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale, pour une période :

- (i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans,
  - (ii) sous réserve des alinéas b) et c), de trois ans suivant la date de délivrance;
- b) le contrôleur des armes à feu délivre un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il serait souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte des circonstances et du caractère et des particularités du demandeur, qu'il ait un permis pour une période ne dépassant pas trois ans suivant la date de la délivrance;
- c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en accord avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu requiert que l'autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par celui-ci.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière à ce que l'autochtone âgé de moins de douze ans qui, par ailleurs, satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu puisse, conformément aux conditions précisées, lui être délivré un permis lorsqu'il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.

#### CERTIFICATION ALTERNATIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances réglementaires qu'un autochtone remplit les exigences concernant la législation sur les armes à feu et les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 15 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté en tenant compte qu'aux fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances réglementaires sont les suivantes :

- a) le contrôleur des armes à feu a consulté avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et pêche à laquelle est membre le demandeur; *trappe*
- b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et
  - (i) soit il est un aîné,
  - (ii) soit le Cours canadien de sécurité quant aux règles de sécurité relatives au maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas raisonnablement disponibles :

- 4 -

(A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que celui-ci a fait la demande,

(B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit qui est accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable selon les circonstances.

12. L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté en tenant compte ~~de~~ aux fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont ~~les suivants~~ :

- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;
- b) une connaissance élémentaire des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

POSSESSION

Des Armes à feu

13. Le paragraphe 6(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière à ce que lorsque ~~l'~~autochtone possédait une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est pas ~~une~~ arme prohibée ni ~~une~~ arme à autorisation restreinte à la date d'entrée en vigueur de la l'~~al~~alinéa 7(4)c) de la Loi, ~~Il~~ est réputé posséder un permis pour les fins de l'~~al~~alinéa 7(4)c) de la Loi.

PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de façon à ajouter l'exception d'un emprunteur qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. Malgré l'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes*, un autochtone qui pratique la chasse ancestrale peut entreposer dans un endroit éloigné et isolé d'une communauté établie une arme à feu sans restriction si :

- a) l'arme à feu est non chargée;
- b) les munitions sont entreposées à distance.

#### TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la Loi est adapté de manière à ce que « cession » n'inclue pas l'obligation pour Sa Majesté du chef du

- 5 -

Canada ou d'une province de remplir les obligations édictées par  
un traité.

005336

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

LOF 23-08-96

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

GL  
ce règl n'est pas celui des Autochtones mais celui du gouv.  
fédéral

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

idem

S'il le faut, il y a la question John Tigue  
de la majorité à autochtone  
→ En discuter (pour éviter les plaintes...)

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU *sur* *GL*

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » S'entend d'un autochtone qui, à la fois :

a) est ~~le membre plus âgé~~ ~~d'une collectivité autochtone~~ ~~qui a atteint un certain~~ ~~âge (qui a 55 ans ou plus)~~ ~~et qui y réside;~~

b) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (elder)

« association de chasseurs et de trappeurs » S'entend d'une ou association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale, indépendamment de son lieu et de son mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la chasse et la trappe. (*hunting and trapping association*)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (aboriginal) *première*

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal, ou d'une bande, ainsi que toute autre collectivité, une organisation ou autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (aboriginal community)

« Loi » La Loi sur les armes à feu. (Act)

TEXTES APPLICABLES

2. Le *Loi* et *les présents règlements*, sous réserve des articles 3 à 16, s'appliquent aux peuples autochtones du Canada dont les droits existants sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte à l'obligation d'observer, en matière de chasse et de trappe, le droit fédéral à l'exclusion des dispositions visées à l'article 2, la loi provinciale, les règlements municipaux et le droit temporaire et délivré de temps à autre, à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation des dispositions.

*la législation fédérale*

*GL droit → plus large*  
*comprend jurisprudence*

- 2 -

## DISPOSITIONS ADAPTÉES

selon lesquelles

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la Loi, les articles 5 à 16 du présent règlement prévoient les modalités et la mesure ~~et~~ dans lesquelles ~~les~~ dispositions de la Loi ~~et~~ de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

## DEMANDE DE PERMIS

de manière que  
+ subjonctif =  
conséquence  
voulue

5. Les articles 3, 7 et 8 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière ~~de sorte que toute attestation~~ <sup>renuse</sup> soit faite par un autochtone, soit comme demandeur, soit au sujet d'un demandeur puisse se faire : ~~étre de~~ pour le compte d'un autre autochtone,

a) de vive voix lorsque l'autochtone ne peut écrire la faire par écrit, auquel cas elle ni l'un ni l'autre l'attestation et que celle-ci est transcrise par le mandataire de la personne visée;

b) par l'intermédiaire d'un interprète lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend ni le français ni l'anglais.

lorsqu'il détermine si le demandeur peut communiquer en autochtone répond aux critères d'admissibilité à un permis.

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière ~~de sorte que le~~ contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère ~~que~~ les références d'~~au moins un~~ aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones), ou d'~~au moins un~~ dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient ~~le~~ demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale dans la détermination de la délivrance d'un permis prévue à l'article 5 de la Loi.

7. Les articles 3, 7 et 8 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière ~~de sorte que le~~ contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références d'~~au moins un~~ aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones), ou d'~~au moins un~~ dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale. Torsqu'il ~~celui-ci~~ considère refuser la délivrance d'un permis,

## DELIVRANCE DE PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

autochtones âgés de

8. Le paragraphe 64(2) de la Loi est adapté comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale pour une période:

est valide

âgé

se terminant à celle des dates suivantes antérieures à l'autre:

Gilles S'agit-il de références ou de recommandations (différence de sens) en 6, 7

(i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans, ~~de naissance~~, ~~la date qui suit~~

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), ~~de trois ans suivant la date de délivrance~~ ~~du permis~~ ~~peut~~ ~~le juge~~

b) le contrôleur des armes à feu ~~délivre~~ un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il sera souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte ~~des circonstances~~ ~~du caractère et des particularités du~~ ~~propres au demandeur~~ ~~qu'il ait un permis pour une période ne dépassant~~ ~~son comportement~~ ~~par trois ans suivant la date de la délivrance~~; ~~aussi que de~~

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans ~~conforme~~ ~~en accord avec l'alinéa a)~~, le contrôleur des armes à feu ~~exige~~ ~~requiert~~ que l'autochtone se présente à lui une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par ~~celuici~~ ~~fixe~~.

*être délivré à*  
*autochtone*  
*qui*  
*satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu*  
*lui être délivré un permis lorsque il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.*

*selon la tradition*  
*pour qui il*  
*substitutive?*  
*UNIFICERTIFICATION ALTERNATIVE*  
*comme étant conforme aux exigences réglementaires*  
*la compétence ded'*  
*GL où sont-ils?*  
*10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances réglementaires, qu'un autochtone remplit les exigences concernant l'application sur les armes à feu et les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.*

*de manière que le cas à visé pour l'application*  
*11. L'article 15 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté en tenant compte qu'aux fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances réglementaires sont les suivantes :*

a) le contrôleur des armes à feu consulte avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et trappe à laquelle est membre le demandeur;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et:

(i) soit ~~il~~ est un aîné,

(ii) soit le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôleur ~~ne sont pas~~ raisonnablement disponibles :

*difficilement accessibles*

*de ce cours lui est*

- 4 -

- (A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que celui-ci a fait la demande, *qu'il présente s*
- (B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit où il peut se rendre est accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement, *frais sans*
- (C) à un coût raisonnable *dans* les circonstances. *de manière que*

**12.** L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté en tenant compte qu'aux fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont les suivants:

*Sont* *l'application*

a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;

b) une connaissance élémentaire des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

*GL ok? pas 7(2)?* *POSESSION DES ARMES À FEU*

*relatifs aux*  
*la posse de "sans interruption"*

**13.** Le paragraphe 6(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière à ce que, lorsque l'autochtone possède une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui n'est pas une arme prohibée ni une arme à autorisation restreinte à compter de la date d'entrée en vigueur de la l'alinéa 7(4)c) de la Loi, il soit réputé posséder un permis pour les fins de l'alinéa 7(4)c) de la Loi.

*une arme à feu pour l'application*

*puisse* *en* *PRÊT*

**14.** Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de manière à ce que le prêteur, sans prêter à l'emprunteur le certificat d'enregistrement de l'arme à feu, prêter l'arme à feu à un emprunteur autochtone qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

**15.** L'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes est adapté de manière qu'un autochtone qui utilise une arme à feu sans restriction pour la pratique de la chasse ancestrale peut entreposer celle-ci, que si les conditions suivantes sont respectées:

*je puisse l'*

a) l'arme à feu est entreposée dans un lieu isolé;

b) l'arme à feu est non chargée;

c) des munitions sont entreposées à distance proche de celle-ci.

*ne pas*

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « isolé » se dit d'un lieu inoccupé et éloigné de toute habitation ou bâtiment qui n'est pas destiné à aucun usage apparent qui serait incompatible avec

- 5 -

TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la Loi est adapté de manière à ce que  
« cession » ~~inclue~~ pas l'obligation pour Sa Majesté ou chef du  
Canada ou d'une province de remplir les obligations édictées par  
un traité.

~~exigé aux termes d'~~

~~en exécution~~  
~~d'une obligation~~  
~~prévue~~

~~la fourniture de munitions par~~

TERMIUM (c) 1996

SUBJECT FIELD(S)  
Hunting (Sports)

EN  
trapping\*a\*CORRECT, NOUN

DEF\*the act of catching something or someone in a trap; specif.: the occupation of a trapper.\*a  
OBS\*trapper: one whose business is trapping animals for furs or food or for sale alive.\*a

SOURCES

a\*WEBIN\*1981\*\*\*2432  
b\*BELNO\*1979\*\*\*722  
c\*BELNO\*1979\*\*\*1029  
d\*PRTRA\*1973\*\*\*13

DATA COLLECTION / FONDS  
Terminology / Terminologie  
FILE / FICHIER  
Master File / Fichier-maître

DATE  
1984 9 25  
RECORD ID / NUMÉRO MATRICULE  
779034

DOMAINE(S)  
Chasse (Sports)

FR  
piégeage\*b,d\*CORRECT, MASC  
trappage\*c\*CORRECT, MASC, CANADA

DEF\*action, pour un trappeur de profession, de capturer certains animaux à fourrure au moyen de pièges, collets et autres artifices.\*c  
OBS\*trappage : Synonyme canadien de "piégeage".\*c

AUG 22 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

96-08-22  
(correction ponctuelle  
+ rapide)

(pour les règlements : sur la  
base du titre "Projets de règlement -  
fondés sur les armes à feu" Mai 1996 )

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

Q.A.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil  
C.G.P. prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » S'entend d'un autochtone qui possède les caractéristiques suivantes :

(i) un doyen de la collectivité autochtone qui a un certain <sup>est</sup> ?  
âge (qui a 55 ans ou plus) et qui y réside;

(ii) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (elder)

« association de chasseur et de trappeur » S'entend d'une association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale indépendamment de son lieu <sup>ou</sup> mode de constitution, dont l'objet principal est la protection et la promotion de la <sup>son</sup> trappe et la chasse. (hunting and trapping association)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (aboriginal)

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal ou une bande ainsi qu'une collectivité, une organisation ou un autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (aboriginal community) <sup>que d'une</sup>

« Loi » La Loi sur les armes à feu. (Act)

TEXTES APPLICABLES

2. Le Loi et le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la Loi constitutionnelle de 1982 sous réserve des articles 3 à 16.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte soit à l'obligation d'observer, en matière de la chasse et de la pêche, le droit fédéral à l'exclusion des dispositions législatives visées à l'article 2, le droit provincial, les règlements municipaux et le droit territorial édicté de temps à autre, soit à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

3. atteinte : de ...

a) à l' ;

b) à la .

Note : l'art. 3 mentionne l'art. 2 mais l'articulation des deux articles n'est pas clai ..

Note : pourrait être évité si on disait "Sont adaptées de la manière suivante : toute attestation..." (partout dans l'acte).

- 2 -

dans lesquelles

#### DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

5516

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 7 et 8 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière à ce que toute attestation soumise par un autochtone soit comme demandeur, ou au sujet du demandeur peut être :

a) de vive voix, lorsqu'un autochtone ne peut écrire l'attestation et qu'elle est transcrise par le mandataire de la personne visée; que celle-ci lorsque

b) par l'intermédiaire d'un interprète lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend le français ou l'anglais. qui

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références d'au moins un aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la Loi. Note : se ? (la détermination).

7. Les articles 3, 7 et 8 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés de manière à ce que

a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références des aînés (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou des dirigeants autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale lorsqu'il considère refuser la délivrance d'un permis.

#### DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

paragraphe

Note : même  
âge

8. L'art. 64 (2) de la Loi est adapté comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone de moins de 18 ans qui pratique la chasse ancestrale, pour une période :

(i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans,

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), trois ans suivant la date de délivrance;

b) le contrôleur des armes à feu délivre un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il serait souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte des circonstances, du caractère et des particularités du demandeur, qu'il ait un permis pour une période ne dépassant pas trois ans suivant la date de la délivrance;

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en accord avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu requiert que l'autochtone se présente à ce dernier une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par celui-ci.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière à ce qu'un autochtone âgé de moins de douze ans qui, par ailleurs, satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu peut, conformément aux conditions prescrites, lui être délivré un permis lorsqu'il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.

#### CERTIFICATION ALTERNATIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances prescrites qu'un autochtone remplit les exigences concernant la législation sur les armes à feu et les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 15 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté en tenant compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances prescrites sont :

a) le contrôleur des armes à feu a consulté avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et pêche à laquelle est membre le demandeur;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et

(i) qu'il est un aîné, ou

(ii) que le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas raisonnablement disponible :

Note : voir termes définis où il n'y a pas "pêche" mais "trappe".

quant aux règles de sécurité relatives au

Note : voir 16 a)(i)  
du projet de rég. (d'autres aspects y sont aussi mentionnés). 005347

- 4 -

(A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que celui-ci aït fait la demande,

(B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit qui peut être accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable selon les circonstances.

12. L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont :

les suivants

a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;

b) une connaissance élémentaire des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

lorsque l' POSSESSION m'est

13. Le paragraphe 6(2) du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté de manière à ce que dorsqu'un autochtone possédait une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui ne sont pas des une armes prohibées ou des armes à autorisation restreinte à compter de la date d'entrée en vigueur de la l'alinéa 7(4)c) de la Loi, celui-ci est réputé posséder un permis pour les fins de l'alinéa 7(4)c) de la Loi.

il Soit ni PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de façon à ajouter l'exception d'un emprunteur qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. Malgré l'article 3 du Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes, un autochtone qui pratique la chasse ancestrale peut entreposer dans un endroit éloigné et isolé d'une communauté établie une arme à feu sans restriction si :

- l'arme à feu est non chargée;
- les munitions sont entreposées à distance.

#### TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la Loi est adapté de façon à ce que l'expression « cession » n'inclue pas l'obligation de Sa Majesté

pour ?

- 5 -

*du*  
~~en~~ chef du Canada ou d'une province de remplir les obligations  
édictées par un traité.

005349

DRAFT: AUGUST 21, 1996.

*A sent to editor*

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## FIREARMS REGULATIONS RESPECTING THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations.

"aboriginal" means Indian, Inuit or Métis. (*autochtone*)

"aboriginal community" means a first nation, tribal council, band council, band, community, organization or other group with a predominantly aboriginal leadership; (*collectivité autochtone*)  
**(Client: Taken from the Corrections and Conditional Release Act s. 79. Is this definition helpful? It doesn't address the idea that it is not just any aboriginal group, but one with shared aboriginal rights. It also differs from the notion of community as 'place', i.e. where one resides. Please advise.)**

"Act" means the *Firearms Act*. (*Loi*)

"elder" means an aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is an aged member of the aboriginal community in which he or she resides; and
- (b) the individual is considered by the members of the aboriginal community to have extensive knowledge of the lifestyle and traditional practices of that community and is respected by those members. (*aîné*)

"hunting and trapping association" means an unincorporated association, an unincorporated organization, trust, or body corporate wherever or however incorporated that has as its principal objective the protection and promotion of hunting and trapping. (*association de chasseur et de trappeur*) **(Client: Is this helpful?)**

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. The Act and the regulations made under the Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the *Constitution Act, 1982*, subject to sections 3 to 16.
3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder, other than the Act and regulations referred to in section 2, or of any licence law, or other law or by-law of any province or municipality, lawfully

- 2 -

enacted in relation to hunting or trapping or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

#### ADAPTED PROVISIONS

**4.** For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under the Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

#### APPLICATION FOR A LICENCE

**5.** Sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that a statement made by an aboriginal applicant or by an aboriginal individual who makes a statement on an aboriginal applicant's behalf may be made

- (a) orally where the person is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant; and
- (b) by means of an interpreter where the person is unable to communicate in English or French.

#### ELIGIBILITY

**6.** Section 55 of the Act is adapted such that, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall, on the applicant's request, consider recommendations from one or more elders or other members of the community council [Client: an optional approach would be "or aboriginal leaders of"; please advise] of the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

**7.** Sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an aboriginal applicant, the applicant may request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from one or more elders or other members of the community council [Client: see option described above] of the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

(Client: please consider whether any of the persons listed in s.5 of the *Firearms Acquisition Certificate Regulations* should be included)

ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

- 3 -

8. Subsection 64(2) of the Act is adapted as follows:

(a) a licence that is issued to an aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices, expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and

(ii) subject to paragraphs (b) and (c), three years after the day on which it is issued;

(b) where a chief firearms officer determines that it is desirable in the interests of the safety of the applicant or any other person, taking into account the applicant's circumstances, character and conduct, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued; and

(c) where a licence is issued to an individual for three years in accordance with paragraph (a), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Subsection 8(3) of the Act is adapted such that an aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal community of which the individual is a member. (Is it clear that the other requirements of section 8 still apply as this is drafted?)

ALTERNATE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the Act is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 15 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, the circumstances are that

(a) the chief firearms officer has consulted with a member of the community council in the applicant's aboriginal community or with an executive member of a hunting and trapping association of which the applicant is a member; and

(b) the applicant pursues traditional hunting practices and

- 4 -

- (i) is an elder, or
- (ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not reasonably available

- (A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,
- (B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or
- (C) at a cost that is reasonable in the circumstances.

**12.** Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

- (a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and
- (b) basic knowledge of the law relating to firearms.

#### POSSESSION

**13.** Subsection 6(2) of the *Firearms Licences Regulations* is amended such that, if an aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Act came into force, that individual shall be deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4)(c) of the Act.

#### AUTHORIZED LENDING

**14.** Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted to except the case of a borrower who uses the firearm to pursue traditional hunting practices. (**Editor: help, this is not well drafted....**)

#### STORAGE OF FIREARMS

**15.** (1) Despite section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations*, a non-restricted firearm may be stored in a location that is isolated by an aboriginal individual who uses the firearm for traditional hunting practices if

- (a) the firearm is unloaded; and
- (b) the ammunition is not stored nearby.

- 5 -

(2) For the purpose of subsection (1), "isolated" means unoccupied and remote from any established community and **not** subject to any visible use incompatible with hunting. (Client: the last concept is taken from the *Badger* decision which is given in the context of a Treaty 8. Despite the fact that it comes from a treaty context, is it helpful in embracing the situation of a portage trail in Algonquin Park we discussed? Also, see para 44 of that decision for the following quote from the BCCA *Bartleman* decision "...the hunting must take place on land that is unoccupied in the sense that the particular form of hunting that is being undertaken does not interfere with the actual use and enjoyment of the land by the owner occupier." To discuss)

TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

16. Section 21 of the Act is adapted such that "transfer" does not include the providing of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

(i) is an elder, or

(ii) the Canadian Firearms Safety Course or the tests that form part of that course are not reasonably available



(A) to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application,

(B) in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant, or

(C) at a cost that is reasonable in the circumstances.

12. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

(a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and

(b) basic knowledge of the law ~~related~~ to firearms.

*Corporation  
with respect to  
OF FIREARMS  
POSSESSIONS  
That  
? compare s.16 of those Regs*

13. Subsection 6(2) of the *Firearms Licences Regulations* is amended such that, if an aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4) of the Act came into force, that individual shall be deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4) (c) of the Act.

AUTHORIZED LENDING

*You about this?*

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted such that a person may, without lending the borrower the registration certificate for the firearm, lend a firearm to an aboriginal borrower who uses the firearm to pursue traditional hunting practices.

15. (1) Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted such that an aboriginal individual who uses a non-restricted firearm for traditional hunting practices may store the firearm if

(a) the firearm is stored in an isolated location;

(b) the firearm is unloaded; and

(c) the ammunition is <sup>not</sup> stored in a different location.

AUG 22 1996

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU

DÉFINITIONS

**1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.**

« aîné » S'entend d'un autochtone qui possède les caractéristiques suivantes :

(i) un doyen de la collectivité autochtone qui a un certain âge (qui a 55 ans ou plus) et qui y réside;

(ii) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (*elder*)

« association de chasseur et de trappeur » S'entend d'une association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale indépendamment de son lieu ou de mode de constitution dont l'objet principal est la protection et la promotion de la trappe et la chasse. (*hunting and trapping association*)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (*aboriginal*)

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal ou une bande ainsi qu'une collectivité, une organisation ou un autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (*aboriginal community*)

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (*Act*)

TEXTES APPLICABLES

**2. Le Loi et le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* sous réserve des articles 3 à 16.**

**3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte soit à l'obligation d'observer, en matière de la chasse et de la pêche, le droit fédéral à l'exclusion des dispositions législatives visées à l'article 2, le droit provincial, les règlements municipaux et le droit territorial édicté de temps à autre, soit à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.**

- 2 -

#### DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière à ce que toute attestation soumise par un autochtone soit comme demandeur ou au sujet du demandeur peut être :

- a) de vive voix lorsqu'un autochtone ne peut écrire l'attestation et qu'elle est transcrive par le mandataire de la personne visée;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend le français ou l'anglais.

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références d'au moins un aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la Loi.

7. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière à ce que

- a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références des aînés (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou des dirigeants autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale lorsqu'il considère refuser la délivrance d'un permis.

#### DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

8. Le 64 (2) de la Loi est adapté comme suit :

- a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone de moins de 18 ans, qui pratique la chasse ancestrale, pour une période :

- 3 -

(i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans;

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), trois ans suivant la date de délivrance;

b) le contrôleur des armes à feu délivre un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il serait souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte des circonstances, du caractère et des particularités du demandeur qu'il ait un permis pour une période ne dépassant trois ans suivant la date de la délivrance;

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en accord avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu requiert que l'autochtone se présente à ce dernier une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par celui-ci.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière à ce qu'un autochtone âgé de moins de douze ans qui, par ailleurs, satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu peut, conformément aux conditions prescrites, lui être délivré un permis lorsqu'il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.

#### CERTIFICATION ALTERNATIVE

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances prescrites qu'un autochtone rempli les exigences concernant la législation sur les armes à feu et les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 15 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances prescrites sont :

a) le contrôleur des armes à feu a consulté avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et pêche à laquelle est membre le demandeur;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et

(i) qu'il est un aîné, ou

(ii) que le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas raisonnablement disponible :

- 4 -

(A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que  
~~celui-ci ait fait la demande,~~

(B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit qui peut est accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable selon les circonstances.

12. L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté, compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont :

- a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;
- b) une connaissance élémentaires des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

#### POSSESSION

13. Le paragraphe 6(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière à ce que lorsqu'un autochtone possédait une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui ne sont pas des armes prohibées ou des armes à autorisation retenue à compter de la date d'entrée en vigueur de la l'alinéa 7(4)c) de la Loi, celui-ci est réputé posséder un permis pour les fins de l'alinéa 7(4)c) de la Loi.

#### PRÊT

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de façon à ajouter l'exception d'un emprunteur qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. Malgré l'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes*, un autochtone, qui pratique la chasse ancestrale, peut entreposée dans un endroit éloigné et isolé d'une communauté établie une arme à feu sans restriction si :

- a) l'arme à feu est non chargée;
- b) les munitions sont entreposés à distance.

#### TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la Loi est adapté de façon à ce que l'expression « cession » n'inclue pas l'obligation de Sa Majesté

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*, Son Excellence le gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » S'entend d'un autochtone qui possède les caractéristiques suivantes :

(i) un doyen de la collectivité autochtone qui a un certain âge (qui a 55 ans ou plus) et qui y réside;

(ii) est considéré par les membres de la collectivité autochtone comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la collectivité autochtone et est respecté par cette dernière. (*elder*)

« association de chasseur et de trappeur » S'entend d'une association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale indépendamment de son lieu ou de mode de constitution dont l'objet principal est la protection et la promotion de la trappe et la chasse. (*hunting and trapping association*)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (*aboriginal*)

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal ou une bande ainsi qu'une collectivité, une organisation ou un autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones. (*aboriginal community*)

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (*Act*)

TEXTES APPLICABLES

2. Le Loi et le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* sous réserve des articles 3 à 16.

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte soit à l'obligation d'observer, en matière de la chasse et de la pêche, le droit fédéral à l'exclusion des dispositions législatives visées à l'article 2, le droit provincial, les règlements municipaux et le droit territorial édicté de temps à autre, soit à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

- 2 -

#### DISPOSITIONS ADAPTÉES

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

#### DEMANDE DE PERMIS

5. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés de manière à ce que toute attestation soumise par un autochtone soit comme demandeur ou au sujet du demandeur peut être :

- a) de vive voix lorsqu'un autochtone ne peut écrire l'attestation et qu'elle est transcrive par le mandataire de la personne visée;
- b) par l'intermédiaire d'un interprète lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend le français ou l'anglais.

#### ADMISSIBILITÉ

6. L'article 55 de la Loi est adapté de manière à ce que le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références d'au moins un aîné (possibilités de chefs spirituels et conseillers autochtones) ou un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la Loi.

7. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références des aînés (possibilités de chefs spirituels, chefs et conseillers autochtones) ou des dirigeants autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale lorsqu'il considère refuser la délivrance d'un permis.

#### DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

8. Le 64 (2) de la Loi est adapté comme suit :

- 3 -

a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone de moins de 18 ans, qui pratique la chasse ancestrale, pour une période :

(i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans;

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), trois ans suivant la date de délivrance;

b) le contrôleur des armes à feu délivre un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il serait souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte des circonstances, du caractère et des particularités du demandeur qu'il ait un permis pour une période ne dépassant trois ans suivant la date de la délivrance;

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en accord avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu requiert que l'autochtone se présente à ce dernier une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par celui-ci.

9. Le paragraphe 8(3) de la Loi est adapté de manière à ce qu'un autochtone âgé de moins de douze ans qui, par ailleurs, satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu peut, conformément aux conditions prescrites, lui être délivré un permis lorsqu'il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.

X

#### CERTIFICATION ALTERNATIVE

✓

10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté de manière à ce que

le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances prescrites qu'un autochtone rempli les exigences concernant la législation sur les armes à feu et les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

11. L'article 15 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances prescrites sont :

a) le contrôleur des armes à feu a consulté avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et pêche à laquelle est membre le demandeur;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et

(i) qu'il est un aîné, ou

(ii) que le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas raisonnablement disponible :

(A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que celui-ci ait fait la demande,

(B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit qui peut être accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable selon les circonstances.

**12.** L'article 16 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté, compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont :

a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;

b) une connaissance élémentaires des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

#### POSSESSION

**13.** Le paragraphe 6(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté de manière à ce que

~~X~~ lorsqu'un autochtone possédait une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui ne sont pas des armes prohibées ou des armes à autorisation retenue à compter de la date d'entrée en vigueur de la l'alinéa 7(4)c) de la Loi, celui-ci est réputé posséder un permis pour les fins de l'alinéa 7(4)c) de la Loi.

#### PRÊT

~~A~~ **14.** Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de façon à ajouter l'exception d'un emprunteur qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

#### ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

**15.** Malgré l'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes*, un autochtone, qui pratique la chasse ancestrale, peut entreposer dans un endroit éloigné et isolé d'une communauté établie une arme à feu sans restriction si :

- 5 -

- a) l'arme à feu est non chargée;
- b) les munitions sont entreposés à distance.

TRANSFERT DES MUNITIONS

**16.** L'article 21 de la Loi est adapté de façon à ce que l'expression « cession » n'inclue pas l'obligation de Sa Majesté en chef du Canada ou d'une province de remplir les obligations édictées par un traité.

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>b</sup>, Son Excellence le gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

S.V.P.  
Règlement des  
peuples  
autochtones  
du Canada  
concernant les armes à feu

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39  
<sup>b</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA CONCERNANT LES ARMES  
À FEU

DÉFINITION<sup>S</sup>

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« aîné » S'entend d'un autochtone qui possède les caractéristiques suivantes :

(i) un doyen de la (communauté) qui a un certain âge (qui a 55 ans ou plus) et qui y réside;

(ii) est considéré par les membres de la (communauté autochtone) comme possédant une vaste connaissance du mode de vie et des traditions de la (communauté) et est respecté par cette dernière. (elder)

« association de chasseur et de trappeur » S'entend d'une association sans personnalité morale, d'un organisme sans personnalité morale, d'une fiducie ou d'une personne morale indépendamment de son lieu ou de mode de constitution dont l'objet principal est la protection et la promotion de la pêche et la chasse. (hunting and trapping association)

« autochtone » Indien, Inuit ou Métis. (aboriginal)

« chasse ancestrale » Désigne l'action par un autochtone, de prendre, de blesser, de tuer, de pourchasser, de poursuivre, de capturer, de suivre directement ou à la piste, de chercher, de tirer, de traquer ou d'attendre à l'affût tout animal de la faune, que celui-ci soit ou non capturé, blessé ou tué par la suite, selon les méthodes traditionnelles de la collectivité autochtone. (hunting)

« collectivité autochtone » S'entend d'une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal ou une bande ainsi qu'une collectivité, une organisation ou un autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones (aboriginal community)

« Loi » La Loi sur les armes à feu. (Act)

2 « permis » Désigne un permis ou une licence délivré en vertu de la Loi et comprend tout genre de sceau ou un document délivré avec la licence ou le permis. (permit)

180lr P.32 Badger

TEXTES APPLICABLES

2. Le Loi et le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* sous réserve des articles 3 à 10 de la *Loi* *16*

3. Le présent règlement n'a pas pour effet de porter atteinte soit à l'obligation d'observer, en matière de la chasse et de la pêche, le droit fédéral, le droit provincial, les règlements municipaux ~~et le droit territorial~~ *et le temps à autre*, soit à la responsabilité ou aux peines prévues en cas de violation de leurs dispositions.

*les lois et règlement*  
dispositions adaptées

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

demande de permis

5. Les articles 3, 7 et 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés comme suit : *de façon à ce que*

a) toute attestation soumise par un autochtone soit comme demandeur ou au sujet du demandeur peut être :

- (i) de vive voix lorsqu'un autochtone ne peut écrire l'attestation et qu'elle est transcrise par le mandataire de la personne visée;
- (ii) par l'intermédiaire d'un interprète lorsque l'attestation est soumise par un autochtone qui ne comprend le français ou l'anglais.

admissibilité

6. L'article 55 de la Loi ~~et le sous-alinéa 3c(1)~~ du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés comme suit : *de façon à ce que* *à la main unique*

a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références ~~des aînés~~ (possibilités de chefs spirituels, ~~chefs~~ et conseillers autochtones) ou ~~des dirigeants~~ autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la Loi.

- 4 -

7. Les articles 3, 7 et 8 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés comme suit : *de façon à ce que*

a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les références des aînés (possibilités de chefs spirituels, ~~chefs et conseillers autochtones~~) ou des dirigeants autochtones de la collectivité autochtone à laquelle appartient le demandeur concernant l'importance pour le demandeur de la pratique de la chasse ancestrale lorsqu'il considère refuser la délivrance d'un permis.

DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

8. Les paragraphes ~~et 8(3)~~ 64 (2) de la Loi sont adaptés comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis de possession d'armes à feu à tout autochtone âgé de moins de 18 ans pour une période :

(i) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans,

(ii) sous réserve des alinéas b) et c), trois ans suivant la date de délivrance;

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis pour une période inférieure à trois ans lorsqu'il serait souhaitable pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, tenant compte des circonstances, du caractère et des particularités du demandeur qu'il ait un permis pour une période ne dépassant trois ans suivant la date de la délivrance;

c) lorsqu'un permis est délivré à un autochtone pour une période de trois ans en accord avec l'alinéa a), le contrôleur des armes à feu requiert que l'autochtone se présente à ce dernier une fois l'an ou à tout autre moment lorsqu'il en est requis par celui-ci.

9. Par dérogation au paragraphe 8(3) de la Loi, un autochtone âgé de moins de douze ans qui, par ailleurs, satisfait aux critères d'admissibilité d'un permis de possession d'une arme à feu peut, conformément aux conditions prescrites, lui être délivré un permis lorsqu'il pratique la chasse ancestrale de la collectivité autochtone à laquelle celui-ci est membre.

- 5 -

CERTIFICATION ALTERNATIVE

**10. L'alinéa 7(4)a) de la Loi est adapté comme suit:**

a) le contrôleur des armes à feu certifie, conformément aux circonstances prescrites ~~(visées à l'article II)~~, qu'un autochtone rempli les exigences concernant la législation sur les armes à feu et ~~les~~ les règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.

**11. L'article 15 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les circonstances prescrites sont :**

a) le contrôleur des armes à feu a consulté avec un dirigeant autochtone de la collectivité autochtone ou un dirigeant de l'association de chasse et pêche à laquelle est membre le demandeur;

b) le demandeur pratique la chasse ancestrale et

(i) qu'il est un aîné, ou

(ii) que le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas raisonnablement disponible :

(A) dans un délai raisonnable pour le demandeur après que celui-ci ait fait la demande,

(B) dans la collectivité autochtone ou à tout endroit qui peut être accessible sans exiger des coûts excessifs ou de grandes difficultés de déplacement,

(C) à un coût raisonnable selon les circonstances.

**12. L'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu est adapté, compte tenu que pour les fins de l'alinéa 7(4)a) de la Loi, les critères de compétence pour un aîné qui pratique la chasse ancestrale sont :**

a) une connaissance des règles élémentaires relatives au maniement et à l'usage des armes à feu;

b) une connaissance élémentaires des lois et règlements qui régissent l'usage des armes à feu.

*13. Léglement*

POSSESSION

13. Le paragraphe 6(2) du *Règlement sur les permis d'armes à feu* est adapté comme suit :

a) lorsqu'un autochtone possérait une arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale qui ne sont pas des armes prohibées ou des armes à autorisation restreinte à la date de référence, celui-ci est réputé posséder un permis pour les fins de l'alinéa 7(4)c) de la Loi;

b) Une personne est en possession d'une arme à feu lorsqu'elle a la chose personnellement en sa possession ou que, sciemment

(i) elle l'a en la possession ou la garde réelle d'une autre personne, ou

(ii) l'a en un lieu, que ce lieu lui appartienne ou soit occupé par elle ou non, pour son propre usage ou avantage ou pour celui d'une autre personne.

prêt

14. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la Loi est adapté de façon à ajouter l'exception d'un emprunteur qui utilise l'arme à feu pour la pratique de la chasse ancestrale.

ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

15. Malgré l'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes*, un autochtone, qui pratique la chasse ancestrale, peut entreposer dans un endroit éloigné et isolé d'une communauté établie une arme à feu sans restriction si :

- a) l'arme à feu est non chargée;  
b) les munitions sont entreposés à distance.

TRANSFERT DES MUNITIONS

16. L'article 21 de la Loi est adapté de façon à ce que l'expression « cession » n'inclut pas l'obligation de Sa Majesté en chef du Canada ou d'une province de remplir les obligations édictées par un traité.

entrée en vigueur

17. Le présent règlement entre en vigueur le > 1997.



Department of Justice      Ministère de la Justice  
Canada                      Canada  
Room 634, 222 Queen Street, Ottawa, K1A 0H8

*[Signature]*  
Security classification – Cote de sécurité

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

File number – Numéro de dossier

Date

August 14, 1996

Telephone/FAX – Téléphone/Télécopieur

(613) 957-0068 / 941-1193

TO/DEST: All lawyers working on *Firearms Act* regulations

FROM/ORIG.: Wendy Gordon

SUBJECT/OBJET: Re: Meeting with Gord Parry and Bill Bartlett

Comments/Remarques

On Friday, August 9, some of us met with Gord Parry and Bill Bartlett. Gord Parry communicated his concerns about meeting the time deadlines for the regulations. We acknowledged the urgency of the project and assured him that the files were progressing as quickly as possible in the circumstances.

Below is an outline of the timetable possibilities discussed with Bill Bartlett on August 9, and a list of the various regulations related to the *Firearms Act* and who is responsible for each.

Timetable

Due to the availability of the CFO's and the Coalition on Gun Control, the time frame will likely be extended. However the Minister has yet to approve any new schedule.

- Friday, Sept 6 draft regulations complete
- Sept 12 - 13 meet Coalition on Gun Control (copies of drafts)
- Sept 16 - 18 meet CFO's (copies of drafts)
  - revise as required between Thursday Sept 19 to Thursday 26
- Friday, Sept 27 revised regs to Minister
  - revise as required Monday, Sept 30 to Friday, Oct 4
- Tuesday, Oct 8th regs to rural caucus
  - revise as required between Oct 9 and 11 (!!)
- blue stamp regs

- Monday, Oct 14 regulations to Special Committee of Cabinet (for consideration at its meeting October 22)

List of Files

A. THE "SPRING PACKAGE" REGULATIONS

*Firearms Licences Regulations*

96-458-01 (95-545-01)

D. Nicholson &  
M.A. Roy

*Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations*

96-216-01

D. Nicholson &  
J. Patenaude

*Authorization to Transport Restricted Firearms and Prohibited Firearms Regulations*

96-243-01

D. Nicholson &  
J. Patenaude

*Authorizations to Carry Restricted Firearms and Certain Handguns Regulations*

96-242-01

D. Nicholson &  
J. Patenaude

*Non-Prohibited Ammunition Transfer Document Regulations*

96-224-01

D. Nicholson &  
J. Patenaude

B. OTHER FIREARMS REGULATIONS

*Firearms Fees Regulations*

96-268-01

M.A. Roy &  
J. McIraith

*Firearms Records Regulations\**

96-584-01

M.A. Roy &  
W. Gordon

\* to include provision(s) on electronic sending and receipt of documents, unless there are going to be separate regulations on that matter.

*Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*

96-585-01

G. LeVasseur &  
W. Gordon

*Authorization to Export or Import Firearms Regulations*

96-560-01

M.A. Roy &  
J. McIlraith

- 3 -

*Conditions of Transferring Firearms Regulations*  
96-566-01 D. Nicholson &  
J. Patenaude

*Firearms Registration Certificates Regulations*  
96-567-01 D.Nicholson &  
J. Patenaude

**C. FUTURE FIREARMS REGULATIONS** (to be assigned as required)

## Regulations under Part III of Criminal Code

## Regulations repealing certain parts of existing regulations

Further miscellaneous regulations under the *Firearms Act*  
- movie industry  
- Ruger & Colt AR-15

W. B. D. Wardin

W. Gordon

c.c. Gord Parry  
Bill Bartlett

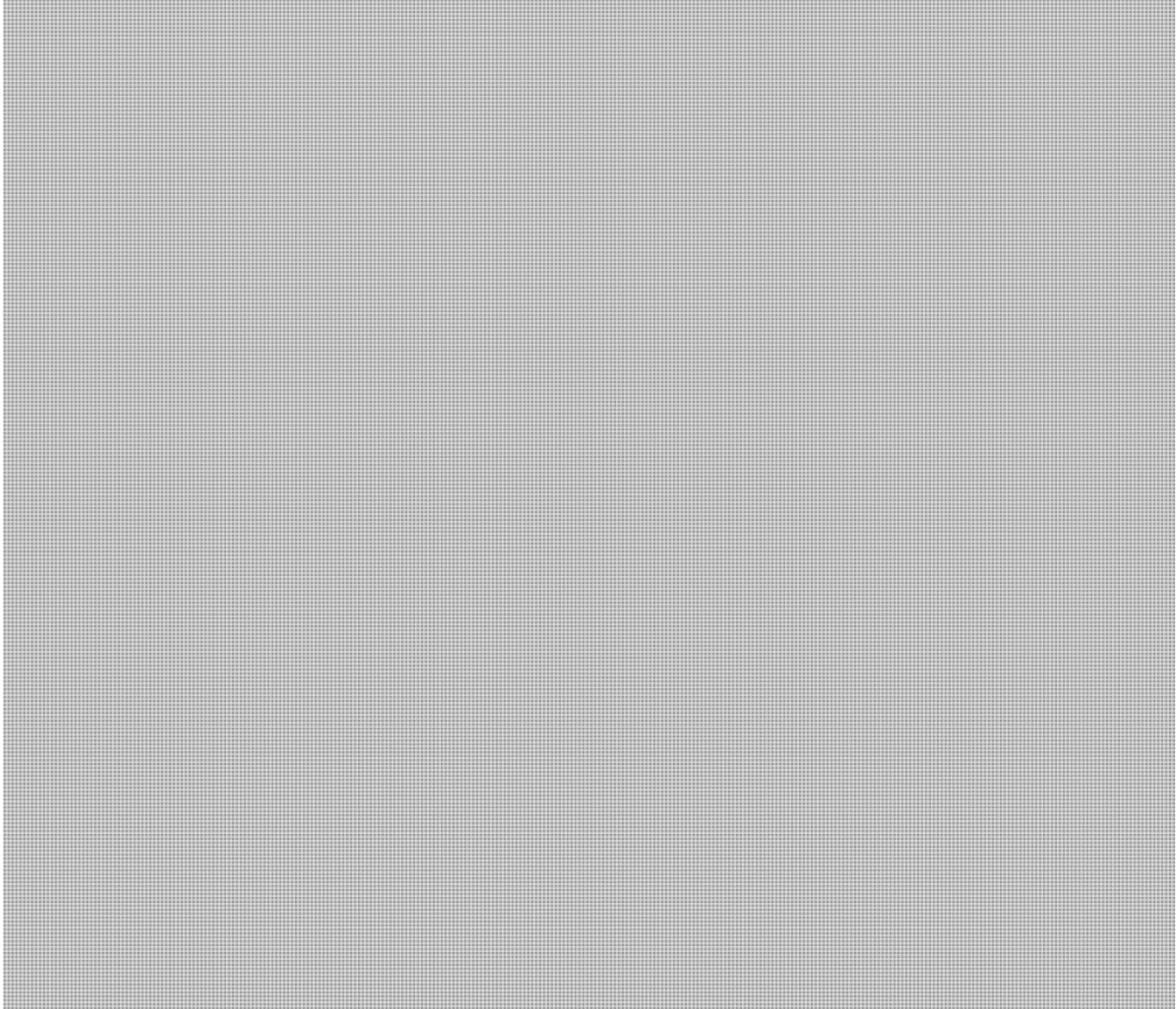
August 9, 1996.

Bill Bartlett  
Counsel  
Canadian Firearms Centre

s.23

Dear Colleague:

Re: [REDACTED]



**Page 5378  
is withheld pursuant to section  
est retenue en vertu de l'article**

**23**

**of the Access to Information Act  
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Wendy Gordon**  
**957-0068**

**Gilles LeVasseur**  
**952-8276**

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'<sup>b</sup>alinéa 117u) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>b</sup>, Son Excellence le gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

<sup>b</sup> ~~L.C. 1995, ch. 39~~

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT D'APPLICATION DES RÈGLEMENTS SUR LES ARMES À FEU À TOUT PEUPLE AUTOCHTONE DU CANADA

DÉFINITION

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (Act)

« *surintendant* » s'entend au sens du *Règlement sur le mode de procédure au conseil des bandes d'Indiens*. (superintendent)

TEXTES APPLICABLES

2. Le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui exerce un droit de chasse existant quant à la chasse constitue son mode de vie, si il a besoin de chasser ainsi pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

3. Toute personne visée par le présent règlement doit se conformer aux lois et règlements, relativement aux droits de chasse, édictés de temps à autre par la province ou le territoire où s'exerce le droit de chasse existant pour se nourrir, sauf lorsque ces lois ou règlements sont incompatibles avec le présent règlement.

4. Pour l'application de l'alinéa 117u) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

5. Les articles 5 et 55 de la Loi et le sous-alinéa 4c) (ii) du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés comme suit :

- a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les recommandations du chef de la bande, du surintendant, d'un ancien dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la loi lorsqu'il

of community of  
applicant

One or more?

(See English  
ie 3, 7, 8, 10  
of R.)  
005381

y a des motifs pour laquelle il serait souhaitable, pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, que le demandeur n'ait pas en sa possession une arme à feu.

DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

6. Les paragraphes 8(2), 58(2) et (3), 64(1) et (2) de la Loi sont adaptés comme suit : *which adapted & how?*

a) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis de possession d'armes à feu à tout particulier âgé de moins de 18 ans pour une période :

64(2)

(i) supérieure à un an; *1 yr + 1 day? client? circumstances change?*

(ii) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans. //

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis à tout particulier âgé de moins de 12 ans :

8(2) (i) lorsque la chasse constitue son mode de vie et qu'il a déjà besoin de chasser ainsi pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille;

*Sup plus* (ii) lorsqu'il a considéré le mode vie et les pratiques traditionnelles de chasse de la communauté autochtone à laquelle est membre le demandeur.

ATTESTATION PAR LE CONTRÔLEUR DES ARMES À FEU

7. Les paragraphes 7(1) à (4) de la Loi et l'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés comme suit :

*7(1) is ok as is unless make it mandatory not permissive* a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis à un particulier qui est un ancien de la communauté par suite d'une vérification orale de sa compétence en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage;

16

*is detail not y.* b) lorsque le contrôleur des armes à feu ne comprend pas le langage du demandeur d'un permis, il doit nommer et assermenter un interprète qui sert d'intermédiaire entre lui et la personne visée au sujet de tout ce qui est nécessaire à l'application du présent règlement;

c) lorsque le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas disponibles dans un délai raisonnable ou que le coût est exorbitant, le contrôleur des armes à feu peut désigner un instructeur de la communauté qui est chargé du cours ou de l'examen de contrôle.

7(1)?

not a  
smooth

fit...  
& can't fit the CCO  
do this anyway?

subjective.



- 5 -

(iii) elle est rendue inopérante par tout mécanisme autre que par un dispositif de verrouillage sécuritaire;

(iv) elle est entreposée de façon sécuritaire dans un contenant, un compartiment ou une pièce ;

(v) elle ne se trouve pas à proximité de munitions, à moins que celles-ci ne soient entreposées soit dans un contenant ou un compartiment ou une pièce distincte.

#### TRANSFERT DES MUNITIONS

10. L'article 25 de la Loi est adapté comme suit :

a) tout particulier bénéficiant du droit protégé par un traité de recevoir des munitions de Sa Majesté en chef du Canada ou d'une province est réputé détenir un permis de possession d'armes à feu.

#### droits pour les permis

11. Le paragraphe 54(1) de la Loi et les articles 2 à 7 du Règlement sur les droits pour les permis d'armes à feu (particuliers) sont adaptés comme suit :

a) tout particulier est dispensé des droits pour un permis de possession ou d'acquisition d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte et pour l'acquisition d'une arbalète.

b) Le droit à payer pour le remplacement d'un permis est le suivant :

(i) XX \$ pour un permis de possession d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte;

(ii) XX \$ pour un permis d'acquisition d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte;

(iii) XX \$ pour l'acquisition d'une arbalète.

#### entrée en vigueur

12. Le présent règlement entre en vigueur le < > 1997.

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret.

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'alinéa 117a) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>b</sup>, Son Excellence le gouverneur général en conseil prend le *Règlement des peuples autochtones du Canada concernant les armes à feu*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39  
<sup>b</sup> ~~L.C. 1995, ch. 39-~~

- 2 -

JUS-96-585-01  
(DORS/SOR)

*du Peuple autochtone du Canada  
des Peuples autochtones du Canada  
concernant les armes à feu*

## RÈGLEMENT D'APPLICATION DES RÈGLEMENTS SUR LES ARMES À FEU À TOUT PEUPLE AUTOCHTONE DU CANADA

### DÉFINITION

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« Loi » La *Loi sur les armes à feu*. (*Act*)

« surintendant » s'entend au sens du *Règlement sur le mode de procédure au conseil des bandes d'Indiens*. (*superintendent*)

### TEXTES APPLICABLES

2. Le présent règlement s'applique à toute personne autochtone dont les droits sont protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* qui exercent un droit de chasse existant quant la chasse constitue son mode vie, s'il a besoin de chasser ainsi pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

3. Toute personne visée par le présent règlement doit se conformer aux lois et règlements, relativement aux droits de chasse, édictés de temps à autre par la province ou le territoire où s'exerce le droit de chasse existant pour se nourrir, sauf lorsque ces lois ou règlements sont incompatibles avec le présent règlement.

### dispositions adaptées

4. Pour l'application de l'alinéa 117a) de la Loi, les dispositions du présent règlement prévoient selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la Loi ou de ses règlements s'appliquent à tout peuple autochtone du Canada et adaptent ces dispositions à cette application.

### délivrance d'un permis

5. Les articles 5 et 55 de la Loi et ~~le sous-alinéa 4c)-i-i-~~ du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu, sur requête du demandeur, considère les recommandations du chef de la bande, du surintendant, d'un ancien dans la détermination de la délivrance d'un permis prévu à l'article 5 de la loi lorsqu'il

- 3 -

y a des motifs pour laquelle il serait souhaitable, pour la sécurité du demandeur ou celle d'autrui, que le demandeur n'ait pas en sa possession une arme à feu.

DÉLIVRANCE D'UN PERMIS POUR LES MOINS DE 18 ANS

6. Les paragraphes 8(2) et 58(2) et (3), 64(1) et (2) de la Loi sont adaptés comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis de possession d'armes à feu à tout particulier âgé de moins de 18 ans pour une période :

(i) supérieure à un an;

(ii) qui ne peut dépasser la date où le titulaire atteint l'âge de dix-huit ans.

b) le contrôleur des armes à feu peut délivrer un permis à tout particulier âgé de moins de 12 ans :

(i) lorsque la chasse constitue son mode de vie et qu'il a besoin de chasser ainsi pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille;

(ii) lorsqu'il a considéré le mode vie et les pratiques traditionnelles de chasse de la communauté autochtone à laquelle est membre le demandeur.

ATTESTATION PAR LE CONTRÔLEUR DES ARMES À FEU

7. Les paragraphes 7(1) à (4) de la Loi et l'article 16 du Règlement sur les permis d'armes à feu sont adaptés comme suit :

a) le contrôleur des armes à feu délivre un permis à un particulier qui est un ancien de la communauté par suite d'une vérification orale de sa compétence en matière de législation sur les armes à feu et de règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage;

b) lorsque le contrôleur des armes à feu ne comprend pas le langage du demandeur d'un permis, il doit nommer et assermenter un interprète qui sert d'intermédiaire entre lui et la personne visée au sujet de tout ce qui est nécessaire à l'application du présent règlement;

c) lorsque le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu ou l'examen de contrôle ne sont pas disponibles dans un délai raisonnable ou que le coût est exorbitant, le contrôleur des armes à feu peut désigner un instructeur de la communauté qui est chargé du cours ou de l'examen de contrôle.

- 4 -

d) lorsque le cours ou l'examen sur la sécurité des armes à feu à autorisation restreinte ne sont pas disponibles dans un délai raisonnable ou que le coût est exorbitant, le contrôleur des armes à feu peut désigner un instructeur de la communauté, agréé par le ministre fédéral, qui est chargé du cours ou de faire passer un examen.

PERMIS COMMUNAUTAIRE

8. Les sous-alinéas 4a)(i) et (ii), les paragraphes 54(1) et (2) de la Loi et les articles 3 à 8 du *Règlement sur les permis d'armes à feu* sont adaptés comme suit :

a) Tout possesseur d'une arme à feu - autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte - peut ne pas être le titulaire du certificat d'enregistrement y afférent, à la fois :

- (i) l'a empruntée;  
(ii) est titulaire d'un permis communautaire;  
(iii) l'a en sa possession pour chasser afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

b) La demande d'un permis communautaire est présentée par un particulier qui est accompagnée :

- (i) d'une photographie du demandeur qui permet de l'identifier de façon précise et qui est conforme au paragraphe 12(1) du *Règlement sur les permis d'armes à feu*;  
(ii) d'une attestation qui est signée par le demandeur et par ..... (continuer le texte si possession commune doit être expliquée)

ENTREPOSAGE DES ARMES À FEU

9. L'article 3 du *Règlement sur l'entreposage, l'exposition et le transport des armes à feu et autres armes* est adapté comme suit :

a) un particulier ne peut entreposer une arme à feu sans restriction, une arme à feu à autorisation restreinte ou une arme à feu prohibée que si les conditions suivantes sont respectées :

- (i) l'arme est utilisée afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille;  
(ii) elle est non chargée;

- 5 -

(iii) elle est rendue inopérante par tout mécanisme autre que par un dispositif de verrouillage sécuritaire;

(iv) elle est entreposée de façon sécuritaire dans un contenant, un compartiment ou une pièce ;

(v) elle ne se trouve pas à proximité de munitions, à moins que celles-ci ne soient entreposées soit dans un contenant ou un compartiment ou une pièce distincte.

*Loi  
fédérale  
sur les munitions*

#### TRANSFERT DES MUNITIONS

10. L'article 25 de la Loi est adapté comme suit :

a) tout particulier bénéficiant du droit protégé par un traité de recevoir des munitions de Sa Majesté en chef du Canada ou d'une province est réputé détenir un permis de possession d'armes à feu.

*Loi  
fédérale / 1997*

#### droits pour les permis

11. Le paragraphe 54(1) de la Loi et les articles 2 à 7 du Règlement sur les droits pour les permis d'armes à feu (particuliers) sont adaptés comme suit :

a) tout particulier est dispensé des droits pour un permis de possession ou d'acquisition d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte et pour l'acquisition d'une arbalète.

b) Le droit à payer pour le remplacement d'un permis est le suivant :

(i) XX \$ pour un permis de possession d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibés ni des armes à autorisation restreinte;

(ii) XX \$ pour un permis d'acquisition d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibés ni des armes à autorisation restreinte;

(iii) XX \$ pour l'acquisition d'une arbalète.

#### entrée en vigueur

12. Le présent règlement entre en vigueur le <      > 1997.

DRAFT: AUGUST 15, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-254-01  
(DORS/SOR)

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TRANSPORTS AÉRIENS

### MODIFICATIONS

1. (1) Les définitions de « base », « équipage », « point », « série », « VARA/VAFO (intérieur) », « vol affrété à but commun (intérieur) » ou « VABC (intérieur) », « vol affrété avec réservation anticipée (intérieur) » ou « VARA (intérieur) » et « vol affrété pour voyage à forfait (intérieur) » ou « VAFO (intérieur) », à l'article 2 du Règlement sur les transports aériens<sup>1</sup>, sont abrogées.

(2) La définition de « autorisation », à l'article 2 de la version française du même règlement, est abrogée.

(3) Les définitions de « bureau d'affaires », « Loi », « passager », « prix par place », « responsabilité civile » et « vol affrété sans participation », à l'article 2 du même règlement, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« bureau » Est assimilé à un bureau du transporteur aérien tout endroit au Canada où celui-ci reçoit des marchandises en vue de leur transport ou met en vente des billets de passagers. La présente définition exclut les bureaux d'agents de voyages.  
(business office)

« Loi » La Loi sur les transports au Canada. (Act)

« passager » Personne, autre qu'un membre du personnel d'aéronef, qui voyage à bord d'un aéronef du service intérieur ou du service international du transporteur aérien aux termes d'un contrat ou d'une entente valides. (passenger)

« prix par place » Somme, exprimée en dollars canadiens, qui est payée à l'affréteur ou à son agent pour l'achat d'un billet de transport aller-retour d'un passager d'un VARA ou d'un VABC.  
(price per seat)

« responsabilité civile » Responsabilité légale du transporteur aérien découlant de la propriété, de la possession ou de l'utilisation d'un aéronef, à l'égard :

a) des blessures ou du décès de personnes autres que ses passagers, son personnel d'aéronef et ses employés;

b) des dommages matériels autres que les dommages aux biens dont il a la charge. (public liability)

---

<sup>1</sup> DORS/88-58

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## FIREARMS REGULATIONS RESPECTING THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

### INTERPRETATION

#### 1. The definitions set out below apply in these Regulations.

"aboriginal community" means a first nation, tribal council, band, community, organization or other group with a predominantly aboriginal leadership; (*collectivité autochtone*)  
*(Do we need this? From the Corrections and Conditional Release Act s. 79. This definition doesn't address the idea that it is not just any aboriginal community, but one with shared aboriginal rights. Should we include this idea?)*

"Act" means the *Firearms Act*. (*Loi*)

"elder" means an aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is an aged member of the aboriginal community in which he or she resides; and
- (b) the individual is considered by the members of the aboriginal community to have extensive knowledge of the lifestyle and traditional practices of that community and is respected by those members. (*ancien/aîné ?*)

"hunting and trapping association" means an association of hunters and trappers incorporated by or under an Act of Parliament or the legislature of a province. (*association...*)  
*(Do we need this? Or a looser version: "means any organization or a branch or a local thereof, that has amongst its objectives the..."?)*

"isolated" means, in respect of a location, unoccupied and remote from any established community and not subject to any visible use incompatible with hunting. (*from Badger decision*)

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. The Act and the regulations made under the Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the *Constitution Act, 1982*, subject to sections 3 to 10.

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any Act of Parliament or any regulations made thereunder other than the Act and regulations referred to in section 2, or of any licence law, or other law or by-law of any province, territory or

- 2 -

« vol affrété sans participation » Vol effectué aux termes d'un contrat d'affrètement selon lequel :

- a) le coût du transport des passagers ou des marchandises est payé par une seule personne, une seule société ou un seul organisme et n'est partagé, directement ou indirectement, par aucune autre personne;
- b) nuls frais ni autre obligation financière ne sont imposés aux passagers comme condition de transport ou autrement pour le voyage. (entity charter)

(4) La définition de « permit », à l'article 2 de la version anglaise du même règlement, est remplacée par ce qui suit :

"permit" means a document issued or deemed to be issued by the Agency authorizing an air carrier holding a non-scheduled international licence, valid for the proposed flight or series of flights, to operate a charter flight or series of charter flights; (permis)

(5) La définition de « VARO/VAFO », à l'article 2 de la version française du même règlement, est remplacée par ce qui suit :

« VARO/VAFO » Vol passagers affrété transportant des passagers avec réservation anticipée et des participants à un voyage à forfait, qui est effectué conformément à la section IV de la partie III. (ABC/ITC)

(6) L'article 2 du même règlement est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

- « aéronef moyen » Aéronef équipé pour le transport de passagers et ayant une capacité maximale certifiée de plus de 39 passagers sans dépasser 89 passagers. (medium aircraft)
- « aéronef tout-cargo » Aéronef équipé exclusivement pour le transport de marchandises. (all-cargo aircraft)
- « affréteur des États-Unis » Personne qui a pris des arrangements avec le transporteur aérien afin d'offrir des vols affrétés en provenance des États-Unis. (United States charterer)
- « capacité maximale certifiée » Selon le cas :
  - a) le nombre maximum de passagers précisé sur la fiche de données d'homologation de type ou la fiche de données de certificat de type délivrée ou acceptée pour les type et modèle d'aéronef par l'autorité compétente canadienne,
  - b) pour un aéronef ayant été modifié pour recevoir un plus grand nombre de passagers, le nombre maximum de passagers

- 2 -

municipality, lawfully enacted in relation to hunting or trapping or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof.

#### ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under the Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

#### APPLICATION FOR A LICENCE

5. Sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted as follows:

(a) a statement made by an aboriginal applicant or by an aboriginal individual who makes a statement on an aboriginal applicant's behalf may be made

(i) orally where the person is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by someone on behalf of the applicant, and

(ii) in a language other than English or French where the person is unable to communicate in either official language.

#### ELEGIBILITY

6. Section 55 of the Act is adapted such that, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall, on the applicant's request, consider recommendations from one or more elders or other members of the community council of the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

7. Sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that where a chief firearms officer considers refusing to issue a licence to an aboriginal applicant, the applicant may request that the chief firearms officer consider recommendations submitted by the applicant from one or more elders or other members of the community council of the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

8. (1) Despite subsection 64(2) of the Act, a licence that is issued to an aboriginal individual who is less than 18 years old

- 3 -

précisé sur l'homologation de type supplémentaire ou le certificat de type supplémentaire délivré ou accepté par l'autorité compétente canadienne. (certified maximum carrying capacity)

« équipage » Une ou plusieurs personnes qui, pendant le temps de vol, agissent à titre de commandant de bord, de commandant en second, de copilote, de navigateur ou de mécanicien navigant. (flight crew)

« gros aéronef » Aéronef équipé pour le transport de passagers et ayant une capacité maximale certifiée de plus de 89 passagers. (large aircraft)

« personnel d'aéronef » L'équipage ainsi que les personnes qui, sous l'autorité du transporteur aérien, exercent des fonctions pendant le vol dans la cabine passagers d'un aéronef de ce transporteur. (air crew)

« petit aéronef » Aéronef équipé pour le transport de passagers et ayant une capacité maximale certifiée d'au plus 39 passagers. (small aircraft)

« transporteur fréteur liencié des États-Unis » Citoyen des États-Unis, au sens de la définition de « citizen of the United States » à la partie 204 du règlement intitulé Federal Aviation Regulations, publié par le gouvernement des États-Unis, qui détient une licence internationale service à la demande valable pour les vols affrétés entre le Canada et les États-Unis. (United States charter carrier licensee)

« transporteur fréteur licencié du Canada » Personne qui est un Canadien et qui détient une licence internationale service à la demande valable pour les vols affrétés. (Canadian charter carrier licensee)

« vol affrété transfrontalier de marchandises » ou « VAM » Vol affrété aller ou aller-retour en provenance du Canada effectué entre le Canada et les États-Unis aux termes d'un contrat d'affrètement pour le transport de marchandises passé entre un ou deux transporteurs aériens et un ou plusieurs affréteurs, selon lequel l'affréteur ou les affréteurs s'engagent à retenir toute la capacité payante de l'aéronef. (transborder goods charter ou TGC)

« vol affrété transfrontalier de passagers » ou « VAP » Vol affrété aller ou aller-retour en provenance du Canada effectué entre le Canada et les États-Unis aux termes d'un contrat d'affrètement pour le transport de passagers passé entre un ou deux transporteurs aériens et un ou plusieurs affréteurs, selon lequel l'affréteur ou les affréteurs s'engagent à retenir

- 3 -

and who pursues traditional hunting practices, expires on the earlier of

- (a) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and
- (b) subject to subsections (2) and (3), three years after the day on which it is issued.

(2) Where a chief firearms officer determines that there are reasons in the circumstances of the applicant that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining the term of the licence, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued.

(3) Where a licence is issued to an individual for three years in accordance with subsection (1), the chief firearms officer shall require the individual to report to the chief firearms officer once a year or at such other time as the chief firearms officer may require.

9. Notwithstanding subsection 8(3) of the Act, an aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal community of which the individual is a member.

#### ALTERNATE CERTIFICATION

10. Paragraph 7(4)(a) of the Act is adapted such that a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms.

11. Section 15 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, the circumstances are that

- (a) the chief firearms officer has consulted with a member of the community council in the applicant's aboriginal community or with an executive member of a hunting and trapping association of which the applicant is a member; and
- (b) the applicant pursues traditional hunting practices and
  - (i) is an elder, or
  - (ii) the Canadian Firearms Safety Course is not reasonably available within the meaning of subsection (2).

- 4 -

toutes les places de l'aéronef destinées aux passagers en vue de les revendre. (transborder passenger charter ou TPC)

« vol affrété transfrontalier de passagers non revendable » ou « VAPNOR » Vol affrété aller ou aller-retour en provenance du Canada effectué entre le Canada et les États-Unis aux termes d'un contrat d'affrètement pour le transport de passagers passé entre un ou deux transporteurs aériens et un ou plusieurs affréteurs, selon lequel l'affréteur ou les affréteurs s'engagent à retenir toutes les places de l'aéronef destinées aux passagers et à ne pas les revendre. (transborder passenger non-resaleable charter ou TPNC)

« vol affrété transfrontalier des États-Unis » ou « VAEU » Vol affrété en provenance des États-Unis dont la destination est le Canada. (transborder United States charter ou TUSC)

(7) L'article 2 de la version française du même règlement est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« permis » Document délivré ou réputé délivré par l'Office qui autorise le transporteur aérien titulaire d'une licence internationale service à la demande, valable pour le vol ou la série de vols projetés, à effectuer un vol affrété ou une série de vols affrétés. (permit)

2. Les articles 3 à 5<sup>2</sup> du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

3. (1) La partie II de la Loi ne s'applique pas aux services aériens suivants, qui s'ajoutent à ceux énumérés au paragraphe 56(2) de la Loi :

- a) les services de publicité aérienne;
- b) les services de lutte contre les incendies;
- c) les services de levés topographiques aériens;
- d) les services de reconnaissance aérienne;
- e) les services d'excursions aériennes;
- f) les services d'épandage aérien;
- g) les services de modification des conditions météorologiques;
- h) les services d'aéroglisseurs;

---

<sup>2</sup> DORS/89-306

- 4 -

(2) For the purposes of subparagraph (1)(b)(ii), "reasonably available" means

- (a) available to the applicant within a reasonable time after the applicant has made the application;
- (b) available in the applicant's community or at a location that can be reached from the applicant's community without undue cost or hardship to the applicant; or
- (c) available at a cost that is reasonable in the circumstances.

12. Section 16 of the *Firearms Licences Regulations* is adapted such that, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, with respect to an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

- (a) basic knowledge of the safe handling and use of firearms; and
- (b) basic knowledge of the law relating to firearms.

**(Oral test for elder's knowledge - how & where to include it ?)**  
POSSESSION

13. Subsection 6(2) of the *Firearms Licences Regulations* is amended such that, if an aboriginal individual has continuously had, in order to pursue traditional hunting practices, the use of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm beginning on the day on which paragraph 7(4)(c) of the Act came into force, that individual shall be deemed to possess a firearm for the purposes of paragraph 7(4)(c) of the Act.

AUTHORIZED LENDING

14. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is adapted to add the exception of in the case of a borrower who uses the firearm to pursue traditional hunting practices.

STORAGE OF FIREARMS

13. Despite section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations*, a non-restricted firearm may be stored in a location that is isolated and remote from any established community by an aboriginal individual who uses it for traditional hunting practices if

- (a) the firearm is unloaded; and
- (b) the ammunition is not stored nearby.

- 5 -

- i) les services de transport d'organes humains destinés à être greffés sur des humains;
- j) les services de démonstration aérienne;
- k) les services d'héliportage externe;
- l) les services de remorquage de planeurs;
- m) les services de montgolfières;
- n) les services de sauts en parachute;
- o) le lancement de fusées.

(2) L'exploitant d'un service aérien visé au paragraphe (1) ou au paragraphe 56(2) de la Loi qui transporte à bord d'un aéronef des personnes qui ne font pas partie du personnel d'aéronef mais dont la présence est nécessaire à la prestation du service est exempté de l'obligation de détenir une licence intérieure ou une licence internationale service à la demande pour le transport de ces personnes.

#### Classification des aéronefs

4. (1) Sont établies les catégories suivantes d'aéronefs qui peuvent être utilisés par le transporteur aérien canadien aux termes d'une licence intérieure, d'une licence internationale service régulier ou d'une licence internationale service à la demande :

- a) petits aéronefs;
- b) aéronefs moyens;
- c) gros aéronefs;
- d) aéronefs tout-cargo.

(2) Le transporteur aérien qui détient une licence pour l'exploitation d'un service aérien au moyen d'aéronefs d'une catégorie visée au paragraphe (1) de même que cette licence sont désignés par la même appellation que la catégorie d'aéronefs.

#### Classification des services aériens

5. (1) Sont établies les catégories suivantes de services aériens qui peuvent être exploités aux termes d'une licence intérieure :

- a) service intérieur (petits aéronefs);

- 5 -

TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

**12.** Section 21 of the Act is adapted such that "transfer" does not include the providing of ammunition by Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation.

005400

- 6 -

- b) service intérieur (aéronefs moyens) ;
- c) service intérieur (gros aéronefs) ;
- d) service intérieur (aéronefs tout-cargo) .

(2) Sont établies les catégories suivantes de services aériens qui peuvent être exploités aux termes d'une licence internationale service régulier :

- a) quant aux services exploités par le transporteur aérien canadien :

- (i) service international régulier (petits aéronefs) ,
- (ii) service international régulier (aéronefs moyens) ,
- (iii) service international régulier (gros aéronefs) ,
- (iv) service international régulier (aéronefs tout-cargo) ;

- b) quant aux services exploités par le transporteur aérien non canadien, le service international régulier.

(3) Sont établies les catégories suivantes de services aériens qui peuvent être exploités aux termes d'une licence internationale service à la demande :

- a) quant aux services exploités par le transporteur aérien canadien :

- (i) service international à la demande (petits aéronefs) ,
- (ii) service international à la demande (aéronefs moyens) ,
- (iii) service international à la demande (gros aéronefs) ,
- (iv) service international à la demande (aéronefs tout-cargo) ;

- b) quant aux services exploités par le transporteur aérien non canadien, le service international à la demande.

(4) Le transporteur aérien qui détient une licence pour l'exploitation d'un service aérien d'une catégorie visée aux paragraphes (1), (2) ou (3) de même que cette licence sont désignés par la même appellation que la catégorie de service aérien.

**3. (1) Le passage du paragraphe 7(1) du même règlement précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

DRAFT: AUGUST 9, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

(Bill Bartlett's comments handwritten)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*.

*Am here is "sustenance"  
Am here is "winter" ??*

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## FIREARMS REGULATIONS RESPECTING THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations:

"Act." means the Firearms Act. (Loi)

"elder" means an aboriginal individual who has the following characteristics:

(a) the individual is a senior member of the community in which he or she resides, and

(b) the individual is considered by the members of the aboriginal community to have a profound knowledge of the lifestyle and traditional practices of the community and is respected by those members; (ancien)

"superintendent" has the meaning given to that term in the Indian Band Council Procedure Regulations. (surintendant)

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 10, the Act and the regulations made under that Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the Constitution Act, 1982.\*\*

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any licence law, or other law or by-law of any province, territory or municipality, lawfully enacted in relation to hunting or trapping or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof. (Confirm)

### ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under that Act

applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

ISSUANCE OF A LICENCE

5. Paragraph 7(4)(a) and section 55 of the Act and sections 3, 7, 8, 15 and 16 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted as follows:

(a) with respect to paragraph 7(4)(a) of the Act, a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms;

(b) with respect to section 55 of the Act, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall consider recommendations from one or more elders or band councillors from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community (or a superintendent; drafting needs to change) on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices

Just(i)? (i) the applicant requests that the chief firearms officer to consider the recommendations, and

? (ii) there is a reason why it may be desirable, in the interests of the safety of the applicant or any other person, that the applicant not possess a firearm;

(c) with respect to sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations*, a statement made by an aboriginal applicant

(i) may be made orally where the applicant is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by an individual on behalf of the applicant, and

(ii) may be made in a language other than English or French where the applicant is unable to communicate in either

and those assigned  
by an aboriginal  
individual making a recommendation  
for an applicant

- 3 -

*apply to those required to make statements under Regs if they are aboriginal*

official language, in which case the statement shall be translated by an individual on behalf of the applicant.

*(What about the people other than the applicant who make statements? If they don't speak English or French this could be an obstacle to an aboriginal applicant getting his licence. Please advise)*

(d) with respect to section 15 of the Firearms Licences Regulations, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act the circumstances are

*looks fine*  
(i) where the applicant is an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices \*\* (confirm these the substitute circumstances), and

(ii) where the Canadian Firearms Safety Course is not reasonably available to the applicant within a reasonable period (what available is reasonable?) or where the costs of the Canadian Firearms Safety Course are beyond the means of the applicant (case by case determination?); and

(iii) areas avail. near 1) either areas. Period of time 2) avail in the comm. or elsewhere  
(e) with respect to section 16 of the Firearms Licences Regulations, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, in the case of an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices\*\*, the criteria are

(i) basic knowledge of the safe handling and use of firearms, and

(ii) basic knowledge of the federal and provincial Acts and regulations made under those Acts relating to firearms.

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

6. (1) Notwithstanding subsection 64(2) of the Act, a licence that is issued to an aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices, expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and

3 - 1) report ~~one or~~ Revocation / term lowered  
 or increased by CFO or rescinded if  
 (if in circ) - 4 -  
 (b)(3)

(ii) subject to subsection (2), three years after the day on which it is issued, where a chief firearms officer is informed of a change in the individual's circumstances that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining his or her eligibility to hold the licence.

(2) Where a chief firearms officer determines that there are reasons in the particular circumstances of the applicant that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining the term of the licence, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued.

~~7. Notwithstanding subsection 8(3) of the Act, an aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal community of which the individual is a member.~~

*adapt 8(3) taking out age*  
 (This is a variation on what the consultation doc proposed. Would this solve the challenge raised by aboriginal hunters under 12 years who are not sustenance hunters?)

#### STORAGE OF FIREARMS

8. Section 3 of the Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations is adapted as follows:

*location in traditional hunting territory*  
 (a) with respect to paragraph 3(1)(b), where a non-restricted firearm is stored in a location that is remote from any established community by an aboriginal individual who uses it for traditional hunting practices\*\*

- (i) the firearm may be rendered inoperable by means other than a secure locking device, and
- (ii) it is not necessary to lock the container, receptacle or room in which the firearm may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

*enough?*  
 (Question: What other means of "rendering inoperable" or making "secure" could there be?)

*provided that the license holder shall report every year to the CFO when required by the CFO*  
 005406

Have we respected the underlying safety purpose of the regulations in terms of the SCC decision in Badger?)

(b) with respect to paragraph 3(1)(c), where a non-restricted firearm is stored in a location that is remote from any established community and is used by an aboriginal individual for traditional hunting practices\*\*, it is not necessary to lock the container or receptacle in which the ammunition may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

~~TRANSFER OF TREATY AMMUNITION~~

9. Section 25 of the Act is adapted as follows:

(a) with respect to section 25, for the purpose of receiving ammunition from Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation, an aboriginal individual who does not hold a licence authorizing him or her to possess firearms, is deemed to hold a such a licence;

(Note: At the May 22/96 meeting, this proposed solution was unpopular because other groups would want the same solution in other circumstances. Furthermore, section 89 of the new Code makes it an offence to carry ammunition without lawful excuse while attending a public meeting. Subsection 84(4) of the new Code states that a holder is someone to whom a licence has been issued. Would fulfilment of a treaty be "lawful excuse"? We have no power to adapt the Criminal Code.)

If the idea of deeming someone to have a licence is objectionable, we could instead deem a transfer of ammunition for treaty purposes not to be a transfer. But that is problematic vis à vis the Minister's commitment that the Act would apply to everyone, and we would still run up against s.89 of the new Code.)

FIREARMS FEES

10. Sections \*\* of the Firearms Fees Regulations are adapted as follows:

(a) (To be developed as regulations are amended.)

COMING INTO FORCE

11. These Regulations come into force on < >.

Permis communautaire

- 7(4)c) to continue to possess and use  
now they possess

\* beginning on commencement day  
if they have access to a firearm  
in engaging in mode de vie.

(ending 133 factent 33 2) ii)

adapt to old cos of they  
be using the firearm in  
traditional hunting  
practices >>

Mode Jeux  
Mode Jeux

Culte  
Religieuse

DRAFT: AUGUST 9, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an An Act respecting firearms and other weapons<sup>a</sup>, hereby makes the annexed Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada.

A handwritten signature consisting of stylized initials "Jh" followed by the number "30". Below the signature is a long, thin, horizontal line.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

Bill 13 Jun 1996.  
13 Jun 13h00

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## FIREARMS REGULATIONS RESPECTING THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations.

"Act" means the Firearms Act. (Loi)

"elder" means an aboriginal individual who has the following characteristics:

(a) the individual is a senior member of the community in which he or she resides, and

(b) the individual is considered by the members of the aboriginal community to have a profound knowledge of the lifestyle and traditional practices of the community and is respected by those members; (ancien)

"superintendent" has the meaning given to that term in the Indian Band Council Procedure Regulations. (surintendant)

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 10, the Act and the regulations made under that Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the Constitution Act, 1982.\*\*

3. Nothing in these Regulations relieves any person of the obligation to comply with the requirements of any licence law, or other law or by-law of any province, territory or municipality, lawfully enacted in relation to hunting or of any liability or punishment imposed for any contravention thereof. (confirm)

### ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under that Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

### ISSUANCE OF A LICENCE

5. Paragraph 7(4)(a) and section 55 of the Act and sections 3, 7, 8, 15 and 16 of the Firearms Licences Regulations are adapted as follows:

La matrice (ex telter en accord avec les systèmes d'application, d'évaluation et de suivi)

- 2 -

(a) with respect to paragraph 7(4)(a) of the Act, a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms;

(b) with respect to section 55 of the Act, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall consider recommendations from one or more elders or band council(s) from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community (or a superintendent, drafting needs to change) on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices where

(i) the applicant requests that the chief firearms officer to consider the recommendations, and

(ii) there is a reason why it may be desirable, in the interests of the safety of the applicant or any other person, that the applicant not possess a firearm;

(c) with respect to sections 3, 7 and 8 of the Firearms Licences Regulations, a statement made by an aboriginal applicant

(i) may be made orally where the applicant is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by an individual on behalf of the applicant, and

(ii) may be made in a language other than English or French where the applicant is unable to communicate in either official language, in which case the statement shall be translated by an individual on behalf of the applicant.

(What about the people other than the applicant who make statements? If they don't speak English or French this could be an obstacle to an aboriginal applicant getting his licence. Please advise)

(d) with respect to section 15 of the Firearms Licences Regulations, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act the circumstances are

(i) where the applicant is an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices \*\* (confirm these the substitute circumstances), and

(ii) where the Canadian Firearms Safety Course is not available to the applicant within a reasonable period (what

- IT IS not reasonably available

- For the purpose of section - - -

2) Même si le cours n'est pas raisonnablement tenue

005411

- b) it is not available in the community or location & that  
cannot be reached without undue hardship
- c) not at a ~~res.~~ cost ~~to the~~  
~~if~~ in circumstances

*Vérfication  
OSSR*

is reasonable?) or where the costs of the Canadian Firearms Safety Course are beyond the means of the applicant (**case by case determination?**); and

(e) with respect to section 16 of the Firearms Licences Regulations, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, in the case of an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices\*\*, the criteria are

(i) basic knowledge of the safe handling and use of firearms, and

7(4)(a)

(ii) basic knowledge of the federal and provincial Acts and regulations made under those Acts relating to firearms.

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

6. (1) Notwithstanding subsection 64(2) of the Act, a licence that is issued to an aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices, expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and

(ii) subject to subsection (2), three years after the day on which it is issued, where a chief firearms officer is informed of a change in the individual's circumstances that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining his or her eligibility to hold the licence.

(2) Where a chief firearms officer determines that there are reasons in the particular circumstances of the applicant that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining the term of the licence, the chief firearms officer may issue a licence for a term that is less than three years after the day on which it is issued.

7. Notwithstanding subsection 8(3) of the Act, an aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal community of which the individual is a member.

(This is a variation on what the consultation doc proposed.  
Would this solve the challenge raised by aboriginal hunters  
under 12 years who are not sustenance hunters?)

#### STORAGE OF FIREARMS

- 4 -

**8. Section 3 of the Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations is adapted as follows:**

(a) with respect to paragraph 3(1)(b), where a non-restricted firearm is stored in a location that is remote from any established community by an aboriginal individual who uses it for traditional hunting practices\*\*,

(i) the firearm may be rendered inoperable by means other than a secure locking device, and

(ii) it is not necessary to lock the container, receptacle or room in which the firearm may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

**(Question: What other means of "rendering inoperable" or making "secure" could there be?**

**Have we respected the underlying safety purpose of the regulations in terms of the SCC decision in Badger?)**

(b) with respect to paragraph 3(1)(c), where a non-restricted firearm is stored in a location that is remote from any established community and is used by an aboriginal individual for traditional hunting practices\*\*, it is not necessary to lock the container or receptacle in which the ammunition may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

**TRANSFER OF TREATY AMMUNITION**

**9. Section 25 of the Act is adapted as follows:**

(a) with respect to section 25, for the purpose of receiving ammunition from Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation, an aboriginal individual who does not hold a licence authorizing him or her to possess firearms, is deemed to hold a such a licence;

**(Note: At the May 22/96 meeting, this proposed solution was unpopular because other groups would want the same solution in other circumstances. Furthermore, section 89 of the new Code makes it an offence to carry ammunition without lawful excuse while attending a public meeting. Subsection 84(4) of the new Code states that a holder is someone to whom a licence has been issued. Would fulfilment of a treaty be "lawful excuse"? We have no power to adapt the Criminal Code.)**

**If the idea of deeming someone to have a licence is objectionable, we could instead deem a transfer of ammunition**

DRAFT: AUGUST 9, 1996.

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Firearms Regulations Respecting the Aboriginal Peoples of Canada*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## FIREARMS REGULATIONS RESPECTING THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations.

"Act" means the *Firearms Act*. (*Loi*)

"elder" includes an aboriginal individual who has the following characteristics:

- (a) the individual is a senior member of the community in which he or she resides, and
- (b) the individual is considered by the members of the aboriginal community to have a profound knowledge of the lifestyle and traditional practices of the community and is respected by the members of the community.

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 10, the Act and the regulations made under that Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

3. as in section 29 of *Explosives Act* as amended.

### ADAPTED PROVISIONS

4. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under that Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

### ISSUANCE OF A LICENCE

5. Paragraph 7(4)(a) and section 55 of the Act and sections 3, 7, 8, 15 and 16 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted as follows:

- (a) with respect to paragraph 7(4)(a) of the Act, a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms;
- (b) with respect to section 55 of the Act, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence

- 2 -

under section 5, a chief firearms officer shall consider recommendations from one or more ~~elders or band councillors~~ from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community ~~(or a superintendent; drafting needs to change)~~ on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices where

(i) the applicant requests that the chief firearms officer to consider the recommendations, and

(ii) there is a reason why it may (?) be desirable, in the interests of the safety of the applicant or any other person, that the applicant not possess a firearm;

(c) with respect to sections 3, 7 and 8 of the *Firearms Licences Regulations*, a statement made by an aboriginal applicant

(i) may be made orally where the applicant is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by an individual on behalf of the applicant, and

(ii) may be made in a language other than English or French where the applicant is unable to communicate in either official language, in which case the statement shall be translated by an individual on behalf of the applicant.

(What about the people other than the applicant who make statements? If they don't speak English or French this could be an obstacle to an aboriginal applicant getting his licence.  
Please advise)

(d) with respect to section 15 of the *Firearms Licences Regulations*, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act the circumstances are

(i) where the applicant is an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices ~~(confirm these the substitute circumstances)~~, and

(ii) where the Canadian Firearms Safety Course is not available to the applicant within a reasonable period ~~(what is reasonable?) or where the costs of the Canadian Firearms Safety Course are beyond the means of the applicant (case by case determination?)~~; and

(e) with respect to section 16 of the *Firearms Licences Regulations*, for the purposes of paragraph 7(4)(a) of the Act, in the case of an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, the criteria are

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005418

- 3 -

(i) basic knowledge of the safe handling and use of firearms,  
and

(ii) basic knowledge of the federal and provincial Acts and  
regulations made under those Acts relating to firearms.

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

6. (1) Notwithstanding subsection 64(2) of the Act, a licence  
that is issued to an aboriginal individual who is less than 18  
years old and who pursues traditional hunting practices, expires  
on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen  
years, and

(ii) subject to subsection (2), three years after the day on  
which it is issued, where a chief firearms officer is  
informed of a change in the individual's circumstances that  
may reasonably be regarded as relevant for the purpose of  
determining his or her eligibility to hold the licence.

(2) Where a chief firearms officer determines that there are  
reasons in the particular circumstances of the applicant that may  
reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining  
the term of the licence, the chief firearms officer may issue a  
licence for a term that is less than three years after the day on  
which it is issued.

7. Notwithstanding subsection 8(3) of the Act, an aboriginal  
individual who is less than 12 years old is eligible to hold a  
licence authorizing the individual to possess, in accordance with  
the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose  
of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal  
community of which the individual is a member.

(This is a variation on what the consultation doc proposed.  
Would this solve the challenge raised by aboriginal hunters  
under 12 years who are not sustenance hunters?)

#### STORAGE OF FIREARMS

8. Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of  
Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted as follows:

(a) with respect to paragraph 3(1)(b), where a non-restricted  
firearm is stored in a location that is remote from any  
established community by an aboriginal individual who uses it  
for traditional hunting practices,

(i) the firearm may be rendered inoperable by means other  
than a secure locking device, and

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005420

- 4 -

(ii) it is not necessary to lock the container, receptacle or room in which the firearm may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

(Question: What other means of "rendering inoperable" or making "secure" could there be?

Have we respected the underlying safety purpose of the regulations in terms of the SCC decision in Badger?)

(b) with respect to paragraph 3(1)(c), where a non-restricted firearm is stored in a location that is remote from any established community and is used by an aboriginal individual for traditional hunting practices, it is not necessary to lock the container or receptacle in which the ammunition may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

#### TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

9. Section 25 of the Act is adapted as follows:

(a) with respect to section 25, for the purpose of receiving ammunition from Her Majesty in right of Canada or a province in fulfilment of a treaty obligation, an aboriginal individual who does not hold a licence authorizing him or her to possess firearms, is deemed to hold a such a licence;

(Note: At the May 22/96 meeting, this proposed solution was unpopular because other groups would want the same solution in other circumstances. Furthermore, section 89 of the new Code makes it an offence to carry ammunition without lawful excuse while attending a public meeting. Subsection 84(4) of the new Code states that a holder is someone to whom a licence has been issued. Would fulfilment of a treaty be "lawful excuse"? We have no power to adapt the Criminal Code.

If the idea of deeming someone to have a licence is objectionable, we could instead deem a transfer of ammunition for treaty purposes not to be a transfer. But that is problematic vis à vis the Minister's commitment that the Act would apply to everyone, and we would still run up against s.89 of the new Code.)

#### FIREARMS FEES

10. Sections \*\* of the Firearms Fees Regulations are adapted as follows:

(a) (To be developed as regulations are amended.)

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005422

- 5 -

COMING INTO FORCE

11. These Regulations come into force on < >.

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005424

8 AOUT 96

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Firearms Regulations*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of an *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Firearms Regulations*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005426

(614)

JUS-96-585-01  
(SOR/DORS)

## ABORIGINAL FIREARMS REGULATIONS

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations.  
"Act" means the *Firearms Act*. (*Loi*)

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to \*, the Act and the regulations made under that Act apply to every aboriginal individual whose rights are protected by section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

### ADAPTED PROVISIONS

3. For the purposes of paragraph 117(u) of the Act, the provisions set out below concern the manner in which any provision of the Act or the regulations made under that Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt provisions of the Act and the regulations for that purpose.

### ISSUANCE OF A LICENCE

4. Paragraph 7(4)(a) and subsection 55(2) of the Act and sections 3, 7, 8, 10, 15 and 16 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted as follows:

(a) with respect to paragraph 7(4)(a) of the Act, a chief firearms officer shall certify, in the prescribed circumstances, an aboriginal individual who meets the prescribed criteria relating to the safe handling and use of firearms and the laws relating to firearms; (see paras (d) and (e) below)

(b) with respect to subsection 55(2) of the Act, in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall, at the applicant's request, consider recommendations from one or more elders or band councillors from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices; and

(I question whether this should be redrafted to be activated only where there is a question as to eligibility due to safety concerns. My concern with that approach is that it could illuminate the tension between the underlying safety purpose of the Act and possible infringement on aboriginal

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005428

- 2 -

rights. On the other hand, making this a general requirement, i.e. not just when there are safety concerns, would have heavy administrative implications, both at the CFO and community level.)

(c) with respect to sections 3, 7, 8 and 10 of the *Firearms Licences Regulations*,

(i) a statement made by an aboriginal applicant may be made orally where the applicant is unable to make a written statement, and

(ii) an aboriginal applicant may include, with the application, recommendations from one or more elders or band councillors from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community on the importance, to the applicant, of pursuing traditional hunting practices.

(Is subpara (i) helpful? It's just a short statement & the other person who knows the applicant still has to state in writing. Do you want further detail about CFO witnessing, interpretation, etc? Note also that we have included s.10 applications for cross-bow licences.)

(d) with respect to section 15 of the *Firearms Licencing Regulations*, the circumstances are

(i) in the case of an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, (**what are the substitute circumstances?**); and

(ii) where the Canadian Firearms Safety Course is not available to the applicant within a reasonable period (**what is reasonable?**);

(e) with respect to section 16 of the *Firearms Licencing Regulations*, the criteria are in the case of an aboriginal elder who pursues traditional hunting practices, (**how would they differ from what is now described in s. 16?**)

#### ISSUANCE OF A LICENCE TO INDIVIDUALS LESS THAN 18 YEARS OLD

5. Notwithstanding subsections 8(2) and (3) of the Act, an aboriginal individual who is less than 12 years old is eligible to hold a licence authorizing the individual to possess, in accordance with the conditions attached to the licence, a firearm for the purpose of pursuing the traditional hunting practices of the aboriginal community of which the individual is a member.

(Would this solve the challenge raised by aboriginal hunters under 12 years who are not sustenance hunters?)

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005430

6. Notwithstanding subsection 64(2) of the Act, a licence that is issued to an aboriginal individual who is less than 18 years old and who pursues traditional hunting practices, expires on the earlier of

(i) the day on which the holder attains the age of eighteen years, and

(ii) three years after the day on which it is issued, unless a chief firearms officer determines that there has been a change in the individual's circumstances that may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining his or her eligibility to hold the licence.

#### STORAGE OF FIREARMS

7. Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted as follows:

(a) with respect to paragraph 3(1)(b), where a non-restricted firearm is stored in a remote location by an aboriginal individual who uses it for traditional hunting practices,

(i) the firearm may be rendered inoperable by means other than a secure locking device, and

(ii) it is not necessary to lock the container, receptacle or room in which the firearm may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

(Question: What other means of "rendering inoperable" or making "secure" could there be?)

Have we respected the underlying safety purpose of the regulations in terms of the SCC decision in Badger?)

(b) with respect to paragraph 3(1)(c), where a non-restricted firearm is stored in a remote location and is used by an aboriginal individual for traditional hunting practices, it is not necessary to lock the container or receptacle in which the ammunition may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

#### TRANSFER OF TREATY AMMUNITION

8. Section 25 of the Act is adapted as follows:

(a) with respect to section 25, for the purpose of receiving ammunition from Her Majesty in right of Canada in fulfillment of a treaty obligation, an aboriginal individual who does not hold a licence authorizing him or her to possess firearms, is deemed to hold a such a licence;

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005432

- 4 -

(Note: At the May 22/96 meeting, this proposed solution was unpopular because other groups would want the same solution in other circumstances. Furthermore, section 89 of the new Code makes it an offence to carry ammunition without lawful excuse while attending a public meeting. Subsection 84(4) of the new Code states that a holder is someone to whom a licence has been issued. Would fulfillment of a treaty be "lawful excuse"? We have no power to adapt the Criminal Code.)

If the idea of deeming someone to have a licence is objectionable, we could instead deem a transfer of ammunition for treaty purposes not to be a transfer. But that is problematic vis à vis the Minister's commitment that the Act would apply to everyone, and we would still run up against s.89 of the new Code.)

#### FIREARMS FEES

8. Sections \*\* of the *Firearms Fees Regulations* are adapted as follows:

- (a) to be developed as regulations are amended...

#### COMING INTO FORCE

10. These Regulations come into force on < , 199  
>.

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005434

JUS-96-YYYY-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Aboriginal Firearms Regulations*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraph 117(u) of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Aboriginal Firearms Regulations*.

1/8/96.

Gilles,

Here is rough draft for your info.

I have also attached the deleted part of previous draft about proof of aboriginal ancestry (to show to Bill Battlett)

I still have to complete provisions

on: - communal possession / lending \*

- minor's terms of licence

- fees (premature - apparently there are many amendments coming).

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

(\* I'm digesting J. Henry's note on terms.)

Wendy G.

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005436

JUS-96-YYYY-01  
(SOR/DORS)

## ABORIGINAL FIREARMS REGULATIONS

### INTERPRETATION

1. The definitions set out below apply in these Regulations.

~~"Act"~~ means the *Firearms Act*. (*Loi*)

### APPLICABLE ENACTMENTS

2. Subject to sections 3 to 7, the *Firearms Act* and the regulations made under that Act apply to persons of aboriginal ancestry (or "aboriginal peoples of Canada").

### ADAPTED PROVISIONS

3. The provisions set out below concern the manner in which any provision of the *Firearms Act* or the regulations made under that Act applies to any of the aboriginal peoples of Canada and adapt particular provisions of the Act and the regulations for that purpose. (This section must be amended because as written it doesn't regulate, *per se*. But I think it is important because it states the purpose of our adaptations.)

4. Section 25 and subsection 55(2) of the *Firearms Act* are adapted as follows:

(a) with respect to section 25, for the purpose of receiving ammunition from Her Majesty in right of Canada in fulfillment of a treaty obligation, an aboriginal individual who does not hold a licence authorizing him or her to possess firearms, is deemed to hold a such a licence;

(Note: At a May 22/96 meeting this proposed solution was criticized because other groups would want the same solution in other circumstances. Deeming provisions are a useful technique when adapting; please advise if you generally want to avoid using them. If you don't object to deeming provisions *per se*, but just to the idea of deeming someone to have a licence, we could deem a transfer of ammunition for treaty purposes not to be a transfer. But that is problematic vis à vis the Minister's commitment that the Act would apply to everyone.)

(b) with respect to subsection 55(2), in determining whether an aboriginal individual is eligible to hold a licence under section 5, a chief firearms officer shall, at the applicant's request, consider recommendations from one or more elders or

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005438

band councillors from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community on the importance to the applicant of pursuing traditional hunting practices.

(Note that this could be redrafted to be activated only where there is a question as to eligibility due to safety concerns. My concern with that approach is that it would illuminate the tension between the underlying safety purpose of the Act and possible infringement on aboriginal rights. On the other hand, making this a general requirement, i.e. not just when there are safety concerns, would have heavy administrative implications, both at the CFO and community level. Please advise.)

5. Sections 3, 7, 8 and 10 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted as follows:

(a) with respect to sections 3, 7, 8 and 10,

(i) a statement made by an aboriginal applicant shall be made in writing unless the applicant is unable to do so, in which case it may be made orally, and

(ii) an aboriginal applicant may also include recommendations from one or more elders or band councillors from, or the Chief of, the applicant's aboriginal community on the importance, to the applicant, of pursuing traditional hunting practices.

(Is subparagraph (i) helpful? It's just a short statement & the other person who knows the applicant still has to state in writing. Do you want to go into further detail about CFO witnesses, interpretation, etc? Note also that we have included s.10 applications for cross-bow licences.)

7. Section 3 of the *Storage, Display and Transportation of Firearms and Other Weapons Regulations* is adapted as follows:

(a) with respect to paragraph 3(1)(b), where a non-restricted firearm is stored in a remote location by an aboriginal individual who uses it for traditional hunting practices,

(i) the firearm may be rendered inoperable by means other than a secure locking device, and

(ii) it is not necessary to lock the container, receptacle or room in which the firearm may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

(Question: What other means of "rendering inoperable" or making "secure" could there be?

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005440

- 3 -

Have we respected the underlying safety purpose of the regulations in terms of the SCC decision in Badger?)

(b) with respect to paragraph 3(1)(c), where a non-restricted firearm is stored in a remote location and is used by an aboriginal individual for traditional hunting practices, it is not necessary to lock the container or receptacle in which the ammunition may be stored if reasonable steps have been taken to ensure that the container is secure.

7. Sections \*\* of the *Firearms Fees Regulations* are adapted as follows:

(a) to be developed as regulations amended...

COMING INTO FORCE

9. These Regulations come into force on < , 199 >.

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005442

2. For the purpose of the application of these Regulations, the following documents shall be considered to constitute proof of aboriginal ancestry:

(a) a valid certificate of Indian status issued under the Indian Act; (I used the word "valid" because certificates will have an expiry date in the future. These certificates are not available to persons under 13 yrs unless they establish a "justified need". What should we do about minors? Also, if someone hasn't applied for a card, whose responsibility is it to verify status with DIAND -- the applicant's or the CFO's?)

(b) in the case of a child who is less than 13 years old and where documentary evidence provides that at least one of the child's parents holds a valid certificate of Indian status issued by the Registrar under the Indian Act, that child's birth certificate; (just an idea?\*?\*)

(c) evidence of valid membership in an Indian band; (this is loose because there is no standard band practice to issue certificates, nor do they take any particular form. Also, what if a non-Indian is a band member?)

(d) evidence that the holder is an eligible beneficiary under a land claims agreement or treaty with Her Majesty in right of Canada or a province. (This general provision should include all the specific agreements mentioned in the Newton letter. Alternatively, we could list the individual agreements in subparagraphs if you can put together a complete list. This type of provision will put the onus on the individual to provide the documentary evidence, which in some cases could represent a significant obstacle. Though some registers are kept, not all issue beneficiary cards. see Newton letter);

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

- 2 -

(e) evidence of valid membership in the Métis National Council, the Congress of Aboriginal People or an affiliate of either of those associations;

(f) any other documentary evidence that the Chief Firearms Officer concludes establishes the aboriginal ancestry of the applicant (**This is subdelegation unless we provide criteria for the CFO. How can we limit the discretion?**)

Minister of Justice  
and Attorney General of Canada



Ministre de la Justice  
et Procureur général du Canada

# Justice Communiqué

Canada

005446

Department of Justice  
Canada  
Room 631, 222 Queen Street, Ottawa K1A 0H8  
Maison du ministère de la Justice  
du Canada  
Pavillon 631, 222 rue Queen, Ottawa K1A 0H8

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

Classification / Cote de sécurité
File number — Numéro de dossier
JUS-96-268-01
Date
April 19, 1996
Telephone / FAX — Téléphone / Télécopieur
Fax: 941-2322

TO/DEST: Bill Bartlett, Counsel  
Criminal Law Policy Section

FROM/ORIG.: Julia McIlraith and Denise Meloche, Counsel  
Legislative Services

SUBJECT/OBJET: Firearms Licencing Fees (Individuals) Regulations

Comments/Remarques

Please find enclosed, in both official languages, a discussion draft of the above-mentioned document which we are submitting to you for your approval.

If you have any questions, do not hesitate to contact us.

*J. McIlraith*

Julia McIlraith  
952-1166

*J.Mc*  
*for* Denise Meloche  
957-0072

Enclosures

Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace

SM/DM

JUS-96-268-01  
(DORS/SOR)

Attendu que, conformément à l'article 118 de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, le ministre de la Justice a fait déposer le projet de règlement intitulé *Règlement sur les droits pour les permis d'armes à feu (particuliers)*, conforme en substance au texte ci-après, devant chaque chambre du Parlement le \_\_\_\_\_ 1996, laquelle date est antérieure d'au moins 30 jours de séance à la date du présent décret,

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu des alinéas 117p) et q) de la *Loi concernant les armes à feu et certaines autres armes*<sup>a</sup>, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur les droits pour les permis d'armes à feu (particuliers)*, ci-après.

---

<sup>a</sup> L.C. 1995, ch. 39

JUS-96-268-01  
(DORS/SOR)

RÈGLEMENT SUR LES DROITS POUR LES PERMIS D'ARMES À FEU  
(PARTICULIERS)

DÉFINITIONS

1. La définition qui suit s'applique au présent règlement.  
« Loi » La *Loi sur les armes à feu.* (Act)

PERMIS DE POSSESSION ET D'ACQUISITION D'ARMES À FEU

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le droit à payer par le particulier âgé d'au moins 18 ans pour un permis de possession et d'acquisition d'armes à feu est le suivant :

- a) XX \$, dans le cas où le permis porte seulement sur les armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte;  
b) XX \$, dans le cas où le permis porte sur des armes à feu à autorisation restreinte ou des armes prohibées.

(2) Dans le cas où le particulier est titulaire d'un permis de possession d'armes à feu au moment du dépôt de la demande pour un permis visé au paragraphe (1), le droit à payer est le suivant, selon l'année du dépôt :

- a) XX \$ en 1997;  
b) XX \$ en 1998;  
c) XX \$ en 1999;  
d) XX \$ à compter de l'an 2000.

(3) Dans le cas où le particulier est titulaire du permis visé à l'alinéa (1)a) au moment du dépôt de la demande pour le permis visé à l'alinéa (1)b), le droit à payer est de XX \$.

PERMIS D'ACQUISITION D'ARBALETTES

3. Le droit à payer par le particulier âgé d'au moins 18 ans pour un permis d'acquisition d'arbalettes est de XX \$.

PERMIS DE POSSESSION D'ARMES À FEU

4. (1) Le droit à payer par le particulier âgé d'au moins 18 ans pour un permis de possession qui porte seulement sur des armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à

- 2 -

autorisation restreinte est le suivant, selon l'année du dépôt de la demande de permis :

- a) XX \$ en 1997;
- b) XX \$ en 1998;
- c) XX \$ en 1999;
- d) XX \$ à compter de l'an 2000.

(2) Le droit à payer par le particulier âgé d'au moins 18 ans pour un permis de possession qui porte sur des armes à feu à autorisation restreinte ou des armes à feu prohibées est le suivant, selon l'année du dépôt de la demande de permis :

- a) XX \$ en 1997;
- b) XX \$ en 1998;
- c) XX \$ en 1999;
- d) XX \$ à compter de l'an 2000.

#### PERMIS DE POSSESSION DE 60 JOURS POUR NON-RÉSIDENTS

5. Le droit à payer par le non-résident âgé d'au moins 18 ans pour le permis de possession de 60 jours visé au paragraphe 5(3) de la Loi est de XX \$.

#### PERMIS DE POSSESSION D'ARMES À FEU - MINEURS

6. (1) Le droit à payer par un particulier âgé de moins de 18 ans pour un permis de possession d'armes à feu qui ne sont pas des armes prohibées ni des armes à autorisation restreinte est le suivant, selon la durée de validité du permis qui est mentionnée sur celui-ci :

- a) XX \$ pour un permis d'une durée d'un an ou moins;
- b) XX \$ pour un permis d'une durée de plus d'un an mais n'excédant pas deux ans;
- c) XX \$ pour un permis d'une durée de plus de deux ans.

(2) Le particulier qui, en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi, est admissible au permis est dispensé des droits visés au paragraphe (1).

- 3 -

REEMPLACEMENT DE PERMIS

7. (1) Le droit à payer pour le remplacement d'un permis est le suivant :

- a) XX \$ pour les permis visés aux articles 2, 3 et 4;
- b) XX \$ pour le permis visé à l'article 5;
- c) XX \$ pour le permis visé au paragraphe 6(1).

(2) Le particulier qui, en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi, est admissible au permis est dispensé des droits prévus à l'alinéa (1)c).

APR 11 9 1996

JUS-96-268-01  
(SOR/DORS)

Whereas, pursuant to section 118 of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, the Minister of Justice has had a copy of the proposed *Firearms Licencing Fees (Individuals) Regulations*, substantially in the form annexed hereto, laid before each House of Parliament on \_\_\_\_\_, 1996, which date is at least thirty sitting days before the date of this Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraphs 117(p) and (q) of *An Act respecting firearms and other weapons*<sup>a</sup>, hereby makes the annexed *Firearms Licencing Fees (Individuals) Regulations*.

---

<sup>a</sup> S.C. 1995, c. 39

JUS-95-268-01  
(SOR/DORS)

FIREARMS LICENCING FEES (INDIVIDUALS) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. The definition in this section applies in these Regulations:
- "Act" means the *Firearms Act*. (*Loi*)

LICENCE TO POSSESS AND ACQUIRE FIREARMS

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), the fee payable by an individual who is 18 years old or older for a licence to possess and acquire firearms is as follows:

- (a) \$\_\_ where the licence applies only to firearms that are neither prohibited firearms nor restricted firearms; and
- (b) \$\_\_ where the licence applies to restricted firearms or prohibited firearms.

(2) Where the individual has a licence to possess firearms at the time of application for a licence referred to in subsection (1), the fee payable is as follows:

- (a) \$\_\_ for a licence applied for in 1997;
- (b) \$\_\_ for a licence applied for in 1998;
- (c) \$\_\_ for a licence applied for in 1999; and
- (d) \$\_\_ for a licence applied for in or after 2000.

(3) Where the individual has a licence referred to in paragraph (1)(a) at the time of application for a licence referred to in paragraph (1)(b), the fee payable is \$\_\_.

LICENCE TO ACQUIRE CROSS-BOWS

3. The fee payable by an individual who is 18 years old or older for a licence to acquire cross-bows is \$\_\_.

LICENCE TO POSSESS FIREARMS

4. (1) The fee payable by an individual who is 18 years old or older for a licence to possess firearms where the licence applies only to firearms that are neither prohibited firearms nor restricted firearms is as follows:

- (a) \$\_\_ for a licence applied for in 1997;

- 2 -

- (b) \$\_\_ for a licence applied for in 1998;
- (c) \$\_\_ for a licence applied for in 1999; and
- (d) \$\_\_ for a licence applied for in or after 2000.

(2) The fee payable by an individual who is 18 years old or older for a licence to possess firearms that are restricted firearms or prohibited firearms is as follows:

- (a) \$\_\_ for a licence applied for in 1997;
- (b) \$\_\_ for a licence applied for in 1998;
- (c) \$\_\_ for a licence applied for in 1999; and
- (d) \$\_\_ for a licence applied for in or after 2000.

#### SIXTY-DAY LICENCE — NON-RESIDENT

5. The fee payable by a non-resident who is 18 years old or older for a sixty-day licence referred to in subsection 5(3) of the Act is \$\_\_.

#### LICENCE TO POSSESS FIREARMS — MINORS

6. (1) The fee payable by an individual who is less than 18 years old for a licence to possess firearms that are neither prohibited firearms nor restricted firearms is as follows:

- (a) \$\_\_ for a licence that is valid for a period of one year or less;
- (b) \$\_\_ for a licence that is valid for a period of more than one year and not more than two years; and
- (c) \$\_\_ for a licence that is valid for a period of more than two years.

(2) The fee payable under subsection (1) is waived for an individual who is eligible to hold a licence under subsection 8(2) of the Act.

#### REPLACEMENT LICENCES

7. (1) The fee payable by an individual for the replacement of a licence is as follows:

- (a) \$\_\_ for licences referred to in sections 2, 3 and 4;
- (b) \$\_\_ for licences referred to in section 5; and

- 3 -

(c) \$\_\_ for licences referred to in subsection 6(1).

(2) The fee payable under paragraph 7(1)(c) is waived for an individual who is eligible to hold a licence under subsection 8(2) of the Act.

Ministère de la Justice

# Communiqué

## RESPECT DE L'ENGAGEMENT PRIS AU SUJET DES DROITS D'UTILISATION DES ARMES À FEU

OTTAWA, le 9 août 1996 -- Le ministre de la Justice et procureur général du Canada, M. Allan Rock, a annoncé aujourd'hui le montant des droits qui seront imposés pour l'obtention de certains permis d'armes à feu et pour l'enregistrement de ces armes. Ces droits seront inscrits dans des règlements qui seront déposés devant le Parlement à l'automne, en application de la Loi sur les armes à feu.

M. Rock a déclaré : «Les propriétaires d'armes à feu méritent un système efficace, rentable et facile à utiliser. Avec l'appui de mes collègues du caucus, je continuerai à faire de mon mieux pour respecter les engagements pris à l'égard des personnes se servant d'armes à des fins récréatives au Canada.»

Le gouvernement annoncera prochainement la date à partir de laquelle les demandes de permis et d'enregistrement pourront être soumises.

### Délivrance des permis aux propriétaires

Conformément à la Loi sur les armes à feu, tous les propriétaires d'armes à feu devront détenir un permis d'ici l'an 2001. Les permis seront valides pour cinq ans. Le ministre a confirmé aujourd'hui que les règlements qu'il déposera prévoiront des frais de 10 \$ pour obtenir pour cinq ans un permis de possession seulement (et non d'acquisition) au cours de la première année de la mise en œuvre du système. Les frais pour le permis de possession (et non d'acquisition), valable pour cinq ans augmenteront graduellement pour atteindre la somme maximale de 60 \$, au cours de la dernière année de la mise en œuvre de ce système.

### Enregistrement des armes à feu

Conformément à la Loi sur les armes à feu, toutes les armes à feu devront être enregistrées d'ici l'an 2003. Le ministre a confirmé aujourd'hui que les règlements devant être déposés à l'automne prévoiront un taux fixe de 10 \$ pour l'enregistrement d'un nombre illimité d'armes à feu sans restrictions pourvu que le propriétaire les enregistre toutes au même moment. Le taux fixe atteindra la somme maximale de 18 \$ pour l'enregistrement d'un nombre illimité d'armes à feu sans restrictions au cours de



- 2 -

**la dernière année de la mise en oeuvre du système pourvu que ces armes soient toutes enregistrées au même moment.**

**Tous les droits annoncés aujourd'hui sont compatibles avec l'engagement qu'a pris le gouvernement au cours des deux dernières années ou même, ils sont moins élevés que prévu. Le reste du barème des droits qui s'appliqueront aux commerces, musées et diverses classes de permis, sera annoncé lorsque les règlements seront déposés devant le Parlement, à l'automne.**

.../2

- 3 -

Aux fins du Système canadien d'enregistrement des armes à feu, les droits sont imposés en fonction du principe du recouvrement des coûts.

- 30 -

Rens. : Aline Gélinas  
Cabinet du Ministre  
feu  
(613) 992-4621

Randi Saunders Morry  
Centre canadien des armes à  
(613) 952-6664

(English version available)

Internet: <<http://canada.justice.gc.ca>>

### Droits pour l'enregistrement des armes à feu sans restrictions

<b>Première année de la mise en oeuvre du système d'enregistrement</b>	<b>Dernière année de la mise en oeuvre (2003)</b>	<b>Note</b>
<b>10 \$</b>	<b>18 \$</b>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Les droits s'appliqueront à l'enregistrement des armes à feu sans restrictions.</li><li>2. Les droits couvrent un nombre illimité d'armes à feu sans restrictions pourvu que l'enregistrement de ces armes se fasse en une seule fois.</li><li>3. L'enregistrement vaut pour toute la vie. Aucuns autres frais ne s'appliquent à moins que l'arme à feu ne soit transférée ou vendue.</li></ol>

### Droits pour la délivrance de permis aux propriétaires d'armes à feu

<b>Première année de la mise <u>en oeuvre</u></b>	<b>Dernière année de la mise en <u>oeuvre (2001)</u></b>	<b>Note</b>
(Permis de possession seulement et non d'acquisition)  10 \$	(Permis de possession seulement et non d'acquisition)  60 \$	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Les permis sont valides pour une période de 5 ans.</li><li>2. Le plan se compare au coût actuel d'une AAAF (50 \$).</li><li>3. Ceux qui possèdent une arme à feu au moment où s'amorce la mise en oeuvre du système, et qui n'ont pas l'intention de se procurer une nouvelle arme à feu, ne sont pas tenus de suivre le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu.</li></ol>

## PHASE II

### ABORIGINAL CONSULTATION DOCUMENT

The purpose of this document is to inform as well as to encourage comments regarding the drafting of the Aboriginal regulations under the *Firearms Act*. This document is being provided to Aboriginal communities and organizations across Canada. Although it is not feasible for the Department to meet with each Aboriginal community or organization, all Aboriginal people are encouraged to submit any comments or concerns to the Aboriginal Consultative Unit at the Canadian Firearms Centre.

This document briefly describes aspects of the *Firearms Act* and the areas that have been highlighted as being of particular concern to Aboriginal people. These concerns are summarized and followed by possible solutions which the Department is still reviewing for all legal and policy aspects. The proposed solutions are for discussion purposes only and are preliminary recommendations which we believe will provide a thorough basis for review of Aboriginal peoples' concerns.

**As the Aboriginal regulations will be tabled before Parliament in the Fall, comments should be submitted to the Consultative Unit no later than August 16, 1996.**

### INTRODUCTION

- The Minister of Justice is committed to consulting Aboriginal people to ensure that the rights, traditions and cultures of Aboriginal people are respected.
- Responding to initial concerns raised by Aboriginal people, the Minister of Justice included in the legislation:
  1. A provision expressing Parliament's intent that the new law respect the constitutional protection given to the Aboriginal or treaty rights of the Aboriginal people of Canada (i.e. a non-derogation clause).
  2. A provision to permit a parent or guardian to give consent for a minor to obtain a firearms licence orally or in writing in their Aboriginal language.
  3. A provision to make the custom of lending firearms easier by providing that when the borrower is a sustenance hunter, the owner does not also have to lend the registration certificate for the firearm to the borrower.

### ABORIGINAL CONSULTATIONS

- A three-phase consultation process was developed to help identify Aboriginal concerns and to provide for ongoing dialogue between Aboriginal people and the federal government.

**Phase I** was completed in January of this year and involved consultations with over 50 Aboriginal groups across Canada.

**Phase II** which is currently under way, will focus on obtaining feedback and suggestions from Aboriginal people concerning draft solutions for Aboriginal specific regulations. This input will assist the Department in the drafting the regulations.

**Phase III** provides another opportunity for Aboriginal people to raise concerns through Parliamentary review process, or directly to the Department. All *Firearms Act* regulations must be reviewed by Parliament, who shall refer them to an appropriate committee for review. This could involve public hearings.

## **PROPOSED REGULATORY SOLUTIONS**

### **A. LICENCING FOR ADULTS**

- The licencing system will begin in early 1997.
- The firearms licence is good for 5 years - renewable every 5 years.
- There are two kinds of firearms licences for individuals 18 years of age and over:
  - Non-acquisition licence
  - Acquisition licence.

<b>NON-ACQUISITION LICENCE (Must Apply by 2001)</b>	<b>ACQUISITION LICENCE</b>
• Currently own a firearm	• May or may not currently own a firearm
• Do not intend to acquire more firearms (but can still apply for an acquisition licence at any time)	• Intend to acquire a firearm(s)
• Not required to take the Canadian Firearms Safety Course	• Must take the Canadian Firearms Safety Course. <b>NOTE:</b> In Manitoba and Quebec, <u>certain</u> course have been grandfathered as equivalent to the CFSC.
• Application process is mail-in format	• Application process similar to existing FAC
• Renewable every 5 years	• Renewable every 5 years

## 1. ELIGIBILITY TO HOLD A LICENCE

- In the interest of public safety, a person may not be eligible to hold a licence if that person poses a safety risk to self or others, and particularly if the person:
  1. has been convicted of certain criminal offences;
  2. has been treated for a mental illness associated with violence; or
  3. has a history of violent behavior.
- Where there are safety concerns, a Chief Firearms Officer may conduct an investigation of an applicant before determining eligibility.

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
The eligibility criteria may prevent many Aboriginal people from obtaining a firearms licence.	In making a determination of a Aboriginal applicants eligibility to hold a firearms licence, a Chief Firearms Officer, at the request of an applicant, will consider recommendations from one or more members of the individual's Aboriginal community (e.g. Elders, Chiefs, or Band Councilors)

## **2. COMMUNAL POSSESSION**

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
Aboriginal people have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.	<ul style="list-style-type: none"><li>• To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal people within a community who carry out traditional hunting practices should hold a firearms licence.</li><li>• The most effective means to achieve this is through the issuance of a <i>non-acquisition</i> firearms licence.</li><li>• The legislation provides for individuals to apply for a non-acquisition licence if they possess a firearm on the date the legislation comes into effect (early 1997).</li><li>• At this time, the Department is currently reviewing solutions which would provide for as many non-acquisition licences for Aboriginal peoples, within an Aboriginal community and who hunt as part of a traditional lifestyle, as widely available as possible.</li></ul>

## **3. APPLICATION PROCESS**

- It is likely that individuals applying for a non-acquisition firearms licence will be required to sign a statement that they own a firearm(s) on the date the legislation comes into effect (early 1997).

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
Due to language and literacy concerns, many Aboriginal people will face difficulty in applying for a firearms licence.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Where an Aboriginal applicant is required to make a declaration, he or she may do so orally if they are not able to do so in writing.</li><li>• Solutions are being reviewed that would take into account the language concerns of Aboriginal people.</li></ul>

## **4. COST**

- The following table sets out the approximate projected costs for various firearms licences:

TYPE OF LICENCE	APPROXIMATE PROJECTED COST
Non-Acquisition Licence	Minimum of \$10 for a 5-year licence beginning in 1997 and increasing to approximately \$60 by 2001 for a 5-year licence
Acquisition Licence	Approximately \$60 for a 5-year licence
Sustenance Licence	No fee

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal people will not be able to pay the licencing fee and will therefore (1) be at risk of committing a criminal offence or, (2) be unable to continue traditional hunting practices.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider reducing or waiving fees for Aboriginal people.

## B. MINORS LICENCE

- A minors licence is for anyone under the age of 18.
- Minors can only use a firearm, they cannot purchase or own a firearm.
- The current practice is to issue a minors licence on a yearly basis.
- The approximate projected cost for minors licence will be \$10 for a 1-year licence.

## **1. ELIGIBILITY FOR A MINORS SUSTENANCE LICENCE**

- ✓ • Children under 12 years of age can obtain a minors licence only if they are sustenance hunters.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal children who hunt are below 12 years of age. A CFO cannot issue a firearms licence to an Aboriginal person, below 12 years of age, unless they are a sustenance hunter.	In determining whether a Aboriginal minor is eligible for a sustenance licence, a Chief Firearms Officer must consider the importance, to that minor, of the traditional hunting practices of his or her community.



## **2. APPLICATION PROCESS**

- ✓ • An person can only obtain a minors licence if a parent or person with custody of the minor consents in writing, or in another manner agreed to by the CFO, that the minor may obtain a licence.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The current practice of issuing a minors licence on a yearly basis may pose difficulties for some Aboriginal people.	A CFO will issue a minors' licence to an Aboriginal person for a period more than 1 year, unless the circumstances of a particular case warrant otherwise. An Aboriginal minor should not, in general, have to renew a minors licence each year.



## **3. COST**

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal people will not be able to pay the licencing fee and will therefore (1) be at risk of committing a criminal offence, or (2) be unable to continue traditional hunting practices.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider reducing or waiving fees for Aboriginal people.

## **C. CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

- The table below indicates who must take the Canadian Firearms Safety Course (CFSC):

<b>TYPE OF LICENCE</b>	<b>CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE</b>
<b>Non-Acquisition Licence</b>	<b>Not required to take the CFSC</b>
<b>Acquisition Licence</b>	<b>Must take the CFSC or satisfy safety requirement*</b>
<b>Minors' Licence</b>	<b>Must take the CFSC*</b>
<b>Minors' Sustenance Licence</b>	<b>Not required to take the CFSC</b>

- In certain circumstances, a person who demonstrates sufficient knowledge of safe-handling of non-restricted firearms may be exempted by the Chief Firearms Officer from taking the CFSC (i.e. alternate certification).

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
<p>1. The CFSC does not recognize the importance of the position of Aboriginal elders in Aboriginal communities or the importance of their teachings.</p> <p>2. The difficulties for many Aboriginal communities is access to the CFSC, i.e. availability of instructors, cost to deliver program in remote communities.</p>	<p>1. Aboriginal Elders to be alternately certified where possible;</p> <p>2. Where the CFSC is not reasonably available, the regulations may provide for alternate certification for Aboriginal peoples. Additional elements would include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- waiving of fees for Aboriginal peoples who are alternately certified;</li> <li>- designation of an Aboriginal person within a community who would participate in the alternate certification process.</li> </ul>



\* In Manitoba and Quebec, certain courses have been grandfathered as equivalent to the Canadian Firearms Safety Course.

## AMMUNITION

- Until January 1, 2001 anyone with a firearms licence or a "prescribed" document (e.g. driver's licence) can purchase ammunition.
- After January 1, 2001 only individuals with a firearms licence can buy or receive ammunition.
- An person with a firearms licence or a prescribed document is permitted to receive ammunition that has been purchased by another person.
- There is no limit on the quantity of non-prohibited ammunition which may be purchased.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Some aboriginal people have a Treaty right to receive ammunition (Treaties 3-11, excluding Treaty 9). The <i>Firearms Act</i> now requires individuals to hold a valid firearms licence before they can receive the treaty ammunition licence.	The Department of Justice is currently assessing the impact of the <i>Firearms Act</i> on the Treaty obligation to transfer ammunition, and is reviewing possible solutions to ensure the Crown continues to meet this obligation.

## REGISTRATION SYSTEM

- Starting **late - 1998**, firearms owners will have until **January 1, 2003** to register their guns.
- In order to register a firearm, an person must have a firearms licence or valid FAC.
- **Registration is good for life** unless the owner changes the status of the firearm (e.g. gives away, sells, exports, deactivates or destroys the firearm).
- One registration certificate will be issued for each firearm.
- The registration certificate must be carried with the firearm at all times.
  - The cost of registering a firearm will increase over a five-year period. In 1998, there will be a minimum cost of \$10 for up to the first ten firearms an individual owns. This cost may increase to \$18 for up to 10 firearms.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Some Aboriginal peoples may be unable to pay the registration fee and will therefore (1) be at risk of committing a criminal offence or (2) be unable to continue traditional hunting practices	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider the reducing or waiving fees for Aboriginal peoples. - This registration fee waiver or reduction would apply to a limit of 10 non-restricted firearms.

### LENDING

- ✓ • Authorized lending can be done in two ways:
1. Where the owner has reason to believe that the borrower holds the appropriate firearms licence you can lend the person your firearm along with the firearms registration certificate. **Exception:** If the borrower is a sustenance hunter, then it is not necessary to also lend the registration certificate that goes with the firearm.
  2. If the person borrowing the firearm does not have a firearms licence then that person must be under the direct and immediate supervision of the owner.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The traditional Aboriginal practice of lending of firearms will be restricted under the <i>Firearms Act</i> .	Department is considering solutions that would allow for an Aboriginal person to borrow a non-restricted firearm, for traditional hunting purposes, without borrowing the registration certificate.

### SAFE STORAGE

- ✓ 
- Regulations will be drafted under the *Firearms Act* which will set out the requirements for safe storage of firearms.
  - Failure to properly store firearms will be a criminal offence.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The Aboriginal practice of leaving firearms in "caches" or "out-post" camps will be restricted under the <i>Firearms Act</i> by the safe storage requirements for all firearms not in immediate use.	The Department is willing to review what measures should be considered in developing storage and transportation regulations that would ensure basic safety principles, as well as recognizing the unique storage requirements found in Aboriginal peoples traditional hunting lifestyle.

## PHASE II

### ABORIGINAL CONSULTATION DOCUMENT

The purpose of this document is to inform as well as to encourage comments regarding the drafting of the Aboriginal regulations under the *Firearms Act*. This document is being provided to Aboriginal communities and organizations across Canada. Although limited resources prevent the Department from conducting one-on-one consultations with each Aboriginal group, all Aboriginal peoples are encouraged to submit any comments or concerns to the Aboriginal Consultative Unit at the Canadian Firearms Centre.

This document briefly describes the *Firearms Act* and the areas that have been highlighted as being of particular concern to Aboriginal peoples. These concerns are summarized and followed by possible solutions. The solutions proposed are only possibilities and therefore **should not be considered as final**.

**As the Aboriginal regulations will be tabled before Parliament in the Fall, comments should be submitted to the Consultative Unit no later than July 31, 1996.**

### INTRODUCTION

- The Minister of Justice is committed to consulting Aboriginal peoples to ensure that Aboriginal rights, traditions and cultures are respected.
- Responding to initial concerns raised by Aboriginal leaders, the Minister of Justice included in the legislation:
  1. A provision expressing Parliament's intent that the new law should not interfere with the constitutional protection given to the Aboriginal or treaty rights of the Aboriginal peoples of Canada (i.e. a non-derogation clause).
  2. A provision to permit a parent or guardian to give consent for a minor to obtain a firearms licence orally or in writing in their Aboriginal language.
  3. A provision to make the custom of lending firearms easier by providing that when the borrower is a sustenance hunter, the owner does not also have to lend the registration certificate for the firearm to the borrower.

## ABORIGINAL CONSULTATIONS

- A three-phase consultation process was developed to help identify Aboriginal concerns and to provide for ongoing dialogue between Aboriginal peoples and the federal government.

**Phase I** was completed in January of this year and involved consultations with over 50 Aboriginal groups across Canada to explain the *Firearms Act* and more importantly, to identify the issues and concerns that Aboriginal peoples have respecting the implementation of the legislation.

**Phase II** which is currently under way, will focus on obtaining feedback and suggestions from Aboriginal peoples concerning draft solutions for Aboriginal specific regulations. This input will aid in the drafting of the regulations.

**Phase III** provides another opportunity for Aboriginal peoples to raise concerns. All *Firearms Act* regulations must be reviewed by Parliament, who shall refer them to an appropriate committee for review. This could involve public hearings.

## PROPOSED REGULATORY SOLUTIONS

### LICENCING

- The licencing system will begin in early 1997.
- The firearms licence is good for 5 years - renewable every 5 years.
- There are two kinds of firearms licences for individuals 18 years of age and over:
  - **Non-acquisition licence**
  - **Acquisition licence.**

<b>NON-ACQUISITION (Must Apply by 2001)</b>	<b>ACQUISITION</b>
• Currently own a firearm	• May or may not currently own a firearm
• Do <b>not</b> intend to acquire more firearms (but can still apply for an acquisition licence at any time)	• Intend to acquire a firearm(s)
• Not required to take the Canadian Firearms Safety Course	• Must take the Canadian Firearms Safety Course
• Application process is mail-in format	• Application process similar to existing FAC
• Renewable every 5 years	• Renewable every 5 years

## 1. ABILITY TO HOLD A LICENCE

- In the interest of public safety, a person may not be eligible to hold a licence if that person:
  1. has been convicted of certain criminal offences;
  2. has been treated for a mental illness associated with violence; or
  3. has a history of violent behavior.
- Where there are safety concerns, a Chief Firearms Officer may conduct an investigation of an applicant before determining eligibility.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The eligibility criteria may prevent many Aboriginal individuals from obtaining a firearms licence without consideration given to the importance of hunting in their culture.	Before making a finding of ineligibility with respect to an Aboriginal individual, a Chief Firearms Officer, at request of an applicant, must consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle. This will be determined through recommendations from members of the individual's Aboriginal community such as Elders, Chiefs, or Band Councilors.

## 2. APPLICATION PROCESS

- It is likely that individuals applying for a non-acquisition firearms licence will be required to sign a statement that they own a firearm(s) on the date the legislation comes into effect (early 1997).

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Due to language and literacy concerns, many Aboriginal peoples may face difficulties in applying for a firearms licence.	Where Aboriginal individuals are required to provide a statement or declaration on an application form, they may do so in writing or orally in their Aboriginal language.

Respect  
Requirements  
based on  
Statement

fire  
problem  
Solve  
← ↓  
comprend pas impossible  
langue d'écrire  
officier → orlement  
langue officiellement  
avec un interprète

### 3. COST

- Confidential  
Potentielle  
avec la  
Charte  
15/25/35
- The following table sets out the **approximate** costs for various firearms licences:

TYPE OF LICENCE	APPROXIMATE COST
Non-Acquisition Licence	Minimum of \$10 for a 5-year licence beginning in 1997 and increasing to approximately \$60 by 2001
Acquisition Licence	Approximately \$60 for a 5-year licence
Minors' Licence	Approximately \$10 for a 1-year licence
Sustenance Licence	No fees

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal peoples will not be able to pay the licensing fee and will therefore be at risk either of committing a <i>Criminal Code</i> offence or being unable to practice their traditional hunting lifestyle.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider reducing or waiving fees for Aboriginal peoples.

#### A. MINORS' LICENCE

- Definitive  
du suivi
- A minors' licence is for anyone under the age of 18.
  - Minors can only use a firearm, they cannot purchase or own a firearm.

##### 1. MINIMUM AGE

- Joint stock 8(2)  
64(2)
- Children under 12 years of age can obtain a minors' licence only if they are sustenance hunters.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal children who hunt are under 12 years of age. A CFO cannot issue a firearms licence to Aboriginal individuals under the age of 12 unless they are a sustenance hunter.	In determining whether a minor under 18 years of age is a sustenance hunter, a Chief Firearms Officer must consider the importance of the minor's traditional hunting practices.

## 2. APPLICATION PROCESS

- An individual can only obtain a minors' licence if a parent or person with custody of the minor consents in writing, or in another manner agreed to by the CFO, that the minor may obtain a licence.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
An Aboriginal minor may be required to apply yearly for a minors' licence. This application process may pose language and literacy difficulties for Aboriginal peoples.	A CFO will issue a minors' licence to an Aboriginal individual for a period of three years. An <u>Aboriginal minor</u> will not have to renew a minors' licence each year.

*voir 56(1) + 117(2)*  
*deux choix pour pouvoir habilitant*  
**CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

- The table below indicates who must take the Canadian Firearms Safety Course (CFSC):

TYPE OF LICENCE	CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE
Non-Acquisition Licence	Not required to take the CFSC
Acquisition Licence	Must take the CFSC or satisfy safety requirement
Minors' Licence	Must take the CFSC
Minors' Sustenance Licence	Not required to take the CFSC

- An individual who demonstrates sufficient knowledge of safe-handling of non-restricted firearms may be exempted by the Chief Firearms Officer from taking the CFSC (i.e. alternate certification).

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The CFSC will not recognize traditional Aboriginal teachings and may keep Aboriginal peoples from practicing their cultural lifestyles due to language and accessibility concerns.	Where the CFSC is not readily available due to unavailability of an instructor, the regulations may provide for alternate certification for Aboriginal individuals. This would include the following: <ul style="list-style-type: none"><li>• waiving of fees for Aboriginal individuals who are alternately certified;</li><li>• Aboriginal Elders to be alternately certified where possible;</li><li>• designation of an Aboriginal individual within a community who will recommend to the CFO, Aboriginal individuals to be alternately certified;</li><li>• Aboriginal minors to be eligible for minors' licence as a minor sustenance hunter if firearm is for traditional hunting purposes.</li></ul>

## **AMMUNITION**

- Until January 1, 2001 anyone with a firearms licence **or** a "prescribed" document (e.g. driver's licence) can purchase ammunition.
- After January 1, 2001 only individuals with a firearms licence can buy or receive ammunition.
- An individual with a firearms licence or a prescribed document is permitted to receive ammunition that has been purchased by another person.
- There is no limit on the quantity of ammunition which may be purchased.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Some aboriginal peoples have a treaty right to receive ammunition (Treaties 3-11, excluding Treaty 9). The <i>Firearms Act</i> now requires individuals to hold a valid firearms licence before they can receive the treaty ammunition licence.	Aboriginal individuals with a treaty right to receive ammunition, who do not hold a valid firearms licence, will be able to receive treaty ammunition.

## REGISTRATION SYSTEM

- Starting **late - 1998**, firearms owners will have until **January 1, 2003** to register their guns.
- In order to register a firearm, an individual must have a firearms licence or valid FAC.
- **Registration is good for life** unless the owner changes the status of the firearm (e.g. gives away, sells, exports, deactivates or destroys the firearm).
- One registration certificate will be issued for each firearm.
- The registration certificate must be carried with the firearm at all times.
  - The cost of registering a firearm will increase over a five-year period. In 1998, there will be a minimum cost of \$10 for up to the first ten firearms an individual owns. This cost may increase to \$18 for up to 10 firearms.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Many Aboriginal individuals may be unable to pay the registration fee and will therefore be at risk of either committing a criminal offence or being unable to practice their traditional lifestyle.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider the reducing or waiving fees for Aboriginal individuals. This registration fee waiver or reduction would apply to a limit of 10 non-restricted firearms.

## LENDING

- Authorized lending can be done in two ways:
  1. Where the owner has reason to believe that the borrower holds the appropriate firearms licence you can lend the person your firearm along with the firearms registration certificate. **Exception:** If the borrower is a sustenance hunter, then it is not necessary to also lend the registration certificate that goes with the firearm.
  2. If the person borrowing the firearm does not have a firearms licence then that person must be under the direct and immediate supervision of the owner.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The traditional Aboriginal practice of lending of firearms will be restricted under the <i>Firearms Act</i> .	An Aboriginal individual with a firearms licence, may borrow a non-restricted firearm without also having to borrow the registration certificate if the firearm is being used for traditional hunting purposes.

SAFE STORAGE

↓  
JAN 32(2)(c)  
a1 (5) C)

- Regulations will be drafted under the *Firearms Act* which will set out the requirements for safe storage of firearms.
- Failure to properly store firearms will be a criminal offence.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The Aboriginal practice of leaving firearms in "caches" or "out-post" camps will be restricted under the <i>Firearms Act</i> by the safe storage requirements for all firearms not in immediate use.	Recognize the traditional and unique methods of storage practiced by Aboriginal peoples in regions not near or close to living areas.

## **FIREARMS LICENCES**

### **Issue 1: Ability to Hold a Licence**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their peoples will be ineligible to hold a firearms licence with little consideration granted to the perspective of the applicant's community or the importance of hunting in the individual's cultural and traditional lifestyle.

#### **Possible Solution:**

Where a CFO is conducting an investigation of an Aboriginal individual for the purposes of a licence application, the CFO shall consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle.

To ensure this, the CFO shall consider the recommendations of the applicants community Elder, Chief, Band Councilor or other designated individual.

#### **Relevant Sections of Acts**

Section 5 - Eligibility Criteria → Section 55 (2) - Investigation by CFO

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 4

Section 7 - would add on to provision

### **Issue 2: Communal Ownership**

Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.

#### **Possible Solution:**

Section 15 of the *Firearms Act* provides that a 'registration certificate for a firearm may be issued to only one person'. It is premised that a regulatory solution that would recognize 'communal ownership' would go beyond the s.117(u) enabling powers.

To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carrying out traditional hunting practices should be eligible to hold a firearms licence. The most effective means to achieve this, is through issuance of *possession-only* firearms licence.

**An Aboriginal individual is eligible to hold a possession-only licence if they own a non-restricted firearm, or use a non-restricted firearm of another Aboriginal individual within the same community, for the purpose of traditional hunting.**

**Relevant Sections of Act**

Section 7 (4)(c)

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 6 - Will need to change because of need for individuals to be in continuous possession of firearm.

**Issue 3: Application Process**

Under the current system no one is required to have an authorization to possess a regular firearm (except for a minors' permit), although those acquiring new firearms of any kind must have a firearms acquisition certificate (FAC). Aboriginal representatives believe that the existing difficulties in applying for a FAC will be compounded by the wider scope of the new requirement that everyone in possession of a firearm have a licence.

Aboriginal peoples have expressed a concern with the difficulties many of their peoples face in applying for a firearms licence and registration certificate(s). Examples provided relate to language and/or literacy concerns, ability to meet photo requirement, access to postal service, etc.

One example that can be addressed through regulations is in respect of declarations - an applicant applying for a possession-only firearms licence will be required on the application form to make a declaration in writing that they possessed one or more firearms, that are neither restricted or prohibited firearms, on commencement day.

**Possible Solution:**

Provide that where an Aboriginal individual is required to provide a declaration on an application form, they may do so in writing or orally in an Aboriginal language.

**Relevant Sections of Act**

Section 54 - Note that nothing requires to be in writing.

Section 8 (5) - This provision reflects what trying to achieve.

Section 58 (3) is an example of what trying to get away from, i.e. "chief firearms officer shall have a parent... sign the licence, including any conditions..."

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3

Section 7

**Issue 4: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their people will be unable to pay the fee for a firearms licence. In this respect, Aboriginal peoples believe many of their peoples will therefore (1) commit a Criminal Code offence by failing to have the required licence and registration certificate(s) or, (2) be unable to practice traditional lifestyles.

**Possible Solutions:**

- i) Waive the licence fee for an "Aboriginal Individual".
- ii) Reduce fees for an Aboriginal individual applying for a firearms licence.

**Relevant Section of Act**

Section 117 (q) - Nothing in Regulations since fees are not done yet.

**MINORS' LICENCE**

**Issue 1: Minimum Age of Minor**

Aboriginal peoples have spoken of the early age many of their peoples begin hunting. A CFO cannot issue a licence to an Aboriginal individual below 12 years of age unless they are a sustenance hunter.

**Possible Solution:**

In determining whether an Aboriginal who is less than 18 years of age needs a minors' licence to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family, a CFO should consider the importance of the applicants traditional hunting practices.

**Relevant Sections of Act**

Section 8(2) - in particular, although s.8(3) relevant, but believe cannot adapt because goes to the substance of this particular provision

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 8

**Issue 2: Application Process (Term of Licence)**

Aboriginal representatives have expressed a concern that the application process for a Minors' Licence will pose many difficulties for many of their peoples, i.e. language, literacy.

**Possible Solution:**

In addition to providing the forms in Aboriginal language, a regulatory solution would be the issuance of a minors licence for a three year term, versus one year: **A CFO should issue an Aboriginal individual, less than 18 years old, a minors' licence for a 3 year term.**

**Relevant Sections of Act**

Section 64(2)(b)

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Might possibly include section 8

**CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

**Issue 1: Cultural Relevance of CFSC**

Many Aboriginal peoples have expressed a concern that the CFSC (1) will not recognize the traditional teachings of elders as an eligibility requirement, and (2) may prevent them from continuing to hunt for sustenance or as part of traditional lifestyle.

**Possible Solutions:**

Provide that where the CFSC is not readily available, because of language or availability of the CFSC Instructors, that an Aboriginal individual should be “alternately certified”.

In implementing this, the following policy initiatives would be relevant:

**Re: “Alternate Certification”**

- ⇒ Waive the fee for an Aboriginal individual applying for alternate certification.
- ⇒ An Aboriginal elder should be ‘alternately certified’, if at all possible.
- ⇒ Provide that a CFO should consider relevant the recommendations of a Aboriginal individual (who has satisfied the safety requirement), designated by the community and on a list recorded with CFO, in determining whether an applicant within that community can be alternately certified.

**Relevant Sections of Act**

Section 7(1)

Section 7 (1)(a)

Section 7 (4)(a) – Alternate certification

Section 117(1) – Fees (waiving of fee for alternate certification)

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 15 - For Aboriginal peoples, date will not be relevant, instead must determine whether CFSC is reasonably available on basis of geographical remoteness and/or language.

## **NON-PROHIBITED AMMUNITION TRANSFER**

### **Issue 1: Treaty Ammunition**

Treaties 3 to 11, excluding 9, provide for recurring incidental expenditures for ammunition, or monies for ammunition, to be provided to Treaty beneficiaries.

#### **Possible Solution:**

The provision of ammunition pursuant to a Treaty obligation will fall outside of the scope of the *Firearms Act*.

*Indian Moneys Directorate, DIAND has indicated that the transfer of Treaty ammunition occurs on Treaty Day. The actual amount of ammunition transferred is approximately one box of shells or bullets per Band.*

#### **Relevant Sections of Act**

Section 2(3) - Non-derogation clause

Section 25 - Premised that to extent that s.25 impacts treaty right, doesn't apply.

## REGISTRATION CERTIFICATES

### **Issue 1: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern with the cost required to register a firearm.

#### **Possible Solution:**

Waiving fees for registration certificates for up to 10 non-restricted firearms.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 117(q)

## LENDING

### **Issue 1: Traditional practice of lending**

The lending of firearms within Aboriginal communities is a common practice. Therefore, for many Aboriginal peoples, a concern has been expressed that this practice will be limited under the firearms legislation. The amendment to the Act addressed this concern only for sustenance hunters.

#### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual, with appropriate firearms licence, may borrow a non-restricted firearm *without* also having to borrow the registration certificate.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 33(a)(ii) - Could be achieved two ways:

1. deem an Aboriginal individual to be a sustenance hunter
2. in determining whether a person has borrowed a firearm to hunt to sustain himself or herself or his or her family, consideration must be granted to the role of traditional hunting in the individuals lifestyle.

There are other provisions which are relevant: in the *Act*, s.112(2)(c)(iii); CCC - s. 91(5)(c), s.92(5)(c), s.94(5)(c).

## **SAFE STORAGE**

### **Issue 1: 'Caches' and 'out-post' camps**

Aboriginal peoples leave firearms in 'caches' or 'out-post' camps for the use of other community or family members.

### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual is not required to render inoperable, with a secure locking device, a non-restricted firearm left in traditional hunting camps that are located in remote regions.

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3(1)

Section 3(2) Would leave regulation, but have new subsection which would say not apply.

Section 3(1)(c)

**LeVasseur, Gilles**

**De:** Adkins, Michelle  
**A:** Manson, Sheryl; Henry, Jacqueline; LeVasseur, Gilles; Gordo  
**Objet:** Consultation Document  
**Date:** mai 28, 1996 13:30  
**Niveau de priorité:**

Microsoft Mail v3.0 IPM.Microsoft Mail.Note  
From: Adkins, Michelle  
To: Manson, Sheryl  
Henry, Jacqueline  
LeVasseur, Gilles  
Gordon, Wendy  
Subject: Consultation Document  
Date: 1996-05-28 13:25  
Priority: R  
Message ID: F3627324  
Conversation ID: F3627324  
Attachments:  
CONS-DOC.DOC

---

In preparation for our meeting tomorrow, I'm sending you a draft copy of t consultation document that the Consultative Unit proposes to provide to Aboriginal peoples.

Please note that the format we have chosen is to reflect the fact that we want this to be a "take-away" document. That is, although we will provid other documents which provide general information on the legislation, the attached document will provide basic information to hopefully ensure a cle understanding of the issues and proposed solutions.

We look forward to your comments.

p.s. Do we remove treaty ammunition for general mailing to Aboriginal communities and organizations, or was the removal only for the purposes of consultation taking place today?

<<Pièce Jointe: CONS-DOC.DOC>>

m.a.

Mardi - 28 / 1  
Mercredi - 29 / 2 h00 à 18h00  
Jeudi - 30 / 9h00 à 14h00

**PHASE II**  
**ABORIGINAL CONSULTATION DOCUMENT**

The purpose of this document is to inform as well as to encourage comments regarding the drafting of the Aboriginal regulations under the *Firearms Act*. This document is being provided to Aboriginal communities and organizations across Canada. Although limited resources prevent the Department from conducting one-on-one consultations with each Aboriginal group, all Aboriginal people are encouraged to submit any comments or concerns to the Aboriginal Consultative Unit at the Canadian Firearms Centre.

This document briefly describes aspects of the *Firearms Act* and the areas that have been highlighted as being of particular concern to Aboriginal people. These concerns are summarized and followed by possible solutions. The solutions proposed are only possibilities and therefore should not be considered as final.

**As the Aboriginal regulations will be tabled before Parliament in the Fall, comments should be submitted to the Consultative Unit no later than July 31, 1996.**

**INTRODUCTION**

- The Minister of Justice is committed to consulting Aboriginal peoples to ensure that the rights, traditions and cultures of Aboriginal people are respected.
- Responding to initial concerns raised by Aboriginal leaders, the Minister of Justice included in the legislation:
  1. A provision expressing Parliament's intent that the new law should not interfere with the constitutional protection given to the Aboriginal or treaty rights of the Aboriginal peoples of Canada (i.e. a non-derogation clause).
  2. A provision to permit a parent or guardian to give consent for a minor to obtain a firearms licence orally or in writing in their Aboriginal language.
  3. A provision to make the custom of lending firearms easier by providing that when the borrower is a sustenance hunter, the owner does not also have to lend the registration certificate for the firearm to the borrower.

## ABORIGINAL CONSULTATIONS

- A three-phase consultation process was developed to help identify Aboriginal concerns and to provide for ongoing dialogue between Aboriginal peoples and the federal government.

**Phase I** was completed in January of this year and involved consultations with over 50 Aboriginal groups across Canada to explain the *Firearms Act* and more importantly, to identify the issues and concerns that Aboriginal peoples have respecting the implementation of the legislation.

**Phase II** which is currently under way, will focus on obtaining feedback and suggestions from Aboriginal peoples concerning draft solutions for Aboriginal specific regulations. This input will aid in the drafting of the regulations.

**Phase III** provides another opportunity for Aboriginal peoples to raise concerns. All *Firearms Act* regulations must be reviewed by Parliament, who shall refer them to an appropriate committee for review. This could involve public hearings.

## PROPOSED REGULATORY SOLUTIONS

### LICENCING

- The licensing system will begin in early 1997.
- The firearms licence is good for 5 years - renewable every 5 years.
- There are two kinds of firearms licences for individuals 18 years of age and over:
  - Non-acquisition licence
  - Acquisition licence.

NON-ACQUISITION (Must Apply by 2001)	ACQUISITION
• Currently own a firearm	• May or may not currently own a firearm
• Do not intend to acquire more firearms (but can still apply for an acquisition licence at any time)	• Intend to acquire a firearm(s)
• Not required to take the Canadian Firearms Safety Course	• Must take the Canadian Firearms Safety Course
• Application process is mail-in format	• Application process similar to existing FAC
• Renewable every 5 years	• Renewable every 5 years

### 1. ELIGIBILITY TO HOLD A LICENCE

- In the interest of public safety, a person may not be eligible to hold a licence if that person:
  1. has been convicted of certain criminal offences;
  2. has been treated for a mental illness associated with violence; or
  3. has a history of violent behavior.
- Where there are safety concerns, a Chief Firearms Officer may conduct an investigation of an applicant before determining eligibility.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The eligibility criteria may prevent many Aboriginal individuals from obtaining a firearms licence.	In making a determination of a Aboriginal applicants eligibility to hold a firearms licence, a Chief Firearms Officer, at the request of an applicant, will consider recommendations from one or more members of the individual's Aboriginal community (e.g. Elders, Chiefs, or Band Councilors)

→ Discussion de Bill

## 2. COMMUNAL POSSESSION

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.	To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carry out traditional hunting practices should hold a firearms licence. The most effective means to achieve this is through the issuance of a <b>non-acquisition</b> firearms licence. An Aboriginal individual may apply for a <b>non-acquisition licence if they currently own a firearm or use a non-restricted firearm for traditional hunting purposes</b> .

Exposé  
à partie  
de nos  
discussions

### **3. APPLICATION PROCESS**

- It is likely that individuals applying for a non-acquisition firearms licence will be required to sign a statement that they own a firearm(s) on the date the legislation comes into effect (early 1997).

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
Due to language and literacy concerns, many Aboriginal peoples will face difficulty in applying for a firearms licence.	Where an Aboriginal applicant is required to make a declaration, he or she may do so orally, or in any other manner, that is satisfactory to the Chief Firearms Officer.

### **4. COST**

- The following table sets out the **approximate** costs for various firearms licences:

<b>TYPE OF LICENCE</b>	<b>APPROXIMATE COST</b>
<b>Non-Acquisition Licence</b>	Minimum of \$10 for a 5-year licence beginning in 1997 and increasing to approximately \$60 by 2001 for a 5-year licence
<b>Acquisition Licence</b>	Approximately \$60 for a 5-year licence
<b>Minors' Licence</b>	Approximately \$10 for a 1-year licence
<b>Sustenance Licence</b>	No fee

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
Many Aboriginal peoples will not be able to pay the licencing fee and will therefore (1) be at risk of committing a criminal offence or, (2) be unable to continue traditional hunting practices.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider reducing or waiving fees for Aboriginal peoples.

## A. MINORS' LICENCE

- A minors' licence is for anyone under the age of 18.
- Minors can only use a firearm, they cannot purchase or own a firearm.

### 1. MINORS' SUSTENANCE LICENCE

- Children under 12 years of age can obtain a minors' licence only if they are sustenance hunters.

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
Many Aboriginal children who hunt are below 12 years of age. A CFO cannot issue a firearms licence to an Aboriginal individual, below 12 years of age, unless they are a sustenance hunter.	In determining whether a Aboriginal minor is eligible for a sustenance licence, a Chief Firearms Officer must consider the importance, to that minor, the traditional hunting practices of his or her community.

### 2. APPLICATION PROCESS

- An individual can only obtain a minors' licence if a parent or person with custody of the minor consents in writing, or in another manner agreed to by the CFO, that the minor may obtain a licence.

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
The current practice of issuing a minors' licence on a yearly basis may pose difficulties for some Aboriginal peoples.	A CFO will issue a minors' licence to an Aboriginal individual for at least a period of three years unless the circumstances of a particular case warrant otherwise. An Aboriginal minor will not, in general, have to renew a minors' licence each year.

**CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

- The table below indicates who must take the Canadian Firearms Safety Course (CFSC):

<b>TYPE OF LICENCE</b>	<b>CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE</b>
<b>Non-Acquisition Licence</b>	Not required to take the CFSC
<b>Acquisition Licence</b>	Must take the CFSC or satisfy safety requirement
<b>Minors' Licence</b>	Must take the CFSC
<b>Minors' Sustenance Licence</b>	Not required to take the CFSC

- In certain circumstances, an individual who demonstrates sufficient knowledge of safe-handling of non-restricted firearms may be exempted by the Chief Firearms Officer from taking the CFSC (i.e. alternate certification).

<b>CONCERN</b>	<b>POSSIBLE SOLUTION</b>
1. The CFSC does not recognize the importance of the position of Aboriginal elders in Aboriginal communities or the importance of their teachings.  2. The difficulties for many Aboriginal communities is access to the CFSC, i.e. availability of instructors, cost to deliver program in remote communities.	1. Aboriginal Elders to be alternately certified where possible.  2. Where the CFSC is not readily available, the regulations may provide for alternate certification for Aboriginal individuals. Additional elements would include: <ul style="list-style-type: none"> <li>• waiving of fees for Aboriginal individuals who are alternately certified;</li> <li>• designation of an Aboriginal individual within a community who would participate in the alternate certification process;</li> </ul>

## AMMUNITION

- Until January 1, 2001 anyone with a firearms licence or a "prescribed" document (e.g. driver's licence) can purchase ammunition.
- After January 1, 2001 only individuals with a firearms licence can buy or receive ammunition.
- An individual with a firearms licence or a prescribed document is permitted to receive ammunition that has been purchased by another person.
- There is no limit on the quantity of ammunition which may be purchased.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Some aboriginal peoples have a Treaty right to receive ammunition (Treaties 3-11, excluding Treaty 9). The <i>Firearms Act</i> now requires individuals to hold a valid firearms licence before they can receive the treaty ammunition licence.	The Department of Justice is currently assessing the impact of the <i>Firearms Act</i> on Treaty obligation to transfer ammunition, and is reviewing possible solutions to ensure the Crown continues to meet this obligation.

## REGISTRATION SYSTEM

- Starting **late - 1998**, firearms owners will have until **January 1, 2003** to register their guns.
- In order to register a firearm, an individual must have a firearms licence or valid FAC.
- **Registration is good for life** unless the owner changes the status of the firearm (e.g. gives away, sells, exports, deactivates or destroys the firearm).
- One registration certificate will be issued for each firearm.
- The registration certificate must be carried with the firearm at all times.
  - The cost of registering a firearm will increase over a five-year period. In 1998, there will be a minimum cost of \$10 for up to the first ten firearms an individual owns. This cost may increase to \$18 for up to 10 firearms.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
Some Aboriginal individuals may be unable to pay the registration fee and will therefore (1) be at risk of committing a criminal offence or (2) be unable to continue traditional hunting practices.	The Minister of Justice has stated publicly that he is willing to consider the reducing or waiving fees for Aboriginal individuals. This registration fee waiver or reduction would apply to a limit of 10 non-restricted firearms.

### LENDING

- Authorized lending can be done in two ways:
  1. Where the owner has reason to believe that the borrower holds the appropriate firearms licence you can lend the person your firearm along with the firearms registration certificate. **Exception:** If the borrower is a sustenance hunter, then it is not necessary to also lend the registration certificate that goes with the firearm.
  2. If the person borrowing the firearm does not have a firearms licence then that person must be under the direct and immediate supervision of the owner.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The traditional Aboriginal practice of lending of firearms will be restricted under the <i>Firearms Act</i> .	An Aboriginal individual with a firearms licence, may borrow a non-restricted firearm without also having to borrow the registration certificate if the firearm is being used for traditional hunting purposes.

### SAFE STORAGE

- Regulations will be drafted under the *Firearms Act* which will set out the requirements for safe storage of firearms.
- Failure to properly store firearms will be a criminal offence.

CONCERN	POSSIBLE SOLUTION
The Aboriginal practice of leaving firearms in "caches" or "out-post" camps will be restricted under the <i>Firearms Act</i> by the safe storage requirements for all firearms not in immediate use.	The Department is willing to review what measures should be considered in developing safe storage and transportation regulations that would take into account the unique storage requirements of Aboriginal peoples traditional hunting lifestyle.

*↓  
Secure*

## **FIREARMS LICENCES**

### **Issue 1: Ability to Hold a Licence**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their peoples will be ineligible to hold a firearms licence with little consideration granted to the perspective of the applicant's community or the importance of hunting in the individual's cultural and traditional lifestyle.

#### **Possible Solution:**

Where a CFO is conducting an investigation of an Aboriginal individual for the purposes of a licence application, the CFO shall consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle.

To ensure this, the CFO shall consider the recommendations of the applicants community Elder, Chief , Band Councilor or other designated individual.

#### **Relevant Sections of Acts**

Section 5 - Eligibility Criteria → Section 55 (2) - Investigation by CFO

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 4

Section 7 - would add on to provision.

### **Issue 2: Communal Ownership**

Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.

#### **Possible Solution:**

Section 15 of the *Firearms Act* provides that a 'registration certificate for a firearm may be issued to only one person'. It is premised that a regulatory solution that would recognize 'communal ownership' would go beyond the s.117(u) enabling powers.

To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carrying out traditional hunting practices should be eligible to hold a firearms licence. The most effective means to achieve this, is through issuance of *possession-only* firearms licence.

**An Aboriginal individual is eligible to hold a possession-only licence if they own a non-restricted firearm, or use a non-restricted firearm of another Aboriginal individual within the same community, for the purpose of traditional hunting.**

**Relevant Sections of Act**

Section 7 (4)(c)

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 6 - Will need to change because of need for individuals to be in continuous possession of firearm.

**Issue 3: Application Process**

Under the current system no one is required to have an authorization to possess a regular firearm (except for a minors' permit), although those acquiring new firearms of any kind must have a firearms acquisition certificate (FAC). Aboriginal representatives believe that the existing difficulties in applying for a FAC will be compounded by the wider scope of the new requirement that everyone in possession of a firearm have a licence.

Aboriginal peoples have expressed a concern with the difficulties many of their peoples face in applying for a firearms licence and registration certificate(s). Examples provided relate to language and/or literacy concerns, ability to meet photo requirement, access to postal service, etc.

One example that can be addressed through regulations is in respect of declarations - an applicant applying for a possession-only firearms licence will be required on the application form to make a declaration in writing that they possessed one or more firearms, that are neither restricted or prohibited firearms, on commencement day.

**Possible Solution:**

Provide that where an Aboriginal individual is required to provide a declaration on an application form, they may do so in writing or orally in an Aboriginal language.

**Relevant Sections of Act**

Section 54 - Note that nothing requires to be in writing.

Section 8 (5) - This provision reflects what trying to achieve.

Section 58 (3) is an example of what trying to get away from, i.e. "chief firearms officer shall have a parent...sign the licence, including any conditions.."

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3

Section 7

### **Issue 4: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their people will be unable to pay the fee for a firearms licence. In this respect, Aboriginal peoples believe many of their peoples will therefore (1) commit a Criminal Code offence by failing to have the required licence and registration certificate(s) or, (2) be unable to practice traditional lifestyles.

#### **Possible Solutions:**

- i) **Waive** the licence fee for an “Aboriginal Individual”.
- ii) **Reduce** fees for an Aboriginal individual applying for a firearms licence.

#### **Relevant Section of Act**

Section 117 (q) - Nothing in Regulations since fees are not done yet.

### **MINORS' LICENCE**

#### **Issue 1: Minimum Age of Minor**

Aboriginal peoples have spoken of the early age many of their peoples begin hunting. A CFO cannot issue a licence to an Aboriginal individual below 12 years of age unless they are a sustenance hunter.

#### **Possible Solution:**

In determining whether an Aboriginal who is less than 18 years of age needs a minors' licence to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family, a CFO should consider the importance of the applicants traditional hunting practices.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 8(2) - in particular, although s.8(3) relevant, but believe cannot adapt because goes to the substance of this particular provision.

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

## Section 8

### **Issue 2: Application Process (Term of Licence)**

Aboriginal representatives have expressed a concern that the application process for a Minors' Licence will pose many difficulties for many of their peoples, i.e. language, literacy.

#### **Possible Solution:**

In addition to providing the forms in Aboriginal language, a regulatory solution would be the issuance of a minors licence for a three year term, versus one year: A CFO ~~should~~ shall? issue an Aboriginal individual, less than 18 years old, a minors' licence for a 3 year term.

*the normal  
period to  
age 18*

#### **Relevant Sections of Act**

Section 64(2)(b)

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Might possibly include section 8.

### **CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

### **Issue 1: Cultural Relevance of CFSC**

Many Aboriginal peoples have expressed a concern that the CFSC (1) will not recognize the traditional teachings of elders as an eligibility requirement, and (2) may prevent them from continuing to hunt for sustenance or as part of traditional lifestyle.

#### **Possible Solutions:**

Provide that where the CFSC is not readily available, because of language or availability of the CFSC Instructors, that an Aboriginal individual ~~should be~~ shall be "alternately certified".

In implementing this, the following policy initiatives would be relevant:

#### **Re: "Alternate Certification"**

- ⇒ Waive the fee for an Aboriginal individual applying for alternate certification.
- ⇒ An Aboriginal elder should be 'alternately certified', if at all possible.

⇒ Provide that a CFO should consider relevant the recommendations of a Aboriginal individual (who has satisfied the safety requirement), designated by the community and on a list recorded with CFO, in determining whether an applicant within that community can be alternately certified.

### **Relevant Sections of Act**

Section 7(1)

Section 7 (1)(a)

Section 7 (4)(a) - Alternate certification

Section 117(1) - Fees (waiving of fee for alternate certification)

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 15 - For Aboriginal peoples, date will not be relevant, instead must determine whether CFSC is reasonably available on basis of geographical remoteness and/or language.

## **NON-PROHIBITED AMMUNITION TRANSFER**

### **Issue 1: Treaty Ammunition**

Treaties 3 to 11, excluding 9, provide for recurring incidental expenditures for ammunition, or monies for ammunition, to be provided to Treaty beneficiaries.

#### **Possible Solution:**

The provision of ammunition pursuant to a Treaty obligation will fall outside of the scope of the *Firearms Act*.

*Indian Moneys Directorate, DIAND has indicated that the transfer of Treaty ammunition occurs on Treaty Day. The actual amount of ammunition transferred is approximately one box of shells or bullets per Band.*

### **Relevant Sections of Act**

Section 2(3) - Non-derogation clause

Section 25 - Premised that to extent that s.25 impacts treaty right, doesn't apply.

## **REGISTRATION CERTIFICATES**

### **Issue 1: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern with the cost required to register a firearm.

#### **Possible Solution:**

Waiving fees for registration certificates for up to 10 non-restricted firearms.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 117(q)

## **LENDING**

### **Issue 1: Traditional practice of lending**

The lending of firearms within Aboriginal communities is a common practice. Therefore, for many Aboriginal peoples, a concern has been expressed that this practice will be limited under the firearms legislation. The amendment to the Act addressed this concern only for sustenance hunters.

#### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual, with appropriate firearms licence, may borrow a non-restricted firearm *without* also having to borrow the registration certificate.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 33(a)(ii) - Could be achieved two ways:

1. deem an Aboriginal individual to be a sustenance hunter
2. in determining whether a person has borrowed a firearm to hunt to sustain himself or herself or his or her family, consideration must be granted to the role of traditional hunting in the individuals lifestyle.

There are other provisions which are relevant: in the *Act*, s.112(2)(c)(iii); CCC - s. 91(5)(c), s.92(5)(c), s.94(5)(c).

## **SAFE STORAGE**

### **Issue 1: 'Caches' and 'out-post' camps**

Aboriginal peoples leave firearms in 'caches' or 'out-post' camps for the use of other community or family members.

#### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual is not required to render inoperable, with a secure locking device, a non-restricted firearm left in traditional hunting camps that are located in remote regions.

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3(1)

Section 3(2) Would leave regulation, but have new subsection which would say not apply.

Section 3(1)(c)

## **FIREARMS LICENCES**

### **Issue 1: Ability to Hold a Licence**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their peoples will be ineligible to hold a firearms licence with little consideration granted to the perspective of the applicant's community or the importance of hunting in the individual's cultural and traditional lifestyle.

#### **Possible Solution:**

Where a CFO is conducting an investigation of an Aboriginal individual for the purposes of a licence application, the CFO shall consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle.

To ensure this, the CFO shall consider the recommendations of the applicants community Elder, Chief , Band Councilor or other designated individual.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 5 - Eligibility Criteria → Section 55 (2) - Investigation by CFO

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 4

Section 7 - would add on to provision.

### **Issue 2: Communal Ownership**

Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.

#### **Possible Solution:**

Section 15 of the *Firearms Act* provides that a 'registration certificate for a firearm may be issued to only one person'. It is premised that a regulatory solution that would recognize 'communal ownership' would go beyond the s.117(u) enabling powers.

To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carrying out traditional hunting practices should be eligible to hold a firearms licence. The most effective means to achieve this, is through issuance of *possession-only* firearms licence.

An Aboriginal individual is eligible to hold a possession-only licence if they own a non-restricted firearm, or use a non-restricted firearm of another Aboriginal individual within the same community, for the purpose of traditional hunting.

**Relevant Sections of Act**

Section 7 (4)(c)

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 6 - Will need to change because of need for individuals to be in continuous possession of firearm.

**Issue 3: Application Process**

Under the current system no one is required to have an authorization to possess a regular firearm (except for a minors' permit), although those acquiring new firearms of any kind must have a firearms acquisition certificate (FAC). Aboriginal representatives believe that the existing difficulties in applying for a FAC will be compounded by the wider scope of the new requirement that everyone in possession of a firearm have a licence.

Aboriginal peoples have expressed a concern with the difficulties many of their peoples face in applying for a firearms licence and registration certificate(s). Examples provided relate to language and/or literacy concerns, ability to meet photo requirement, access to postal service, etc.

One example that can be addressed through regulations is in respect of declarations - an applicant applying for a possession-only firearms licence will be required on the application form to make a declaration in writing that they possessed one or more firearms, that are neither restricted or prohibited firearms, on commencement day.

**Possible Solution:**

Provide that where an Aboriginal individual is required to provide a declaration on an application form, they may do so in writing or orally in an Aboriginal language.

**Relevant Sections of Act**

Section 54 - Note that nothing requires to be in writing.

Section 8 (5) - This provision reflects what trying to achieve.

Section 58 (3) is an example of what trying to get away from, i.e. "chief firearms officer shall have a parent...sign the licence, including any conditions.."

### Relevant Sections of Draft Regulations

Section 3  
Section 7

#### **Issue 4: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their people will be unable to pay the fee for a firearms licence. In this respect, Aboriginal peoples believe many of their peoples will therefore (1) commit a Criminal Code offence by failing to have the required licence and registration certificate(s) or, (2) be unable to practice traditional lifestyles.

#### Possible Solutions:

- i) Waive the licence fee for an "Aboriginal Individual".
- ii) Reduce fees for an Aboriginal individual applying for a firearms licence.

#### Relevant Section of Act

Section 117 (q) - Nothing in Regulations since fees are not done yet.

### MINORS' LICENCE

#### **Issue 1: Minimum Age of Minor**

Aboriginal peoples have spoken of the early age many of their peoples begin hunting. A CFO cannot issue a licence to an Aboriginal individual below 12 years of age unless they are a sustenance hunter.

#### Possible Solution:

In determining whether an Aboriginal who is less than 18 years of age needs a minors' licence to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family, a CFO should consider the importance of the applicants traditional hunting practices.

#### Relevant Sections of Act

Section 8(2) - in particular, although s.8(3) relevant, but believe cannot adapt because goes to the substance of this particular provision.

### Relevant Sections of Draft Regulations

## Section 8

### **Issue 2: Application Process (Term of Licence)**

Aboriginal representatives have expressed a concern that the application process for a Minors' Licence will pose many difficulties for many of their peoples, i.e. language, literacy.

#### **Possible Solution:**

In addition to providing the forms in Aboriginal language, a regulatory solution would be the issuance of a minors licence for a three year term, versus one year: **A CFO should issue an Aboriginal individual, less than 18 years old, a minors' licence for a 3 year term.**

#### **Relevant Sections of Act**

Section 64(2)(b)

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Might possibly include section 8.

### **CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE**

### **Issue 1: Cultural Relevance of CFSC**

Many Aboriginal peoples have expressed a concern that the CFSC (1) will not recognize the traditional teachings of elders as an eligibility requirement, and (2) may prevent them from continuing to hunt for sustenance or as part of traditional lifestyle.

#### **Possible Solutions:**

Provide that where the CFSC is not readily available, because of language or availability of the CFSC Instructors, that an Aboriginal individual should be "alternately certified".

In implementing this, the following policy initiatives would be relevant:

#### **Re: "Alternate Certification"**

- ⇒ Waive the fee for an Aboriginal individual applying for alternate certification.
- ⇒ An Aboriginal elder should be 'alternately certified', if at all possible.

⇒ Provide that a CFO should consider relevant the recommendations of a Aboriginal individual (who has satisfied the safety requirement), designated by the community and on a list recorded with CFO, in determining whether an applicant within that community can be alternately certified.

### **Relevant Sections of Act**

Section 7(1)

Section 7 (1)(a)

Section 7 (4)(a) - Alternate certification

Section 117(1) - Fees (waiving of fee for alternate certification)

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 15 - For Aboriginal peoples, date will not be relevant, instead must determine whether CFSC is reasonably available on basis of geographical remoteness and/or language.

## **NON-PROHIBITED AMMUNITION TRANSFER**

### **Issue 1: Treaty Ammunition**

Treaties 3 to 11, excluding 9, provide for recurring incidental expenditures for ammunition, or monies for ammunition, to be provided to Treaty beneficiaries.

### **Possible Solution:**

The provision of ammunition pursuant to a Treaty obligation will fall outside of the scope of the *Firearms Act*.

*Indian Moneys Directorate, DIAND has indicated that the transfer of Treaty ammunition occurs on Treaty Day. The actual amount of ammunition transferred is approximately one box of shells or bullets per Band.*

### **Relevant Sections of Act**

Section 2(3) - Non-derogation clause

Section 25 - Premised that to extent that s.25 impacts treaty right, doesn't apply.

## **REGISTRATION CERTIFICATES**

### **Issue 1: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern with the cost required to register a firearm.

#### **Possible Solution:**

Waiving fees for registration certificates for up to 10 non-restricted firearms.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 117(q)

## **LENDING**

### **Issue 1: Traditional practice of lending**

The lending of firearms within Aboriginal communities is a common practice. Therefore, for many Aboriginal peoples, a concern has been expressed that this practice will be limited under the firearms legislation. The amendment to the Act addressed this concern only for sustenance hunters.

#### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual, with appropriate firearms licence, may borrow a non-restricted firearm *without* also having to borrow the registration certificate.

#### **Relevant Sections of Act**

Section 33(a)(ii) - Could be achieved two ways:

1. deem an Aboriginal individual to be a sustenance hunter
2. in determining whether a person has borrowed a firearm to hunt to sustain himself or herself or his or her family, consideration must be granted to the role of traditional hunting in the individuals lifestyle.

There are other provisions which are relevant: in the Act, s.112(2)(c)(iii); CCC - s. 91(5)(c), s.92(5)(c), s.94(5)(c).

## **SAFE STORAGE**

### **Issue 1: 'Caches' and 'out-post' camps**

Aboriginal peoples leave firearms in 'caches' or 'out-post' camps for the use of other community or family members.

### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual is not required to render inoperable, with a secure locking device, a non-restricted firearm left in traditional hunting camps that are located in remote regions.

### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3(1)

Section 3(2) Would leave regulation, but have new subsection which would say not apply.

Section 3(1)(c)

May 17/96.

## FIREARMS LICENCES

### **Issue 1: Ability to Hold a Licence**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their peoples will be ineligible to hold a firearms licence with little consideration granted to the perspective of the applicant's community or the importance of hunting in the individual's cultural and traditional lifestyle.

#### **Possible Solution:**

Where a CFO is conducting an investigation of an Aboriginal individual for the purposes of a licence application, the CFO shall consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle.

To ensure this, the CFO shall consider the recommendations of the applicants community Elder, Chief , Band Councilor or other designated individual.

#### **Relevant Sections of Acts**

→ exclusive 7

(1)\*

Section 5 - Eligibility Criteria → Section 55 (2) - Investigation by CFO

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 4 → 1(6)(a)

Section 7 - would add on to provision.

### **Issue 2: Communal Ownership**

Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.

#### **Possible Solution:**

Section 16 of the *Firearms Act* provides that a 'registration certificate for a firearm may be issued to only one person'. It is premised that a regulatory solution that would recognize 'communal ownership' would go beyond the s.117(u) enabling powers.

To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carrying out traditional hunting practices should be eligible to hold a firearms licence. The most effective means to achieve this, is through issuance of *possession-only* firearms licence.

16  
s.117 Act  
circumstances  
33 (a) Act  
34

An Aboriginal individual is eligible to hold a possession-only licence if they own a non-restricted firearm, or use a non-restricted firearm of another Aboriginal individual within the same community, for the purpose of traditional hunting.

**Relevant Sections of Act**

Section 7 (4)(c) "possessed"

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 6 - Will need to change because of need for individuals to be in continuous possession of firearm.

**Issue 3: Application Process**

Under the current system no one is required to have an authorization to possess a regular firearm (except for a minors' permit), although those acquiring new firearms of any kind must have a firearms acquisition certificate (FAC). Aboriginal representatives believe that the existing difficulties in applying for a FAC will be compounded by the wider scope of the new requirement that everyone in possession of a firearm have a licence.

Aboriginal peoples have expressed a concern with the difficulties many of their peoples face in applying for a firearms licence and registration certificate(s). Examples provided relate to language and/or literacy concerns, ability to meet photo requirement, access to postal service, etc.

One example that can be addressed through regulations is in respect of declarations - an applicant applying for a possession-only firearms licence will be required on the application form to make a declaration in writing that they possessed one or more firearms, that are neither restricted or prohibited firearms, on commencement day.

**Possible Solution:**

Provide that where an Aboriginal individual is required to provide a declaration on an application form, they may do so in writing or orally in an Aboriginal language.

**Relevant Sections of Act**

Section 54 - Note that nothing requires to be in writing. - prescribed form + accompd by prescd info + \$  
Section 8 (5) - This provision reflects what trying to achieve. "in any other manner that is satisfactory"  
Section 58 (3) is an example of what trying to get away from, i.e. "chief firearms officer shall have a parent...sign the licence, including any conditions.."

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3 - applicant - "statement signed"; information in the application relate  
Section 7 - poss. "applicant" - "statement signed"

**Issue 4: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their people will be unable to pay the fee for a firearms licence. In this respect, Aboriginal peoples believe many of their peoples will therefore (1) commit a Criminal Code offence by failing to have the required licence and registration certificate(s) or, (2) be unable to practice traditional lifestyles.

**Possible Solutions:**

- i) Waive the licence fee for an "Aboriginal Individual".
- ii) Reduce fees for an Aboriginal individual applying for a firearms licence.

} clearly contemplated  
by 117(g) Act

**Relevant Section of Act**

54(1) Act "prescribed fees."

Section 117 (g) - Nothing in Regulations since fees are not done yet.

**MINORS' LICENCE**

**Issue 1: Minimum Age of Minor**

Aboriginal peoples have spoken of the early age many of their peoples begin hunting. A CFO cannot issue a licence to an Aboriginal individual below 12 years of age unless they are a sustenance hunter.

**Possible Solution:**

In determining whether an Aboriginal who is less than 18 years of age needs a minors' licence to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family, a CFO should consider the importance of the applicants traditional hunting practices.

**Relevant Sections of Act**

Section 8(2) - in particular, although s.8(3) relevant, but believe cannot adapt because goes to the substance of this particular provision. what? 12-18 yrs?

**Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 8 applied to minors - signed

### Issue 2: Application Process (Term of Licence)

Aboriginal representatives have expressed a concern that the application process for a Minors' Licence will pose many difficulties for many of their peoples, i.e. language, literacy.

#### Possible Solution:

In addition to providing the forms in Aboriginal language, a regulatory solution would be the issuance of a minors licence for a three year term, versus one year: A CFO should issue an Aboriginal individual, less than 18 years old, a minors' licence for a 3 year term.

*is it wise to  
be so specific?*

#### Relevant Sections of Act

Section 64(2)(b)

#### Relevant Sections of Draft Regulations

Might possibly include section 8.

### CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE

### Issue 1: Cultural Relevance of CFSC

Many Aboriginal peoples have expressed a concern that the CFSC (1) will not recognize the traditional teachings of elders as an eligibility requirement, and (2) may prevent them from continuing to hunt for sustenance or as part of traditional lifestyle.

#### **Possible Solutions:**

Provide that where the CFSC is not readily available, because of language or availability of the CFSC Instructors, that an Aboriginal individual should be "alternately certified".

In implementing this, the following policy initiatives would be relevant:

#### **Re: "Alternate Certification"**

- ✓ ⇒ Waive the fee for an Aboriginal individual applying for alternate certification.
- ⇒ An Aboriginal elder should be 'alternately certified', if at all possible.

re. the course? or alternate  
certificat?

- ⇒ Provide that a CFO should consider relevant the recommendations of a Aboriginal individual (who has satisfied the safety requirement), designated by the community and on a list recorded with CFO, in determining whether an applicant within that community can be alternately certified.

#### **Relevant Sections of Act**

- Section 7(1)
- Section 7 (1)(a)
- ✓ Section 7 (4)(a) - Alternate certification
- ✓ Section 117(1) - Fees (waiving of fee for alternate certification)

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

- ✓ Section 15 - For Aboriginal peoples, date will not be relevant, instead must determine whether CFSC is reasonably available on basis of geographical remoteness and/or language. *and Jan 1/19 would fit in*

## **NON-PROHIBITED AMMUNITION TRANSFER**

#### **Issue 1: Treaty Ammunition**

Treaties 3 to 11, excluding 9, provide for recurring incidental expenditures for ammunition, or monies for ammunition, to be provided to Treaty beneficiaries.

#### **Possible Solution:**

The provision of ammunition pursuant to a Treaty obligation will fall outside of the scope of the *Firearms Act*.

*Indian Moneys Directorate, DIAND has indicated that the transfer of Treaty ammunition occurs on Treaty Day. The actual amount of ammunition transferred is approximately one box of shells or bullets per Band.*

#### **Relevant Sections of Act**

- ✓ Section 2(3) - Non-derogation clause
- ✓ Section 25 - Premised that to extent that s.25 impacts treaty right, doesn't apply.

## REGISTRATION CERTIFICATES

### **Issue 1: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern with the cost required to register a firearm.

### **Possible Solution:**

Waiving fees for registration certificates for up to 10 non-restricted firearms.

### **Relevant Sections of *Act*:**

Section 117(q)

## LENDING

### **Issue 1: Traditional practice of lending**

The lending of firearms within Aboriginal communities is a common practice. Therefore, for many Aboriginal peoples, a concern has been expressed that this practice will be limited under the firearms legislation. The amendment to the *Act* addressed this concern only for sustenance hunters.

### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual, with appropriate firearms licence, may borrow a non-restricted firearm *without* also having to borrow the registration certificate.

### **Relevant Sections of *Act*:**

Section 33(a)(ii) - Could be achieved two ways:

1. deem an Aboriginal individual to be a sustenance hunter
2. in determining whether a person has borrowed a firearm to hunt to sustain himself or herself or his or her family, consideration must be granted to the role of traditional hunting in the individuals lifestyle.

There are other provisions which are relevant: in the *Act*, s.112(2)(c)(iii); CCC - s. 91(5)(c), s.92(5)(c), s.94(5)(c).

## SAFE STORAGE

### **Issue 1: 'Caches' and 'out-post' camps**

Aboriginal peoples leave firearms in 'caches' or 'out-post' camps for the use of other community or family members.

#### **Possible Solution:**

An Aboriginal individual is not required to render inoperable, with a secure locking device, a non-restricted firearm left in traditional hunting camps that are located in remote regions.

#### **Relevant Sections of Draft Regulations**

Section 3(1)

Section 3(2) Would leave regulation, but have new subsection which would say not apply.

Section 3(1)(c)

## FIREARMS LICENCES

### **Issue 1: Ability to Hold a Licence**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their peoples will be ineligible to hold a firearms licence with little consideration granted to the perspective of the applicant's community or the importance of hunting in the individual's cultural and traditional lifestyle.

#### **Possible Solution:**

Where a CFO is conducting an investigation of an Aboriginal individual for the purposes of a licence application, the CFO shall consider the role that hunting plays in the individual's cultural and traditional lifestyle.

To ensure this, the CFO shall consider the recommendations of the applicants community Elder, Chief , Band Councilor or other designated individual.

### **Issue 2: Application Process**

Under the current system no one is required to have an authorization to possess a regular firearm (except for a minors' permit), although those acquiring new firearms of any kind must have a firearms acquisition certificate (FAC). Aboriginal representatives believe that the existing difficulties in applying for a FAC will be compounded by the wider scope of the new requirement that everyone in possession of a firearm have a licence.

Aboriginal peoples have expressed a concern with the difficulties many of their peoples face in applying for a firearms licence and registration certificate(s). Examples provided relate to language and/or literacy concerns, ability to meet photo requirement, access to postal service, etc.

One example that can be addressed through regulations is in respect of declarations - an applicant applying for a possession-only firearms licence will be required on the application form to make a declaration in writing that they possessed one or more firearms, that are neither restricted or prohibited firearms, on commencement day.

#### **Possible Solution:**

Provide that where an Aboriginal individual is required to provide a declaration on an application form, they may do so in writing or orally in an Aboriginal language.

### **Issue 3: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern that many of their people will be unable to pay the fee for a firearms licence. In this respect, Aboriginal peoples believe many of their peoples will therefore (1) commit a Criminal Code offence by failing to have the required licence and registration certificate(s) or, (2) be unable to practice traditional lifestyles.

#### **Possible Solutions:**

- i) Waive** the licence fee for an “Aboriginal Individual”.
- ii) Reduce** fees for an Aboriginal individual applying for a firearms licence.

### **MINORS' LICENCE**

#### **Issue 1: Minimum Age of Minor**

Aboriginal peoples have spoken of the early age many of their peoples begin hunting. A CFO cannot issue a licence to an Aboriginal individual below 12 years of age unless they are a sustenance hunter.

#### **Possible Solution:**

In determining whether an Aboriginal who is less than 18 years of age needs a minors’ licence to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family, a CFO should consider the importance of the applicants traditional hunting practices.

#### **Issue 2: Application Process**

Aboriginal representatives have expressed a concern that the application process for a Minors’ Licence will pose many difficulties for many of their peoples, i.e. language, literacy.

#### **Possible Solution:**

In addition to providing the forms in Aboriginal language, a regulatory solution would be the issuance of a minors licence for a three year term, versus one year: **A CFO should issue an Aboriginal individual, less than 18 years old, a minors’ licence for a 3 year term.**

## CANADIAN FIREARMS SAFETY COURSE

### **Issue 1: Cultural Relevance of CFSC**

Many Aboriginal peoples have expressed a concern that the CFSC (1) will not recognize the traditional teachings of elders as an eligibility requirement, and (2) may prevent them from continuing to hunt for sustenance or as part of traditional lifestyle.

#### **Possible Solutions:**

Provide that where the CFSC is not readily available, because of language or availability of the CFSC Instructors, that an Aboriginal individual should be “alternately certified”.

In implementing this, the following policy initiatives would be relevant:

#### **Re: “Alternate Certification”**

- ⇒ Waive the fee for an Aboriginal individual applying for alternate certification.
- ⇒ An Aboriginal elder should be ‘alternately certified’, if at all possible.
- ⇒ Provide that a CFO should consider relevant the recommendations of a Aboriginal individual (who has satisfied the safety requirement), designated by the community and on a list recorded with CFO, in determining whether an applicant within that community can be alternately certified.

## NON-PROHIBITED AMMUNITION TRANSFER

### **Issue 1: Treaty Ammunition**

Treaties 3 to 11, excluding 9, provide for recurring incidental expenditures for ammunition, or monies for ammunition, to be provided to Treaty beneficiaries.

#### **Possible Solution:**

The provision of ammunition pursuant to a Treaty obligation will fall outside of the scope of the *Firearms Act*.

*Indian Moneys Directorate, DIAND has indicated that the transfer of Treaty ammunition occurs on Treaty Day. The actual amount of ammunition transferred is approximately one box of shells or bullets per Band.*

## REGISTRATION CERTIFICATES

### **Issue 1: Cost**

Aboriginal peoples have expressed a concern with the cost required to register a firearm.

#### **Possible Solution:**

Waiving fees for registration certificates for up to 10 non-restricted firearms.

### **Issue 2: Communal Ownership**

Aboriginal peoples have expressed a concern that the firearms legislation does not recognize "communal" ownership of firearms.

#### **Possible Solution:**

Section 15 of the *Firearms Act* provides that a 'registration certificate for a firearm may be issued to only one person'. It is premised that a regulatory solution that would recognize 'communal ownership' would go beyond the s.117(u) enabling powers.

To address the underlying concern, which is the ability for individuals to continue to borrow other community members firearms for hunting, all Aboriginal peoples within a community who carrying out traditional hunting practices should be eligible to hold a firearms licence. The most effective means to achieve this, is through issuance of *possession-only* firearms licence.

**An Aboriginal individual is eligible to hold a possession-only licence if they own a non-restricted firearm, or use a non-restricted firearm of another Aboriginal individual within the same community, for the purpose of traditional hunting.**

## LENDING

### **Issue 1: Traditional practice of lending**

The lending of firearms within Aboriginal communities is a common practice. Therefore, for many Aboriginal peoples, a concern has been expressed that this practice will be limited under the firearms legislation. The amendment to the Act addressed this concern only for sustenance hunters.

**Possible Solution:**

An Aboriginal individual, with appropriate firearms licence, may borrow a non-restricted firearm *without* also having to borrow the registration certificate.

**SAFE STORAGE**

**Issue 1: 'Caches' and 'out-post' camps**

Aboriginal peoples leave firearms in 'caches' or 'out-post' camps for the use of other community or family members.

**Possible Solution:**

An Aboriginal individual is not required to render inoperable, with a secure locking device, a non-restricted firearm left in traditional hunting camps that are located in remote regions.

→ toujours le  
16 septembre

- 1) 30 septembre 1996 pour dépôt possible
- 2) Objectif 17 décembre 1996
- 3) Révision parlementaire / fin novembre

Final draft 6 September 1996

27 octobre

CFO → 18 septembre

Ministre → 26 septembre

Cucus rural → 8 octobre

Comité spécial → 22 octobre

Consultation / très peu de commentaires  
des CFO

16

1) 117(2) "as the request" of the applicant

problème avec 15(2) de la Charte

- section 4 Reg >> not mentioned

↳ 7 ajouté 7(e) nouveau paragraphe

2) Communauté

minor

1) CFC - heed relative to Aboriginal community

- cultural destruction

2)

The Crown will continue its obligation  
with the Treaty → Formula to expand  
S. 25 transfer to beneficiaries by the  
Crown

1) Élections made → fair for Aboriginal  
language



# 1) Application / historical treaties Modern land claims agreements

- longer → past de problem
- Minetur → subsistence hunting
- munition transfer → no prob.
- safe storage → on land

→ proof of

→ ~~which~~ these reg apply to persons with  
aboriginal ancestry who  
possess or practice a traditional style of  
hunting → preuve de  
la communauté  
qu'elles identifient

→ treaty  
→ status of confirmation > fisheries  
with Maels



96-05-29

## i) Outstanding issues

- communal ownership / s. 35 → non restiction
  - could be a right  
incorporating rights → to allow squatters  
to hunt → to the  
allowed to use and own a  
gun
- No definition in Criminal Code for possession

**Delta**  
**Hotels & Resorts**  
**Hôtels et centres de villégiature**

Canada 800-268-1133 □ U.S.A. (É.-U.) 800-877-1133  
Toronto (416)-927-1133

- 1) OK → Règlement & explication
- 2) Communauté → ? droits inhérents  
16 + 7 loi
- 3) Traduction des textes / ord 3267 M&
- 4) Aucune rédaction
- 5) diverses considérations
- 6) Traduction des textes / limite de 3 ans
- 7) certificats alternatifs
- 8) limite de l'article 15
- 9) Ammunition → contrôle
- 10) Coûts → aucun problème
- 11) problème de certification et transparence
- 12) limite de la « cache »

**Delta**  
**Hotels & Resorts**  
**Hôtels et centres de villégiature**

Canada 800-268-1133 □ U.S.A. (É.-U.) 800-877-1133  
Toronto (416)-927-1133

1) 117 2)